

# LA SUSPENSION DE L'ASSURANCE

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*Présentée et soutenue le 12 mars 1938, à 14 heures.*

PAR

**André THILL**

---

JURY :

*Président : M. M. PICARD, Professeur.*

*Suffragants : M. AMIAUD, Professeur.*

*M. ROUAST, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

---

1938



## **La Suspension de l'Assurance**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.**

# LA SUSPENSION DE L'ASSURANCE

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*Présentée et soutenue le 12 mars 1938, à 14 heures.*

PAR

**André THILL**

---

JURY :

*Président : M. M. PICARD, Professeur.*

*Suffragants : M. AMIAUD, Professeur.*

*M. ROUAST, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

—  
1938



## AVANT-PROPOS

Le contrat d'assurance apparaît à l'examen, comme ayant des caractères spécifiques très nets. Ce contrat, de caractère commercial, exige pour son développement, tant dans sa conclusion que son exécution ou ses modes de rupture, des procédés simplifiés, automatiques, peu coûteux et rapides. C'est ainsi que les primes sont presque toujours stipulées payables d'avance, au début de chaque période de garantie; de même la sanction du non-règlement des cotisations est prévue dans les polices par des dispositions très strictes et formelles: l'assureur a en effet besoin du paiement régulier et anticipé des primes pour se constituer un fonds de réserve, formé de l'ensemble des versements, qui lui permette à tout instant de faire face aux règlements de sinistres.

En outre, un tel contrat, plus que toute autre convention, exige des participants une confiance mutuelle, réciproque et de tous les instants; c'est ce que l'on exprime lorsque l'on dit que l'assurance est un contrat de bonne foi. La garantie de l'assureur repose en effet, entièrement sur la foi des déclarations de l'assuré qui doit mettre son co-contractant à même de se faire, à tout moment, une opinion

exacte du risque : ce sera ici le caractère « d'intuitu personae » de l'assurance qui impose, pour sanctionner la mauvaise foi ou la simple réticence de l'assuré, un système de pénalités originales.

Ces diverses mesures, en général très strictes et exorbitantes du droit commun des obligations, telles la suspension, la déchéance, la résiliation de plein droit ou la nullité de la police, étaient, antérieurement à la loi du 13 juillet 1930, rédigées dans les polices par les seuls assureurs, sous l'empire du principe de la liberté contractuelle. Elles soulevaient dans leur interprétation de graves difficultés et provoquaient une résistance énergique, tant de la part des assurés que de la jurisprudence. La loi de 1930, qui codifie le droit des assurances, n'a pas ralenti cette processivité, tant s'en faut, bien qu'elle ait eu précisément pour but de régler d'une façon définitive et impérative les rapports des parties. C'est qu'en réalité, cette loi a soulevé dans son application quantité de points nouveaux dont l'appréciation reste à l'heure actuelle soumise aux Tribunaux.

Dans cette étude, nous nous proposons de faire la monographie d'une de ces institutions caractéristiques du droit des assurances, la suspension de garantie. Cette notion, quoique couramment employée dans la pratique, demeure encore assez imprécise et est fréquemment confondue avec des institutions voisines dont il y a le plus grand intérêt à la distinguer.

Nous aurons principalement à l'étudier au regard d'une de ses principales applications : la sanction légale du non-paiement des primes, telle qu'elle a été prévue par la loi du 13 juillet 1930, art. 16. Nous examinerons la formation historique de cette idée, son fonctionnement, son domaine d'application et ses caractères juridiques, lesquels sont entièrement originaux. Enfin, dans un dernier chapitre, nous rechercherons si la notion de suspension telle que nous l'aurons définie d'après l'étude de l'art. 16, L. 1930, ne reçoit pas en assurance des applications conventionnelles venant sanctionner des manquements de l'assuré autres que le non-paiement des primes.

## CHAPITRE I

### FORMATION HISTORIQUE DE LA NOTION DE SUSPENSION DE GARANTIE POUR NON-PAIEMENT DES PRIMES

L'art. 16 de la loi du 13 juillet 1930 autorise un assureur non réglé en temps utile du montant de sa créance, à suspendre la garantie de la police sous certaines conditions. Avant d'en entreprendre l'étude on est d'abord amené à se demander quelle est l'origine de cette notion de suspension utilisée par le législateur. Il y a là un examen intéressant à plusieurs points de vue.

Il permet en particulier de constater le heurt de principes juridiques qui ne manque pas de se produire dès que l'on tente d'acclimater une notion nouvelle en assurance. Ici, les réactions des parties ont été très vives. Les Compagnies d'assurances, puissamment organisées, étaient arrivées à imposer aux assurés la souscription de conditions très dures; mais ceux-ci, restés longtemps isolés et sans défense, trouvèrent vite un soutien puissant dans la jurisprudence et la doctrine qui leur étaient favorables, surtout à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où se ré-

pandit la théorie des contrats d'adhésion dont on vit une première application en assurance. Il semble d'ailleurs que l'attitude de la jurisprudence n'ait pas toujours été très cohérente ni attachée aux principes juridiques : bien souvent, ses décisions furent justifiées par des motifs de pure équité ou opportunité.

En tout cas, de cette sorte de joute que se livrèrent les parties contractantes, est sortie une institution dont les contours étaient parfaitement délimités et adaptés à la technique même de l'assurance. On comprend dès lors aisément le laconisme de la loi de 1930 qui s'est bornée à légaliser la suspension sans en préciser les effets<sup>1</sup> : ceux-ci demeurent tels qu'ils avaient été définis et fixés à plusieurs reprises par la Cour de Cassation.

#### SECTION I. — SANCTION DU NON-PAIEMENT DES PRIMES D'APRÈS LES PRINCIPES POSÉS PAR LE CODE CIVIL.

Avant d'envisager la suspension, mesure exceptionnelle du droit des assurances, il est nécessaire de rechercher quelle serait, par application des principes généraux du droit des obligations, la sanction du non-paiement des primes.

(1) D'une façon générale, la loi de 1930 n'a fait sur bien des points qu'entériner la situation antérieure telle qu'elle s'était stabilisée. C'est ce qu'exprime M. Hémard (exp. des motifs, annexe 1544, p. 637) en nous disant qu'il ne s'agissait pas « d'une « révolution juridique, mais de la consolidation et du progrès « des résultats acquis ».

On doit d'abord se demander à quel moment la prime serait exigible de droit commun. A notre sens, l'obligation du paiement immédiat — que les assureurs prennent soin de renforcer par celle du versement préalable — existe en l'absence même de toute convention (en ce sens Mlle Weyer, la prime d'assurance p. 86; MM. Colin et Capitant, traité de Droit Civil, T. II, p. 337). L'obligation du débiteur est en effet pure et simple, c'est-à-dire sans terme ni condition; elle devra donc s'exécuter dès sa liquidation.

En outre, par application de l'art. 1247 C. civ., la créance de l'assureur sera quérable. Ce dernier devra faire percevoir le montant de la prime au domicile de l'assuré. S'il se heurte au mauvais vouloir de son débiteur, il aura deux possibilités : poursuivre le recouvrement judiciaire des primes ou opter pour la résolution du contrat en application de l'art. 1184 C. civ. Mais auparavant, il devra constituer l'assuré en demeure, notre droit n'admettant pas l'adage « dies interpellat pro homine ». Pour ce faire, il lui faudra, nous indique l'art. 1139, adresser une sommation ou autre acte équivalent. (en ce sens Paris 6 fév. 1845, Bonn. de Mars. 2-63). Mais l'écueil le plus grave va se présenter après la mise en demeure, lorsque l'assureur aura opté pour la résiliation : celle-ci en effet sera toujours judiciaire. (Paris, 26 fév. 1894, D. P., 1894, 2, 567).

La Compagnie, en sus des lenteurs et des frais de la procédure normale, risquera encore de voir son

action paralysée. Les Tribunaux n'acceptent pas en effet de rompre un contrat lorsqu'il s'agit d'un simple retard d'exécution; ils accordent en tout cas de longs délais de grâce au débiteur et lui permettent, à toute hauteur de procédure, d'arrêter l'instance engagée, par l'offre de paiement. C'est là que réside le principal danger pour l'assureur si son débiteur use d'une telle faculté pour maintenir, au dernier moment, l'assurance. La Société, fort probablement, demandait la résolution parce qu'elle craignait que son co-contractant, défaillant pour le paiement des primes, n'exécutât pas ponctuellement ses autres obligations en particulier celle d'agir de bonne foi : elle va se trouver liée contre son gré à un contractant qui, à chaque échéance, ne manquera pas de lui susciter les mêmes difficultés.

Si au contraire la Compagnie opte pour la continuation des rapports contractuels et poursuit judiciairement le recouvrement de sa créance, elle ne sera pas plus favorisée car elle va se trouver, pendant un temps peut-être fort long, garante du risque sans aucune espèce de contrepartie.

On est tenté de se demander si, outre la résolution et la poursuite judiciaire du paiement des primes, l'assureur n'aurait pas à sa disposition une autre solution bien plus avantageuse pour lui : le droit de refuser sa prestation, c'est-à-dire sa garantie, aussi longtemps que la prime n'aurait pas été réglée — *ce*, en application de la théorie de l'exceptio non adimpleti contractu — ou encore le droit de se prévaloir d'une

suspension de plein droit du contrat faute d'exécution de la part de l'assuré (M. Lebret, suspension et résolution des contrats, *rev. crit.*, 1924, p. 630). Il semble que pareille prétention eut été justifiable étant donné l'interdépendance des obligations; mais la jurisprudence, qui cependant applique l'exception d'inexécution aux contrats successifs, refuse — en l'absence de toute convention des parties — un tel droit à l'assureur car le retard dans le paiement n'empêche pas l'obligation d'exister et devient seulement une cause de résolution (civ. 24 nov. 1875, D. 1876-1-364).

Tout cet appareil formaliste, s'il avait été imposé impérativement, eut certainement empêché le développement du contrat d'assurance; mais les parties — en fait les assureurs — ne manquèrent pas, en application de l'art. 1134, C. civ., d'écarter cette réglementation pour adopter des mesures plus souples et, aussi, beaucoup moins favorables aux assurés.

## SECTION II. — SANCTION DU NON-PAIEMENT DES PRIMES D'APRÈS LES CONVENTIONS DES PARTIES.

On veut voir parfois dans l'ordonnance de 1681 sur l'assurance maritime, l'origine de la déchéance automatique de l'assuré en cas de non-paiement de la prime. En réalité, cette ordonnance se borne à prévoir le paiement anticipé des primes sans le sanctionner.

Si certains docteurs italiens, tels Roccus et Casaregis optaient pour la résolution du contrat, comme sanction de la défaillance de l'assuré, la doctrine dans son ensemble (Emerigon, Varin, Pothier) repoussait cette solution, et la stipulation de l'ord. de 1681 sur le paiement immédiat était elle-même loin d'être appliquée dans la pratique. En fait, dans l'assurance maritime (ci-dessous, p. 82) la nécessité d'une pareille pénalité ne se présente pas par suite de la faible durée de la période de garantie et du privilège dont est assortie la créance de l'assureur.

C'est dans les premières polices-incendie rédigées en Angleterre au début du 18<sup>e</sup> siècle que l'on voit apparaître une sanction originale du non-paiement des primes. Les contrats, rédigés en général pour un temps très court — 6 mois ou 1 an — prévoyaient la possibilité d'une reconduction de la police à l'expiration de chaque période d'assurance, sous réserve du versement de la prime nouvelle dans les quinze jours<sup>1</sup>. Ce terme de quinzaine apparaît ainsi comme fort comparable au délai de grâce antérieur à la mise en application de la suspension, puisque durant son cours, la garantie reste maintenue.

Les Compagnies françaises ne manquèrent pas d'adopter des conventions similaires. Ainsi, la police de la Cie Royale d'assurances, dès 1820, stipulait. — « Les primes d'assurance sont payées d'avance et  
« comptant au bureau de la Cie ou de ses agents. La  
« première année se paye en souscrivant la police.

(1) QUESNAULT. *Traité des assurances terrestres* (Paris, 1826).

! Le paiement des années suivantes a lieu pour  
« tout délai, dans la quinzaine qui suit l'échéance.  
« — A défaut du paiement de la prime dans le délai  
« ci-dessus spécifié, et sans qu'il soit besoin d'aucune  
« demande ni mise en demeure, l'assuré n'a droit en  
« cas de sinistre à aucune indemnité, et la Cie peut à  
« son gré maintenir la police ou la résilier par simple  
« notification ».

Cette police pose d'abord comme principe le paiement des primes comptant et d'avance au début de chaque fractionnement. Le versement préalable des primes répond en effet aux nécessités techniques du contrat d'assurance qui est avant tout un contrat d'association : les cotisations versées par les membres adhérents à un même groupe constituent un fonds de prime, une réserve grâce à laquelle le gérant du groupe sera à même de régler à tout moment les sinistres survenus durant la période d'assurance. Elle fait en outre échec au principe de la quérabilité des primes en stipulant que celles-ci seront payables au bureau de la Compagnie. Enfin, sont prévues, pour sanctionner le non-paiement de la prime à la date fixée, la perte — ou déchéance — du droit à indemnité et la résiliation de plein droit du contrat. Nous nous bornerons ici à envisager l'une de ces deux sanctions — la déchéance — qui est en réalité la forme première sous laquelle s'exprima la suspension : comme cette dernière notion, elle aboutit à priver l'assuré du bénéfice qu'il était en droit de retirer du contrat en cas de sinistre, tout en maintenant la va-

lidité de la police aussi longtemps que la résiliation n'a pas été prononcée.

L'introduction d'une telle institution, exorbitante du droit commun, produisit immédiatement de la part de la jurisprudence une vive opposition qui porta principalement sur deux points : la portabilité des primes — condition de la mise en mouvement automatique de la pénalité — et la déchéance ou suspension proprement dite.

#### *A) Portabilité de la prime.*

Les Compagnies, en stipulant la portabilité des primes, cherchaient avant tout à éviter la nécessité d'une mise en demeure qui est, on le sait, indispensable, lorsque la créance est recouvrable au domicile du débiteur. Elles n'entendaient pas en effet renoncer à l'usage de faire percevoir les primes à domicile par leur encaisseur. C'est ainsi qu'Alauzet (traité des ass. t. II, 330) nous dit : « Cet usage des Cies qui envoient  
« chercher les primes au domicile des assurés doit  
« être considéré comme un avis purement officieux  
« sur lequel, il est vrai, l'assuré peut s'être fié s'il a  
« été plusieurs fois réitéré, mais il ne faut pas perdre  
« de vue que l'assureur ne pourrait faire constater le  
« refus de paiement sans frais considérables... C'est la  
« raison qui a fait écrire la clause dont il s'agit dans  
« toutes les polices, et ce motif l'explique et la justifie  
« trop bien... »

La jurisprudence au contraire, saisie par les assurés

de recours contre l'application automatique et sans mise en demeure de la pénalité, ne manqua pas de voir dans les démarches effectuées par l'assureur au domicile de l'assuré une présomption de renonciation à la portabilité stipulée dans la police. Ainsi, dans cette interprétation, la Compagnie qui par son attitude avait rendu la prime quérable, n'était plus fondée à opposer la suppression de garantie aussi longtemps que la mise en demeure n'avait pas été faite. Il est juste de dire que la position de la jurisprudence ne manquait pas de fondement, car bien souvent l'assuré, sachant que pratiquement la Compagnie faisait encaisser les primes à domicile, ne se dérangeait pas au siège de celle-ci pour effectuer son versement en cas de retard de l'encaisseur. Pareil assuré n'imaginait évidemment pas que la police pût être suspendue avant même que la quittance lui eut été présentée.

Mais cette attitude de la jurisprudence causa la plus grande incertitude, car les Tribunaux n'étaient pas d'accord sur le point de savoir quelles étaient les démarches nécessaires et suffisantes pour entraîner la renonciation tacite à la portabilité (Poitiers, 5 juin 1878, *Bonn. de Mars*, 2-574). Au surplus, une fois la prime réputée quérable, la jurisprudence fut longue, probablement en raison de l'attitude de la doctrine alors favorable aux assureurs. (Alauzet, ci-dessus — Grün et Joliat, t. VI, 299 — Pouget, dictionnaire, t. VI, 683), à en admettre les conséquences logiques qui eussent été la nécessité d'une mise en demeure dans les formes légales : certaines Cours validèrent la

déchéance au bout d'un délai laissé à leur appréciation et sans sommation (Tarbes, *journ. des ass.*, 1854); la plupart admit pendant longtemps que la suspension de la police était encourue lorsque l'assureur justifiait de diligences auprès de l'assuré, (Grenoble, 25 août 1851, *j. ass.*, 1852, 213) par l'envoi d'une lettre recommandée notamment (Paris, 15 fév. 1870, *D. P.*, 1870. 2. 163). Mais les hésitations disparurent assez vite, et les arrêts postérieurs exigent une sommation dans les termes de l'art. 1139 (Rouen, 25 fév. 1880, *S.* 1880. 2. 243; Paris, 24 juill. 1879, *S.* 1879. 2. 255.)

Les Compagnies d'assurances réagirent immédiatement, et, afin d'éviter les interprétations déformantes de leur volonté, précisèrent dans une nouvelle rédaction de leur clause, que « les recouvrements de prime « antérieurs que la Cie aurait fait opérer officieusement au domicile des assurés, ne peuvent lui être « opposés comme une renonciation aux dispositions « précédentes ». Cette convention divisa la jurisprudence, malgré son apparente précision : tandis que certains tribunaux continuèrent à juger que les démarches habituelles de l'assureur rendaient la prime quérable. (Req. 10 juin 1863, *D. P.*, 1863. 1. 407), d'autres — la majorité, semble-t-il — admirent que par cette clause, la Compagnie s'était interdit toute dérogation tacite aux stipulations de la police. La Cour de Cassation s'inclina devant les interprétations tant restrictives qu'extensives, y voyant de pures questions de fait (rappt. M. le Conseiller Mazeau, *S.* 1885. 1. 123).

Devant une telle situation, les assureurs finirent par

s'astreindre à adresser, en cas de non paiement des primes, une mise en demeure par mode simplifié, la lettre recommandée. C'était là, la seule solution adéquate, à la fois pour l'assureur, car cette démarche n'est pas onéreuse et évite l'épineuse question de savoir si la prime de portable n'est pas devenue quérable, et pour l'assuré qui, par la lettre chargée, sera suffisamment averti des conséquences que va lui causer sa propre défaillance. Pareille procédure était certainement valable à condition d'avoir été expressément prévue dans les conditions générales ou particulières des polices; l'art. 1139 n'impose en effet nullement à titre impératif la mise en demeure par acte d'huissier. Ce procédé de mise en demeure fut adopté par le projet de loi de 1904 et consacré dans la police type incendie de 1913, rédigée d'un commun accord par la ligue des assurés et le groupement des Compagnies d'assurances. Enfin la loi de 1930, qui a rendu obligatoirement quérables les primes, a imposé préalablement à toute suspension l'envoi d'une lettre recommandée.

#### B) *Suspension de la garantie.*

La résistance de la jurisprudence ne laissa pas d'être aussi vive sur la validité de la clause de déchéance que sur la question de la portabilité; mais ici, elle dut finalement céder devant la ténacité des assureurs et l'intervention du législateur.

On sait qu'au début de l'assurance terrestre, il

était uniquement indiqué dans les polices que l'assuré n'aurait droit à aucune indemnité en cas de sinistre, faute d'avoir réglé le montant de la prime en temps utile. Mais on en vint vite à préciser que l'effet de l'assurance serait suspendu jusqu'au paiement intégral de la prime (Police Providence, art. 6). Comment la doctrine analysait-elle cette institution nouvelle ? La majorité des auteurs s'accordait pour la reconnaître comme entièrement valable et l'intégrer dans le système des déchéances établi dans les polices en application de l'art. 1134 C. civ. C'est ainsi que Pouget (op. cit.) déclare : « Par la dé-  
« chéance, l'assuré qui n'a pas payé sa prime est  
« privé du bénéfice du contrat pour le passé ; mais  
« il a droit à tous ses avantages pour l'avenir puisque  
« le contrat existe au profit des parties ». En outre, en présence de la défaveur des déchéances devant la jurisprudence, on chercha à rattacher la suspension à la notion de clause pénale, ce qui avait l'avantage d'en permettre la validation à coup sûr étant donné que la clause pénale a toujours été considérée comme une convention parfaitement licite<sup>1</sup>. C'est par ce dernier rapprochement que les Tribunaux en vinrent en effet à admettre l'obligation aux primes en période de suspension (Cass. Belge, 4 mai 1883, jour. ass. 1884, 153).

La Jurisprudence, au contraire, fut immédiatement hostile à l'insertion de clauses de suspension.

(1) Actuellement on n'explique plus la suspension par le mécanisme de la clause pénale (ci-dessous, p. 119).

et chercha à les annuler en se basant sur deux motifs :

Le premier argument consistait à voir dans la suspension de garantie une clause léonine, contraire à l'équité. C'est ainsi qu'un arrêt de la cour de Paris s'exprime en ce sens : « Considérant qu'interpréter  
« ainsi la convention serait admettre à la fois l'exis-  
« tence du contrat et son inexistence, puisqu'en  
« même temps qu'il existerait au profit de l'assu-  
« reur, il serait résolu contre l'assuré; ce qui ré-  
« pugne tant au droit qu'à l'équité ». Ce raisonne-  
ment basé au fond sur l'adage « ubi emolumentum,  
ibi onus », et que nous retrouverons lors de l'étude  
de la loi du 13 juillet 1930, art. 16, devait être con-  
damné par la Cour de Cassation dans un arrêt du  
15 nov. 1852 (S-1853-1-739) comme contraire au prin-  
cipe de la liberté contractuelle.

Mais, si l'échec devait être fatal sur ce point, car la thèse soutenue reposait plus sur l'équité que sur le droit, il n'en devait pas être de même du second argument consistant à réputer — par interprétation de la volonté des parties — la suspension n'avoir été stipulée que pour le cas où la Compagnie opterait en faveur de la résiliation. Si donc, au moment du sinistre, l'assureur n'avait pas notifié la résiliation et avait par conséquent implicitement opté pour le maintien du contrat, la déchéance n'était plus encourue par l'assuré.

L'avantage, en faisant glisser la question sur le terrain de l'interprétation de la volonté des parties,

était d'éviter la censure de la cour suprême puisqu'il ne s'agissait plus alors que d'une pure question de fait appréciée souverainement par le juge du fond. C'est cette thèse que l'arrêt de Cassation de 1852 adopte en ces termes « attendu que... sans doute « la Cie aurait pu déroger à cette clause et que cette « dérogation aurait pu être considérée comme ré-  
« sultant de l'exécution qu'en fait cette clause au-  
« rait reçue... ». La Cour admettait donc la possibilité d'interpréter la clause de suspension comme étant le simple prélude de la résolution. En réalité, lier ainsi la validité de la suspension au sort de l'option de l'assureur était faire perdre à la sanction du non-paiement des primes toute sa valeur et son effet comminatoire. Cette mesure offre en effet le plus grand intérêt précisément lorsque l'assureur, optant pour le maintien du contrat, désire contraindre l'assuré à la reprise de garantie par la menace de l'accumulation des primes arriérées; lorsqu'au contraire la Compagnie préférait la rupture du contrat, la suspension ne lui était d'aucun office puisque la résiliation pouvait, en vertu des stipulations contractuelles, prendre effet dès l'expiration du délai de grâce.

La Cour de Cassation toutefois, fit subir au système qu'elle consacrait une restriction notable en délimitant étroitement la liberté d'interprétation laissée aux Tribunaux inférieurs; elle n'autorisa en effet ceux-ci à réputer l'assureur avoir opté en faveur du maintien de la police — et en conséquence,

avoir renoncé à se prévaloir du bénéfice de la suspension — que lorsque cette option serait manifestée, non comme on l'admettait en général, par le simple silence de la Compagnie, mais « par un fait de nature à établir cette dérogation »<sup>1</sup>.

D'après la pratique jurisprudentielle qui s'établit sur ce point, la volonté non équivoque de l'assureur de ne pas opposer la déchéance fut discernée dans les poursuites en recouvrement de primes exercées contre l'assuré (Req. 27 juin 1855, D. P. 1856, 1.318), soit dans l'octroi, après expiration du délai de grâce, d'un nouveau terme ou d'une faculté de paiement. Il a aussi été jugé que l'assureur perdait son droit lorsqu'il avait fait souscrire à l'assuré une reconnaissance de primes échues (Reg. 5 mai 1868).

Cette attitude de la jurisprudence qui aboutissait dans la majorité des cas à priver les assureurs du bénéfice des stipulations contractuelles, provoqua de leur part une nouvelle modification des conditions générales des polices. Les Compagnies précisèrent en effet qu'elles entendaient par avance, maintenir la déchéance, au cas même où elles n'auraient pas opté pour la résiliation<sup>2</sup>.

Devant cette nouvelle rédaction, les Tribunaux durent s'incliner. D'ailleurs la notion de suspension de garantie avec ses effets particuliers, tels que nous les étudierons plus loin, était à ce moment — au début du XX<sup>e</sup> siècle — entièrement dédagée et accli-

(1) Cass. 4 fév. 1884, S. 1885-1-120.

(2) « ...l'assurance restera suspendue pendant la poursuite en recouvrement des primes arriérées... »

matée en droit des assurances. Au surplus, le projet de loi de 1904 sur les assurances adopta entièrement la thèse des assureurs en ces termes : « que la prime  
« soit quérable ou portable, à défaut de paiement  
« à l'échéance de l'une des primes, l'effet de l'assu-  
« rance est suspendu dix jours après la mise en de-  
« meure de l'assuré » ; puis, après avoir posé le prin-  
cipe que l'assureur jouit d'une option, le texte pré-  
cise : « l'assurance *non résiliée reprend pour l'avenir*  
« le lendemain du jour où la prime arriérée a été  
« payée ». Tant dans cet avant-projet que dans la  
loi de 1930 qui en a reproduit les dispositions, l'as-  
sureur reste libre de renoncer au bénéfice de la sus-  
pension, mais cette attitude ne pourra être présumée  
du fait même de l'exercice de son droit désormais  
légal au maintien du contrat, exprimé particulière-  
ment par la poursuite en paiement forcé des primes  
(voir ci-dessous, p. 59). Enfin, la Cour de Cassation,  
saisie à nouveau de la question de la validité de la  
suspension en avait précisé les caractères juridiques  
en des termes ne laissant plus aucun équivoque<sup>1</sup>. Il  
ne restait plus au législateur qu'à consacrer cette ins-  
titution d'une façon définitive : c'est ce qu'il fit par  
la loi du 13 juillet 1930.

(1) « attendu que la clause de la police stipulant que l'assu-  
« rance sera suspendue de plein droit à défaut de paiement des  
« primes, ne délie pas l'assuré de son engagement, qu'elle n'a  
« d'autre résultat que de sanctionner l'inexécution de cet enga-  
« gement en affranchissant l'assureur du paiement de l'indem-  
« nité en cas de sinistre » (Cass. 13 janv. 1914, S. 1914.1.376).

## CHAPITRE II

### FONCTIONNEMENT DE LA SUSPENSION POUR NON-PAIEMENT DES PRIMES

Après avoir vu comment est apparue et s'est développée la notion de suspension, nous devons en étudier le fonctionnement dans la pratique courante des assurances. La loi du 13 juillet 1930 a sur ce point posé des règles générales tout en laissant dans l'ombre, comme nous le verrons, bien des questions, qui restent encore aujourd'hui à résoudre.

#### SECTION I. — CONDITIONS D'APPLICATION.

Préalablement à l'application de toute sanction pour non-paiement des primes, la loi impose deux mesures : une mise en demeure et l'écoulement d'un certain délai.

##### *A) La mise en demeure.*

On sait que d'après la dernière rédaction des clauses des polices antérieures à la législation nou-

velle, les assureurs étaient astreints, bien que les primes fussent toujours stipulées portables, à adresser à l'assuré retardataire une lettre recommandée valant mise en demeure. La loi du 13 juillet 1930, tout en établissant le principe de la quérabilité — à l'exception de la première prime<sup>1</sup> —, ne manqua pas de ratifier cette pratique. L'art. 16 de la loi prescrit que : « cette lettre devra indiquer expressément « qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, « rappeler la date de l'échéance de la prime et re- « produire le texte du présent article ». Le législateur a voulu que, par l'énoncé dans la lettre de rappel des pénalités prévues à l'art. 16 — suspension et résiliation du contrat —, l'assuré fût suffisamment averti des conséquences que produiront son propre manquement contractuel.

L'assuré sera-t-il constitué en demeure par le seul fait de l'envoi par l'assureur de la lettre chargée ou, au contraire, ce dernier devra-t-il prouver qu'elle a bien touché le destinataire ? Il y a là une question délicate qui se posait fréquemment devant les Tribunaux antérieurement à la loi de 1930. La jurisprudence admettait en général qu'une lettre faisant retour à l'expéditeur, le destinataire étant parti sans laisser d'adresse, n'opérait aucun effet (Cass., 1<sup>er</sup> mai 1929), et ce, malgré l'insertion généralement faite dans les polices de la clause suivante : « la lettre

(1) En cas de non-paiement de la 1<sup>re</sup> prime, la police pourra être suspendue de plein droit sans l'accomplissement des formalités de l'art. 16 (en ce sens, Rennes, 9 fév. 1937, Rev. gén. ass., 1937, p. 709 et ci-dessous, p. 131).

recommandée produira effet par la simple production du récépissé de la poste ».

Aujourd'hui, en présence d'une législation impérative, pareille interprétation ne semble plus possible. L'art. 16 L. 1930 dispose en effet que la mise en demeure résulte « de l'envoi d'une lettre recommandée adressée... au dernier domicile connu ». L'assureur, pour se prévaloir des effets légaux de la sommation, n'aura donc qu'à exhiber le récépissé délivré par le poste et l'assuré ne pourra éviter toute pénalité qu'en prouvant avoir avisé en temps utile son co-contractant du changement de domicile. C'est en ce sens que statuent désormais les Tribunaux (Lyon, 11 oct. 1933, Rec. ass., 1933, p. 420; Nîmes, 11 mars 1935, rev. gen. ass., terr. 1935, p. 507). La lettre n'aura nullement besoin d'être adressée avec avis de réception (Le Havre, 31 mars 1933, Rec. Le Havre 1933, 1, 160) <sup>1</sup>.

Une question connexe s'est récemment trouvée posée devant les Tribunaux : à qui incombera la charge de prouver que la lettre recommandée remplit bien les conditions prévues par la loi du 13 juillet 1930 ? La Cour d'Alger (rev. gen. ass. 1937, p. 487, note, M. Sumien), réformant un jugement du Tribunal d'Alger du 30 avril 1935 déclare que l'assureur doit assumer une telle preuve sans se contenter d'exhiber le talon de la lettre et ce, en particulier lorsque le bénéficiaire de la police est un tiers.

(1) En ce qui concerne l'application de la règle légale nouvelle aux contrats en cours en 1930, voir Trib. Le Havre, 31 juin 1931, (Rev. gén. ass., 1932, 45).

Une telle décision semble devoir être approuvée.

On ne saurait, en effet, pour autoriser une Société d'Assurances à rejeter sur son co-contractant cette preuve, s'appuyer sur la disposition de l'art. 16 L 1930 imposant à l'assureur la seule attestation de « l'envoi » d'une lettre de sommation. Cette prescription ne concerne que la preuve de l'émission même de la lettre. Il s'agit ici au contraire d'en prouver le contenu. Or, on sait que la lettre recommandée doit, en application du même art. 16, indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappeler la date de l'échéance de prime et reproduire le texte de l'article : ce sera donc à l'assureur qu'incombera la charge de justifier qu'il s'est plié au formalisme légal. Faute par lui de s'être assuré les éléments d'une telle preuve, particulièrement vis-à-vis des tiers bénéficiaires de l'assurance qui n'ont pu, dans la majorité des cas, avoir connaissance de la mise en demeure de l'assuré, la suspension restera inefficace.

\*  
\*\*

Les effets que le législateur attache à la mise en demeure sont très importants. En plus des suites normales de toute sommation — cours des intérêts moratoires — l'envoi de la lettre recommandée va rendre la prime portable, permettre la suspension de garantie, la poursuite en paiement de la prime ou la résiliation du contrat, et enfin interrompre la prescription.

Avant d'envisager l'examen de celles de ces notions, mises en jeu par la sommation, qui rentrent dans le cadre de notre étude, il y a lieu de se demander si leur effet va se trouver limité dans le temps au fractionnement de prime prévu dans la police — en général un an — ou si, au contraire, cet effet est susceptible, sans renouvellement de mise en demeure, de s'étendre aux primes à échoir. Le principe posé par l'art. 16, al. 4, L 1930 est que l'envoi d'une lettre recommandée doit être réitéré à chaque échéance : ainsi l'assuré qui a été pénalisé dans le cours d'une période de prime, mais a vu sa garantie reprendre avant l'arrivée de la prochaine échéance, devra, s'il n'a pas honoré celle-ci, être l'objet d'un nouvel avertissement préalable à toute suspension de garantie. Il ne saurait y avoir, semble-t-il, d'équivoque sur ce point. On trouve ici en réalité une dérogation au droit commun des obligations; M. Demogue (Tr. des obligations, t. VI, n° 238), nous indique en effet, que la mise en demeure peut avoir lieu avant l'arrivée du terme ou de la condition et que, si un contrat comporte des exécutions successives, une seule sommation suffit pour toutes, si elle les vise par avance. Par application de la loi de 1930 au contraire, la mise en demeure ne pourra viser à l'avance la créance des primes à échoir puisqu'elle ne peut être faite qu'après présentation et non-paiement de chaque quittance.

Mais on est tenté de se demander si à cet effet relatif de la mise en demeure admis comme principe,

doit être maintenu dans le cas où l'assuré ne se serait pas encore libéré de sa dette lors de l'échéance subséquente. Ne pourrait-on pas prétendre au contraire que, dans une telle éventualité, l'effet serait absolu en ce sens qu'il s'étendrait aux fractionnements de prime successifs jusqu'à versement de tout l'arriéré, l'assureur étant autorisé à ne pas renouveler les mises en demeure pour les primes subséquentes ? Il y a là une question fort délicate à résoudre et sur laquelle la jurisprudence et la doctrine sont largement divisées. Le problème dépasse d'ailleurs celui de l'effet à attribuer à la suspension de garantie; il englobe les diverses conséquences attachées à la mise en demeure : droit à résiliation, poursuite en paiement des primes et prescription.

En faveur d'une telle exception, on invoque divers arguments. L'art. 16, dit-on d'abord, prévoit bien que l'assurance reprendra le lendemain à midi du jour où la *prime* arriérée aura été payée; mais, si le législateur s'est ainsi exprimé au singulier pour désigner la dette de l'assuré, c'est qu'il a songé uniquement au cas le plus fréquent, celui où l'assureur poursuit le paiement d'une seule prime. L'hypothèse où une nouvelle échéance est intervenue postérieurement à l'application de la suspension n'a pas été envisagée. Or, une telle éventualité peut parfaitement être englobée dans une interprétation lato sensu du texte.

On dit encore, pour éluder le caractère formel des dispositions de l'art. 16, que le législateur a en réalité conçu la mise en demeure non pas tant comme acte

procédural devant nécessairement précéder tout exercice des droits de l'assureur mais comme point de départ des délais de vingtaine ou trentaine qui paralysent temporairement l'action de la Compagnie d'assurances<sup>1</sup>. Dans cet ordre d'idées, il sera toujours nécessaire que l'assureur, pour se prévaloir de ses droits — suspension de garantie, action en paiement, résiliation de la police — puisse faire la preuve de l'envoi préalable d'une lettre recommandée, mais on ne verrait pas bien l'utilité que présenterait le renouvellement de semblable formalité alors que la police est déjà suspendue ou une poursuite judiciaire intentée : l'effet comminatoire en serait nul.

Enfin, M. André Besson dans une note récente sous Dijon, 19 avril 1937, rev. gen. ass. 1937, p. 879) apporte un dernier argument tiré du droit commun des obligations : pourquoi le débiteur régulièrement mis en demeure à la suite du non paiement d'une prime ne pourrait-il pas, comme la convention peut le faire en droit commun (C. civ., art. 1139) où la loi l'autorise en certains cas (art. 1145), être considéré en demeure du fait même de l'échéance du nouveau fractionnement ? On admet à cet égard en doctrine qu'une mise en demeure n'est pas nécessaire lorsque le débiteur s'est dérobé par fraude à l'exécution de son obligation ou même simplement lorsqu'il est en faute. Or ici, le caractère fautif de l'assuré, sanctionné par l'application d'une déchéance à caractère pénal est

(1) V. en ce sens, note s. Seine, 12 mars 1936, Gaz pal., 1936, p. 777; également Mlle Weyer, la prime d'assurance, p. 165 et suiv.

incontestable. L'assuré devant au surplus venir acquitter chez l'assureur sa première prime, on ne voit pas pour quel motif la prime subséquente resterait quérable et pourquoi l'assureur devrait effectuer une démarche nécessairement vouée à l'échec en présence d'un co-contractant réfractaire.

Ces arguments, quoique impressionnants ne nous semblent pas déterminants. S'il est vrai qu'il ne soit pas impossible à priori de ne pas s'en tenir dans le cas envisagé au texte de l'art. 16, al. 4 stipulant la reprise de l'assurance par le paiement de *la prime* — et non *des primes* — arriérée, encore faudrait-il, pour qu'une telle interprétation soit admissible, qu'elle soit conforme à l'esprit dans lequel a été rédigé cet article. Or, tel n'est certainement pas le cas. Il ne faut pas perdre de vue en effet que la suspension de garantie n'est pas un des effets normaux de la mise en demeure; elle est une mesure exorbitante du droit commun. On sait que cette sanction a précisément été conçue, en sus des armes ordinaires possédées par un créancier — résiliation, action en paiement forcé — en vue de contraindre un assuré réfractaire à une prompt exécution du contrat par la menace pesant sur lui de la perte du droit à indemnité sans que son obligation au paiement des primes soit pour cela abolie. C'est ce caractère exceptionnel de la suspension qui doit en réalité en limiter l'application et ne permettre qu'une interprétation stricto sensu de l'al. 4, art. 16. L'assureur pourra bien proroger les effets de la suspension pendant toute la durée du

contrat, mais il devra pour cela recourir, à chaque échéance impayée, à l'envoi d'une mise en demeure. S'il restait un doute sur la solution à adopter, il serait, semble-t-il, levé par l'art. 16 même qui stipule d'autre part, que la lettre devra indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure et rappeler la date de l'échéance de la prime. Cette prescription, par l'exigence de telles mentions, nous semble suffisamment claire dans le sens de l'interdiction formelle d'une sommation adressée à l'assuré pour des primes non encore échues. Par contre, elle ne s'oppose certainement pas à la possibilité pour un assureur de grouper dans une seule mise en demeure — sous réserve qu'elles ne soient pas prescrites — plusieurs primes échues, en mentionnant leur différente date d'exigibilité.

On ne saurait donc trop conseiller aux assureurs de cesser la pratique, innovée par eux dès avant la nouvelle législation, de l'envoi d'une lettre de mise en demeure précisant « que l'assurance ne reprendra son effet que le lendemain à midi du jour où toutes les primes échues même postérieurement à celle afférente à la période susvisée auront été acquittées ». Certains assureurs, reconnaissant la non-conformité d'une telle procédure avec la loi de 1930, en ont prévu l'application à titre de convention dérogatoire dans les conditions particulières de la police. Mais une telle condition étant de celles qui aggravent la situation légale faite à l'assuré est certainement

nulle comme contraire au caractère d'ordre public de la loi de 1930 précisé en son art. 2.

L'interprétation que nous adoptons est, par ailleurs, conforme à la stricte équité. La mauvaise foi d'un assuré qui ne règle pas sa prime peut n'être nullement caractérisée. Dans la vie actuelle où les obligations contractées par un homme d'affaires sont multiples, il peut lui arriver involontairement d'omettre le paiement d'une cotisation. Il serait dès lors certainement anormal qu'un tel assuré, une fois sa police suspendue, n'ait pas son attention attirée périodiquement sur les conséquences fâcheuses pour lui que produisent sa défaillance. La sanction pourra être tenue comme hors de proportion avec le manquement. Dans cet ordre d'idées, on conçoit alors aisément le sens des dispositions de l'art. 16, imposant une formalité particulière et substantielle pour mettre en jeu la suspension de garantie, mesure ayant essentiellement un caractère pénal. Le législateur ne s'en est d'ailleurs pas tenu là, estimant que de telles conditions n'étaient pas suffisantes pour maintenir l'assuré en éveil : il a réduit par l'art. 25 L. 1930 la durée de la prescription des primes à deux années. L'interruption pourra d'ailleurs se faire par mode simplifié, la lettre recommandée.

L'inconvénient de la solution légale est l'exposition renouvelée de frais relativement importants qui, en définitive, retomberont sur le débiteur. Mais, à bien réfléchir, ces débours apparaissent comme utilement exposés eu égard aux conséquences lourdes qu'en-

traîne pour l'assuré sa déchéance en cas de sinistre. La jurisprudence, après avoir assez longtemps hésité et penché en faveur du caractère absolu de la mise en demeure<sup>1</sup> semble s'être ralliée à l'interprétation restrictive de la loi<sup>2</sup>. La question se pose en fait devant les tribunaux sous la forme suivante : l'assuré qui a été l'objet d'une sommation à la suite du non-paiement d'une première prime ne se libère du montant de la somme exigée qu'après l'échéance d'une nouvelle prime n'ayant, elle, pas été sanctionnée par mise en demeure. Il se prévaut dans ces conditions de la reprise de son assurance, tandis que l'assureur allègue du maintien de la suspension aussi longtemps que son débiteur ne se sera pas libéré de toutes les primes échues au moment du versement. La Cour de Paris, dans un arrêt récent longuement motivé<sup>3</sup>, a fait prévaloir les prétentions de l'assuré : l'assureur, bien que non réglé des primes subséquentes, sera considéré en vertu de l'art. 16, al. 4, L. 1930, comme garant du risque le lendemain à midi du jour du versement limité.

On ne saurait d'ailleurs lier cette interprétation, comme l'ont fait certaines décisions<sup>4</sup>, à une autre question, celle du droit même à la prorogation des effets de la suspension sur plusieurs périodes de

(1) Nantes, 9 déc. 1932, *Gaz. pal.*, 1933.1.449; Seine, 12 mars 1936. *Ibid.* 1936.1.777.

(2) Montdidier, 28 juill. 1936, *Gaz. pal.* 1936.2.692; Dijon, 9 avril 1937, *Rev. gén. ass.* 1937, 879. V. également en ce sens M. A. Guillon, *l'assureur et l'assuré* 1937, p. 3361.

(3) Paris, 21 juill. 1937, avec conclusion de M. l'Avocat général Henri Picard, *Gaz. pal.*, 18 nov. 1937.

(4) Rabat, 26 mars 1936, *Rev. gén. ass.*, 1936, p. 762.

primes. La suspension de garantie doit en effet pouvoir parfaitement (ci-dessous, p. 47) se poursuivre jusqu'à l'expiration du contrat, si l'assuré ne s'exécute pas, et sous réserve de la mise en demeure périodique du débiteur. Aucune disposition dans la loi de 1930 ne saurait contraindre l'assureur à opter entre la résiliation de la police ou la reprise par voie judiciaire de l'assurance. Bien au contraire, le législateur, en précisant que l'assurance ne reprendrait qu'après complet paiement de la prime initiale, même s'il intervient seulement lors d'une période consécutive, a manifestement entendu écarter la thèse de l'effet purement limité de la suspension qui verrait dans l'échéance d'une prime nouvelle une reprise automatique de l'assurance<sup>1</sup>, que la première prime ait été versée ou non. Un tel effet serait d'ailleurs inacceptable pour l'assureur et contraire à la stricte équité. On arriverait à ce résultat qu'un débiteur, refusant systématiquement le règlement de ses cotisations à chaque échéance, verrait néanmoins la garantie de sa police reprendre chaque année pendant vingt jours au moins, temps minimum nécessaire pour faire produire effet à la nouvelle mise en demeure; un assuré de mauvaise foi mettrait à profit cette reprise temporaire et inespérée de l'assurance pour réclamer indûment des indemnités pour sinistres survenus en fait en période de déchéance.

On est amené à se demander si l'effet réduit que

(1) Ou comme le préconise la Cour de Rabat, une annulation de la police.

nous avons reconnu à la mise en demeure doit être admis de façon générale vis-à-vis des autres mesures mises en jeu par la lettre recommandée. Pour la prescription, il ne saurait se produire la moindre difficulté en raison des délais abrégés institués par l'art. 25 : l'assureur devra tous les deux ans au moins adresser à son co-contractant une lettre interruptive de prescription qui ne saurait avoir d'effet que sur les primes échues.

En ce qui concerne la résiliation de la police, un des deux termes de l'option réservée à l'assureur, la solution à adopter doit, sans aucun doute, être identique à celle admise pour la suspension<sup>1</sup> en application de l'art. 16, al. 4, L. 1930. Ainsi, aussi longtemps que la suspension de garantie restera appliquée, l'assureur gardera le droit de résilier la police, même semble-t-il, s'il a déjà précédemment opté pour l'autre alternative que lui réserve la loi de 1930 — la poursuite judiciaire — car une telle option n'a en elle-même rien d'irréversible<sup>2</sup> et peut toujours être rétractée. Mais dès l'instant où la déchéance aura été rapportée par le paiement de la prime, objet de la mise en demeure initiale, le droit à résiliation sera perdu si l'assureur a omis de renouveler la formalité légale pour les annuités suivantes.

Au regard de l'action en paiement, on se demande si l'assureur va pouvoir, une fois le premier manquement de l'assuré sanctionné par une mise en demeure,

(1) V. sur ce point M. Guineau. Le paiement de la prime.

(2) Contra M. A. Besson note sous arrêt Dijon précité.

poursuivre le débiteur sans nouvelle formalité pour toutes les primes échues au moment où s'intente l'action<sup>1</sup>. Il faut ici encore discriminer deux alternatives : celle où la poursuite intervient avant le versement de la prime ayant fait l'objet de la suspension et le cas où une telle action ne débute que postérieurement.

Dans la première éventualité, il semble qu'on puisse répondre sans hésitation que l'assureur conserve son droit à poursuivre l'assuré pour toutes les primes échues entre temps. L'art. 16, al. 4, ne saurait s'y opposer puisque la police n'est pas résiliée ni la suspension rapportée. Cette solution est par ailleurs en accord avec l'esprit de la loi. On sait que les caractères spécifiques de la mise en demeure en assurance ont été en réalité imposés par le caractère exceptionnel de la suspension de garantie, dont le législateur fait dépendre l'exercice de l'option de l'assureur en faveur du maintien ou de la résiliation de la police. Il est donc logique de ne pas se montrer plus sévère pour l'action en paiement que vis-à-vis de la déchéance légale qui peut rester appliquée jusqu'au versement limité effectué par le débiteur. Dans ce cas, la mise en demeure retrouve à l'égard de l'exécution forcée du contrat son caractère de mesure avant tout comminatoire et dilatoire qu'elle possède en droit commun.

Dans la seconde alternative — reprise de l'assu-

(1) V. sur ce point M. Woog, des effets généraux de la mise en demeure en assurance.

rance par le versement de la première prime -- la mise en demeure initiale garde bien le même caractère que nous lui avons reconnu, mais en raison de la liaison étroite établie par le législateur entre les termes de l'option réservée à l'assureur et leur condition d'application — la suspension — il ne semble plus possible d'autoriser le créancier, lorsque l'exécution du contrat redevient bi-latérale, à poursuivre le paiement des primes échues auparavant, sans nouvelle sommation. L'art. 16 précise que l'action en paiement ne pourra être intentée qu'après accomplissement des formalités mettant en jeu la suspension de garantie et l'observation de certains délais : du jour où l'assuré aura mis fin à la déchéance et provoqué la reprise de la garantie, toute cette procédure et l'action en découlant tombent.

Une telle solution en faveur de la reconnaissance de façon générale d'un effet simplement relatif à la mise en demeure à l'égard des diverses notions qu'elle met en jeu n'est pas toujours admise. C'est ainsi que la Cour de Paris (arrêt précité) inversant notre raisonnement, autorise précisément l'assureur à ne pas renouveler l'envoi d'une lettre recommandée préalablement à l'exercice d'une poursuite judiciaire dès l'instant où le débiteur a effectué son versement, en se basant sur un retour au droit commun, après reprise de l'assurance, permettant au créancier d'une dette exigible d'assigner d'emblée sans autre mise en demeure que celle qui résulte de l'acte d'assignation. On justifie alors par *a contrario* la solu-

tion exceptionnelle reconnue à la suspension. Pour notre part, nous n'envisageons pas la question ainsi. C'est justement après la chute de la déchéance que la mise en demeure devra être renouvelée en raison de la solidarité étroite établie par la loi de 1930 entre les diverses sanctions du non-paiement des primes.

Enfin, en conséquence de ce système, on doit admettre que seule la prime dont le non-paiement aura été sanctionné par une sommation sera rendue portable au domicile du créancier. Si l'assureur n'a effectué aucune démarche pour le recouvrement des primes postérieures, l'assuré ne pourra, du jour où il aura provoqué la reprise de la garantie par un versement limité, être l'objet d'aucune pénalité, aussi longtemps que ces démarches n'auront pas été effectuées.

Ainsi, les assureurs qui voudront éviter les ennuis signalés, feront bien de se plier aux prescriptions de l'art. 16 L. 1930, telles qu'elles sont interprétées aujourd'hui par la jurisprudence. Celle-ci est trop conforme à l'esprit de la loi et à l'équité pour être l'objet d'un revirement.

#### B) *Condition de délai.*

Antérieurement à la loi de 1930, toute liberté était laissée aux parties de régler à leur guise les conditions d'application de la suspension, et certains assureurs en profitaient pour stipuler dans les polices la déchéance de l'assuré du seul fait du non-paie-

ment de la prime à l'échéance. Pour éviter de pareils abus, le projet de loi de 1906 n'autorisait la Compagnie à se prévaloir de la suspension que 10 jours après mise en demeure. La loi de 1930 adopte le délai de 20 jours préalablement à toute suspension de garantie, et un nouveau terme de dix jours après l'application de cette sanction, suspensif du droit à résiliation de la police ou poursuite judiciaire en paiement forcé par l'assureur. Le délai de vingtaine ne court lui-même qu'après l'envoi de la lettre de mise en demeure. Quel sera exactement le point de départ de ce délai ? L'art. 16, al. 5, nous indique qu'il courra « le lendemain du jour d'envoi de la lettre ». M. Perraud-Charmantier (Sem. Jur., 1931, p. 321) estime que par cette rédaction le législateur vise en réalité le jour de présentation par la poste de la lettre, mais cette interprétation extensive ne nous semble pas possible. En réalité, la loi a écarté, pour des raisons de simplification juridique, tout aussi bien le jour de réception (ci-dessous, p. 26) que le jour de présentation. Cela résulte à notre avis clairement par a contrario, de l'al. 6, art. 16, lequel par exception, lorsque l'assuré est domicilié hors de la France continentale, stipule que le délai ne court que du jour de la présentation de la lettre recommandée constatée sur les registres de l'administration des postes.

L'effet fondamental de ce délai légal de présuspension est de maintenir à la charge de l'assureur les sinistres survenus durant son cours. Toutefois,

il ne met pas obstacle à ce que l'assureur débiteur du montant d'un sinistre puisse opposer la compensation de la somme par lui due, après sa liquidation, avec la prime arriérée.

La suspension, à l'expiration du terme légal sera encourue sans aucune formalité nouvelle et automatiquement, si à ce moment l'assureur n'a pas été couvert du montant de la prime. L'assuré qui voudra éviter la pénalité, devra faire la preuve non seulement de l'envoi, mais de la réception par son co-contractant des fonds avant la fin du délai, car la prime est devenue portable (Roux, la prime, p. 463). Enfin la suspension est indivisible, et sera encourue pour le tout dès l'instant où une fraction de l'obligation est due (Paris, 10 mars 1874, J. ass., 1874. 150; Seine, 10 juill. 1880, j. ass. 1880. 427).

## SECTION II. — EFFETS DE LA SUSPENSION DE GARANTIE.

Ces effets sont doubles : perte du droit à indemnité et maintien de l'obligation de payer les primes. Par la suspension, l'assureur se trouve délié de son obligation de garantie aussi longtemps que l'assuré ne règle pas le montant des primes échues. En outre, la libération tardive — à laquelle l'assuré reste tenu — ne peut avoir d'autre effet que de faire revivre pour l'avenir la garantie supprimée. Ce sont ces caractères de la suspension, mesure à la fois pé-

nale et comminatoire, qui en font une notion originale du droit des assurances.

*A) Perte du droit à indemnité.*

C'est là l'effet essentiel de la suspension et sur l'existence duquel tant de polémiques se sont produites. Mais, admise par la Cour de Cassation dès 1852, sans cesse confirmée par la jurisprudence de la Cour Suprême, cette règle a été finalement consacrée par la loi du 13 juillet 1930. Certains auteurs, sans en contester l'existence — ce qui serait impossible en présence des termes de l'art. 16 L. 1930 —, la trouvent fort injuste. C'est ainsi que M. Balcet (La protection de l'assuré et la loi du 13 juillet) s'étonne « qu'une loi de protection de l'assuré laisse subsister « une peine aussi grave et disproportionnée avec le « préjudice causé à l'assureur ». Mais, une telle critique ne tient pas compte des nécessités techniques de l'assurance et des caractères spécifiques d'un tel contrat qui exige une exécution scrupuleuse et sans retard des obligations des parties. D'ailleurs, si les inconvénients de cette mesure pouvaient sembler assez lourds au début du développement de l'assurance terrestre, à un moment où l'éducation des assurés n'était pas encore faite, il n'en est plus ainsi, aujourd'hui que la suspension est profondément entrée dans la pratique courante et que l'assuré sait parfaitement en contractant, ce à quoi il s'expose en cas de non-paiement des primes.

*B) Paiement des primes.*

Si la perte du droit à indemnité en cas de sinistre est aujourd'hui unanimement reconnue comme l'effet légal de la suspension, il n'en va pas de même en ce qui concerne l'obligation aux primes en période de déchéance. Il n'est pas douteux que dans l'intention des créateurs des premières clauses, l'assuré devait, malgré l'application de la sanction, rester débiteur des primes arriérées. C'est en ce sens qu'avaient statué les Tribunaux, d'ailleurs très rarement saisis (Cass. Belge, 4 mai 1883, D. 1885. 2. 30). Mais la loi de 1930, qui très certainement a uniquement entendu consacrer la pratique courante, n'a pas précisé expressément que le droit aux primes de l'assureur s'étendrait aux échéances survenues pendant la suspension. Aussi, certains Tribunaux, reprenant l'attitude de défiance de la jurisprudence vis-à-vis des anciennes clauses de suspension conventionnelle, croient-ils voir dans la pénalité de l'art. 16, une suspension bilatérale et complète des obligations des parties. C'est ainsi que le Tribunal de Rochefort (31 janv. 1936, Gaz. pal., 1936. 1. 805)<sup>1</sup> déclare : « attendu que s'il est normal que les effets de cette « police soient suspendus... on ne peut admettre que « la Compagnie continue à recevoir le montant des « primes, alors que du fait de la suspension, le Nord « ne garantit plus les risques assurés. »

(1) En ce sens également : Marseille, 18 juill. 1932, rec. Mars 1933.1.29 ; Le Blanc, 20 juill. 1934 La Loi, 7 déc. 1934.

En réalité, par ce système, on repose sur un terrain plus reculé la question même de la validité de notre institution<sup>1</sup>.

Les arguments invoqués sont en effet semblables à ceux que l'on voyait proposer autrefois pour repousser l'idée même de suspension. On invoque le caractère synallagmatique du contrat, le « do ut des » nécessaire à la validité des prestations. Prime et risque dit-on (M. Perraud-Charmantier, l'assureur-conseil, nov. 1936) sont et demeurent en toute circonstance de la vie du contrat dans un rapport proportionnel étroit et rigoureux. On avance encore qu'un assureur qui percevrait des primes sans accorder lui-même sa garantie s'enrichirait injustement au dépens de son co-contractant.

Ces arguments, basés au fond sur l'équité, ne sont pas déterminants. Ils conduisent à rapprocher la pénalité de l'art. 16 de la notion de suspension bi-latérale et intégrale des obligations telle qu'elle se présente dans les contrats successifs, particulièrement en assurance, comme conséquence d'un cas de force majeure. Mais, ainsi qu'on le verra plus loin (ci-dessous, p. 113), sous une apparente similitude de terminologie, il n'y a rien de commun entre ces deux idées. En réalité, la suspension pour non-paiement des primes est une notion entièrement spéciale au droit des assurances. Pour l'expliquer, on ne saurait

(1) La conséquence logique de ce système conduit en effet à voir dans la libération tardive de l'assuré un effacement rétro-actif de l'effet suspensif de la sanction (M. Perraud-Charmantier, L'assureur-conseil, nov. 1936).

uniquement faire appel, comme l'a montré M. A. Besson, (la notion de déchéance en matière d'assurance, extr. rev. gén. ass., 1936), aux principes généraux du droit civil et particulièrement à la théorie de la responsabilité civile. La perte du droit à indemnité qui la caractérise en fait une mesure pénale (ci-dessous, p. 118). Il s'agit même d'une véritable peine privée, puisque c'est l'assureur qui, délié de son obligation, va bénéficier de la sanction.

Dans cet ordre d'idées, les effets de la suspension doivent être indivisibles. Par la menace de déchéance du droit à indemnité, l'assureur entend faire pression sur un assuré simplement retardataire et craignant, en cas de sinistre, de demeurer son propre assureur. Mais, si cette mesure était seule et n'aboutissait jamais qu'à une mise en sommeil, un anéantissement temporaire et entier du contrat, elle serait parfaitement inefficace dans l'hypothèse où l'assuré chercherait à se dégager de tout lien contractuel pour se faire garantir par un autre assureur. Un tel assuré se garderait bien de provoquer la remise en vigueur du contrat, et, s'il avait quelque scrupule à agir ainsi, craignant d'être condamné judiciairement à des dommages et intérêts, les courtiers d'assurances, poussés par l'âpreté de la concurrence et intéressés au renouvellement fréquent des polices, se chargeraient de lever son hésitation, en lui promettant une garantie du risque à de meilleures conditions, et en s'engageant à l'indemniser, sur leur commission, des débours occasionnés par la rupture du contrat. On

arriverait ainsi, sous prétexte d'assurer l'équilibre des prestations, à créer une grande instabilité contractuelle fort préjudiciable aux assureurs, lesquels, en compensation de la gravité du risque assumé, doivent pouvoir compter sur la totalité des primes envisagées. Le maintien de l'obligation aux primes vient déjouer ce calcul de l'assuré car, devant l'accumulation des primes arriérées dont il demeure débiteur, il hésitera à faire durer la suspension de garantie.

Mais, dira-t-on, la Compagnie aurait pu s'opposer à cette résiliation protestative du contrat par sa contrepartie et provoquer la reprise de l'assurance par la poursuite judiciaire du recouvrement des primes. Le procédé, à bien réfléchir, ne laisse pas d'être peu pratique si l'on tient compte des lenteurs de la procédure et des frais considérables que la requérante devrait exposer sans être certaine de récupérer. Bien souvent, la reprise de l'assurance n'interviendrait qu'au moment de l'expiration de la police, et rien dans la législation actuelle n'autoriserait les Tribunaux à proroger le contrat d'une durée correspondante au temps de suspension.

L'obligation aux primes en période de suspension apparaît donc rationnellement comme le complément indispensable de la déchéance du droit à indemnité. D'ailleurs la loi de 1930 nous semble adopter d'une façon suffisamment claire cette conception, traditionnelle en assurance : l'art. 15 stipule que l'assuré versera le montant de ses primes « aux épo-

ques convenues », sans autre exception qu'en assurance-vie, et l'art. 16 vient confirmer cette règle du paiement obligatoire des primes en prévoyant au cas de défaillance du souscripteur de la police la seule suspension de la garantie — et non du contrat en entier. L'assuré, à défaut de disposition autorisant l'interruption de son obligation, restera ainsi tenu de régler ses primes jusqu'à l'expiration de la police. Il serait d'ailleurs paradoxal qu'un principe opposé ait été consacré dans un cas où précisément l'on a à reprocher au débiteur l'inexécution de sa prestation.

Tels sont les arguments le plus souvent présentés en faveur du droit de l'assureur aux primes échues en période de déchéance. Ils ont semblé déterminants à la jurisprudence<sup>1</sup> et la quasi-unanimité de la doctrine<sup>2</sup> qui s'accordent ainsi à reconnaître à la suspension ses pleins effets.

### SECTION III. — DURÉE DE LA SUSPENSION.

#### A) *La suspension est-elle susceptible de se prolonger ?*

Nous avons vu que la suspension ne mettait pas

(1) Lyon, 2 mai 1931, Rev. gén. ass., 1932.745; Rouen, 20 juin 1932, *ibid.* 1932.743; Boulogne, 22 juill. 1932, Gaz. pal., 1932.2.484; Rouen, 28 mars 1935, *ibid.* 1935.2.244; Albi, 15 mai 1935, *ibid.* 1935.2.484; Neuchatel-en-Bray, 5 mars 1937, Rev. gén. ass. 1937, p. 254.

(2) M. TRASBOT (D. lois annotées 1931.4.15); M. Lepargneur (Planiol et Ripert, t. XI, p. 619); M. M. Picard (Rev. gén. ass. 1932.745).

fin au contrat qui, au contraire, reste en principe intact. L'assuré est bien déchu de son droit à indemnité, tout en restant débiteur des primes, mais il s'agit là d'une paralysie temporaire et remédiable d'un effet de la police dans un cas précis. On est dès lors tenté de se demander si l'assureur va pouvoir laisser se perpétuer jusqu'à l'expiration du contrat une situation aussi préjudiciable à l'assuré. C'est qu'en effet les Compagnies, une fois la sanction appliquée, n'ont aucun intérêt à poursuivre immédiatement le recouvrement judiciaire des primes, puisqu'à chaque échéance elles deviennent créancières d'une nouvelle cotisation sans aucune contre-partie. Elles préfèrent attendre plusieurs années avant de réclamer, en bloc, le montant de toutes les quittances impayées.

Pareille attitude a paru choquante à certains Tribunaux; c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Rabat (26 mars 1936, rev. gén. ass. 1936, p. 762) déclare : « l'on ne saurait admettre que l'assureur « laisse se poursuivre au préjudice de l'assuré les « effets de la suspension... sans avoir à prendre parti « lui-même entre la résiliation de la police ou l'ac- « tion en paiement de la prime ». Mais, quels que soient les motifs d'équité qui ont conduit la Cour à admettre une telle solution, il y a lieu de condamner cette thèse : rien en effet dans la loi de 1930 ne prévoit une prescription des effets de la suspension <sup>1</sup>.

(1) En ce sens : Caen, 31 août 1928, J. ass., 1929.89; Rouen, 16 fév. 1931, Rev. gén. ass., 1931, p. 1004; Aix, 2 déc. 1936, Rev. gén. ass., 1937, p. 51.

Seule, une modification des textes législatifs actuellement en vigueur pourrait remédier à l'inconvénient de la persistance des effets de la suspension. Un auteur, M. Cosmao Dumanoir (rev. gén. ass. terr. 1936, p. 986) propose une solution consistant à assigner à l'assureur un délai maximum pour prendre parti sur la résiliation ou la poursuite en paiement des primes, la résiliation devenant effective à l'expiration du terme en cas de silence de sa part<sup>1</sup>.

Nous ne pensons pas personnellement qu'une telle procédure soit souhaitable. Il semble même qu'en bien des cas son application se ferait au détriment de l'assuré : en cas de silence de l'assureur, il se trouverait forclos irrémédiablement de son droit à l'exécution du contrat dès l'expiration du délai de grâce, et, lorsqu'au contraire l'assureur opterait pour le maintien du contrat, il serait immédiatement exposé à une poursuite judiciaire fort onéreuse pour lui. En réalité, il en est de la prorogation des effets de la suspension comme du maintien de l'obligation aux primes : ces mesures, quelles que dures qu'elles soient pour l'assuré, ne peuvent être évitées si l'on veut assurer une exécution rapide et efficace du contrat d'assurance. L'assuré a d'ailleurs toujours entre ses mains un moyen de mettre fin à la pénalité qui le frappe : le versement des primes arriérées qui provoquera la reprise immédiate de l'assurance.

(1) Cette solution est celle de la loi fédérale suisse du 2 avril 1908.

*B) Fin de la suspension par le paiement des primes.*

L'un des deux modes indiqués par l'art. 16 pour mettre fin à la suspension est le paiement des primes, le second étant la résiliation de la police. Le paiement des primes peut lui-même être forcé, comme conséquence de l'action judiciaire que l'assureur est en droit d'intenter dix jours après l'application de la suspension, ou volontaire de la part de l'assuré. La faculté possédée par ce dernier de faire revivre la garantie supprimée n'existe naturellement qu'aussi longtemps que l'assureur ne se sera pas prononcé pour la résiliation, soit donc au minimum durant le délai de dizaine antérieur à l'option de la Compagnie. Dans les deux cas — paiement volontaire ou forcé — la garantie ne reprendra que le lendemain à midi du jour où le versement aura été effectué. Ce délai s'explique par le désir du législateur d'éviter la fraude que ne manquerait pas de commettre un assuré de mauvaise foi, et consistant à verser le montant de la prime dès l'éclatement d'un sinistre ayant atteint le risque. L'assureur, dans bien des cas, serait désarmé contre cette attitude, car il lui faudrait, pour s'opposer à la prise en charge du sinistre, prouver son antériorité au paiement de la prime, et une telle preuve serait souvent impossible à apporter.

Il y a lieu de préciser que la garantie sera rétablie uniquement dans l'avenir, sans aucune rétroactivité, sauf convention contraire.

Ainsi, n'est plus possible aujourd'hui la jurisprudence antérieure à la loi de 1930 laquelle, présumant la suspension avoir été stipulée en liaison étroite avec la résiliation, admettait l'effacement rétroactif de la déchéance en cas d'option de l'assureur pour le maintien du contrat. En conséquence, il est inutile de se préoccuper, comme on le faisait autrefois (Req. 16 fév. 1872, D. 1873. 1. 88; Paris, 8 fév. 1877, J. ass. 1877. 413) de la bonne ou mauvaise foi de l'assuré lors du versement.

En outre, un paiement partiel de l'assuré ne pourra avoir pour effet de rendre à celui-ci la garantie suspendue, soit pour la totalité, soit au prorata du versement : l'assurance ne reprend qu'après libération complète.

Une dernière question se pose enfin : est-ce l'envoi des fonds ou leur réception qui mettra fin à la sanction de l'art. 16 ? Il faut répondre que le versement ne sera libératoire que du jour où il sera parvenu à la caisse de la Compagnie, ou inscrit à son compte (Trib. féd. suisse, 13 sept. 1929, rev. gén. ass. 1930, p. 978). C'est qu'en effet, du fait de la constitution de l'assuré en demeure, la prime est devenue portable; et l'on doit dès lors appliquer les principes généraux admis par la jurisprudence sur le moment de paiement d'une dette portable (Civ. 17 déc. 1924, D. 1925. 1. 71).

On est tenté à la lecture de l'art. 7, al. 2, L. 1930 de se demander si l'assuré n'aurait pas à sa disposition un autre moyen de faire revivre la garantie de la police. Cet article stipule en effet qu'« est considérée comme acceptée la proposition, faite par « lettre recommandée, de prolonger ou de modifier « un contrat ou de remettre en vigueur un *contrat* « *suspendu*, si l'assureur ne refuse pas cette proposition dans les dix jours qu'elle lui est parvenue ». Ne doit-on pas d'abord admettre que l'art. 7 dépasserait la portée de l'art. 16 en ce sens que l'assuré devrait, outre le versement de sa prime, obtenir l'accord de l'assureur en vue de la reprise de l'assurance ? Mais il ne peut faire aucun doute, comme l'indique M. A. Besson (la formation du contrat d'assurance, rev. gen. ass. 1933), que l'art. 16 doive l'emporter sur l'art. 7 : le législateur a en effet prévu à l'art. 16 la reprise automatique de la garantie par le versement des primes dues et l'on ne saurait en aucun cas faire échec à ce principe impératif.

Mais s'il est certain que la loi de 1930 n'ait pas entendu renforcer par l'art. 7 les formalités de l'art. 16, ne peut-on pas prétendre que par la première de ces deux dispositions, il aurait été prévu un autre moyen de mettre fin à la suspension de l'assurance ? Ainsi l'assuré, sans verser le montant de sa prime, pourrait, par le simple envoi d'une lettre recommandée, demeurée sans réponse, voir reprendre la garantie de

sa police. Pour résoudre cette question, il y a lieu de rechercher le fondement des dispositions de l'art. 7, al. 2. Celles-ci sont en réalité une simple dérogation au principe établi par l'art. 7, al. 1<sup>er</sup>, qu'une proposition ne peut engager l'assureur. Le législateur n'a pas voulu qu'un assuré déjà en rapport avec une Compagnie, et ayant proposé à celle-ci la prolongation de son contrat ou sa mise en vigueur après suspension puisse être victime des tergiversations de son co-contratant, alors qu'il n'a pas en général la possibilité de s'adresser ailleurs. L'assureur n'ayant à la sollicitation de l'assuré qu'à répondre par oui ou par non, il est très naturel que par son silence il soit présumé consentant. C'est ce caractère de la procédure instituée par l'art. 7, al. 2 qui en limite le domaine d'application : toutes les fois que l'assureur ne pourra être présumé avoir par son silence donné son accord à la proposition faite, on retombera sous l'empire du principe posé par l'art. 7, al. 1<sup>er</sup>, que le silence ne peut être considéré comme une acceptation. Cette éventualité se produit lorsque l'offre de l'assuré concerne un risque nouveau ou exclu de la police. Il doit en être de même lorsque la suspension, reposant sur l'inexécution d'une obligation contractuelle par l'assuré, présente un caractère pénal : l'assuré étant fautif, on ne conçoit pas que la mesure l'atteignant puisse être effacée autrement que par la réparation du préjudice causé. D'ailleurs l'application de l'art. 7, al. 2, comme mode d'extinction de la suspension pour non-paiement des primes, déjà inacceptable juridique-

ment, se retournerait en fait contre l'assuré. Les Compagnies ne manqueraient pas de répondre en temps voulu par un refus à la proposition qui leur serait faite : d'où exposition à des frais dont la charge retomberait en fin de compte sur le débiteur.

En réalité, l'application de l'art. 7, en ce qui concerne la remise en vigueur d'un contrat suspendu, se trouve pratiquement limitée au seul cas où, par suite d'un accord des parties, la police entière — et non pas la seule garantie de risque — avait été suspendue précédemment dans son application par avenant.

*C) Fin de la suspension par la résiliation de la police.*

L'assureur, on le sait, ne pourra pendant le délai de 10 jours faisant suite à la mise en application de la suspension légale, exercer aucune action contre l'assuré. A l'expiration de ce délai, il pourra opter soit en faveur du maintien du contrat et intenter une action en recouvrement des primes, soit en faveur de la résiliation de la police. S'il opte pour cette dernière alternative <sup>1</sup>, il n'aura qu'à notifier sa décision à l'assuré par simple lettre recommandée; la résolution judiciaire du contrat est ainsi écartée, ce qui a pour conséquence de réduire les frais au minimum. Toutefois, l'assureur ne sera pas dispensé de recourir aux Tribunaux pour recouvrer le montant des primes

(1) L'assuré ne possède naturellement pas un tel droit à la résiliation de la police, à la suite de son propre manquement.

échues avant la rupture du contrat, la résiliation en elle-même ne lui conférant pas un tel droit.

A quel moment la résiliation deviendra-t-elle effective ? Il est une solution qu'il y a lieu tout d'abord d'écarter : celle qui verrait dans cette mesure une annulation pure et simple de la police, obligeant les parties à des restitutions réciproques depuis le début des rapports contractuels. En effet la résolution, dans les contrats successifs, c'est-à-dire divisibles dans le temps — telle l'assurance — n'agit jamais que pour l'avenir, excluant ainsi toute idée de rétroactivité. C'est ce que l'on exprime en réservant à de tels contrats le terme de résiliation pour désigner la résolution des obligations; la loi de 1930 en utilisant cette terminologie n'a fait qu'appliquer ce critérium.

Mais ne peut-on pas, faute de faire rétroagir la résiliation au début du contrat, lui donner effet au jour de l'échéance non honorée ? La conséquence en serait d'une part que l'assureur n'aurait pas droit au montant de la prime échue (en ce sens Trib. Paix Puget-Théniers, 21 mars 1931; Nevers, 21 mars 1931), d'autre part l'effacement rétroactif des périodes de suspension, et chose plus grave, de présuspension. A l'appui de cette thèse, on pourrait soutenir qu'en application des principes généraux sur l'équilibre des prestations, le défaut de paiement de la prime à l'échéance a entraîné la non-naissance de la garantie de l'assureur <sup>1</sup>.

(1) Sur l'application pratique de cette thèse, comp. : Rouen 19 avril 1915, rec. ass., 1916.61; Nancy, 22 juin 1934. Rev. gén. ass., 1935, p. 41.

Ainsi, le délai de trentaine ne serait qu'un délai de grâce mettant temporairement et artificiellement obstacle à la prononciation de la déchéance sans en modifier le point de départ.

Ce raisonnement aurait peut-être pu être soutenu avec succès en présence de la suspension conventionnelle, et en application de la liaison établie par la jurisprudence entre suspension et résiliation; mais la loi de 1930 ne peut certainement plus l'autoriser. Le délai légal n'est pas en effet un terme de grâce, mais un terme de droit; il constitue en réalité un fractionnement nouveau de la police imposé aux parties. On ne peut donc pas plus contester à l'assureur le droit à la partie de prime correspondant à cette nouvelle division de l'assurance dans le temps, qu'effacer rétroactivement la garantie de la période de présuspension — conséquence qui elle-même serait inadmissible. Ainsi la résiliation ne prend effet en principe que du jour de sa prononciation; mais les parties restent libres, de convention expresse ou tacite, de la faire rétroagir au jour de l'échéance (Montbrison, 14 nov. 1935, rev. gen. ass. 1936, p. 334).

Cette solution soulève elle-même un autre problème : l'assureur, en conséquence de la résiliation, a droit au prorata de prime correspondant au temps couru antérieurement à la rupture de la police. Mais, ne peut-on pas aller plus loin, et admettre qu'il pourra prétendre à l'intégralité de la prime échue, quel qu'ait été le temps couru par la garantie ? L'existence d'un tel droit ne faisait autrefois aucun doute

pour la doctrine : on admettait que la cotisation était due dès l'instant où la garantie avait pris effet, hors le cas toutefois où la résiliation était le fait de l'assureur.

Plus récemment, à un moment où ce principe de l'indivisibilité de plein droit de la prime était déjà battu en brèche tant par le législateur que par la jurisprudence<sup>1</sup>, on admettait encore que les Compagnies restaient libres de prévoir dans les polices une indivisibilité conventionnelle. La loi de 1930, au contraire, a établi le principe de la divisibilité des primes (art. 35), et a, semble-t-il, condamné la possibilité de toute dérogation contractuelle à cette règle, en ne prévoyant que des exceptions limitatives. Cette solution est d'ailleurs parfaitement équitable : il serait inconcevable d'accorder à l'assureur indistinctement, dans tous les cas — que la résiliation soit fautive de la part de l'assuré ou due à un cas de force majeure — le droit d'exiger le versement d'une prime sans aucune contrepartie. Toutefois, s'il est vrai que l'art. 35 L 1930 s'oppose à l'octroi à l'assureur du droit de s'attribuer l'intégralité de la prime échue par application du prétendu principe de l'indivisibilité des primes, il nous semble que les Compagnies restent libres de stipuler à titre de clause pénale, qu'en cas de rupture du contrat causée par un manquement contractuel de l'assuré, il leur sera attribué le montant de la prime échue. Pareille convention prévoyant une liquidation forfaitaire des dommages et intérêts sera parfaitement applicable à la résiliation de l'art. 16 : cette me-

(1) D. 1924.1.25, note de M. Ripert.

sure, on le sait, n'est que la conséquence de l'application de la suspension de garantie qui a elle-même déjà un caractère nettement pénal. Mais, à défaut de pareille convention, l'assureur ne pourra exiger autre chose qu'un prorata de prime, sauf à demander judiciairement l'attribution de dommages et intérêts restant soumis à l'appréciation du Tribunal. C'est sur ce point que nous nous séparons de la majorité des auteurs, lesquels continuent à reconnaître à l'assureur le droit à l'intégralité de la prime échue, en l'absence même de toute convention (MM. Woog, *op. cit.*, p. 19; Mlle Weyer, *op. cit.*, p. 168).

Les Compagnies d'assurance-incendie, depuis le vote de la loi du 13 juillet 1930, se sont abstenues de reproduire l'art. 10 de l'ancienne police type incendie qui leur accordait le droit de résilier la police « sans préjudice du droit au recouvrement judiciaire de la prime échue ». Pour pouvoir être validé aujourd'hui, ce texte devrait préciser que la prime échue est attribuée à l'assureur à titre de dommages et intérêts, en réparation du préjudice causé. En tout cas, d'après la rédaction actuelle de l'art. 6 police type (ancien article 10), l'assureur ne peut plus prétendre de plein droit qu'au prorata de prime correspondant aux périodes de présuspension et de suspension. Cette éventualité se présente d'ailleurs très rarement. Les assureurs n'ont en effet aucun intérêt à résoudre la police dès l'expiration des délais légaux; ils préfèrent au contraire voir se perpétuer la suspension de garantie qui ne leur offre qu'avantages et profits.

## SECTION IV. — EXCEPTIONS OPPOSABLES PAR L'ASSURÉ.

L'assuré a, dans certaines conditions, possibilité d'écarter les effets de la suspension. Les exceptions qu'il peut invoquer sont de trois sortes. Il pourra prétendre que l'assureur a, par son attitude, renoncé à se prévaloir de la suspension de garantie, qu'un cas de force majeure l'a empêché de se libérer en temps voulu, ou enfin que son inexécution a été provoquée par une faute de son co-contractant.

*A) Renonciation de l'assureur au bénéfice de la suspension.*

On sait qu'antérieurement à la loi de 1930, les Tribunaux, en vue de paralyser les effets de la suspension, voyaient dans la poursuite en paiement de primes exercée par l'assureur, ou la simple présentation des quittances à leur échéance, une option tacite en faveur du maintien du contrat dont on faisait découler la renonciation implicite au bénéfice de la déchéance. Cette attitude, qui reposait en réalité sur une confusion entre deux notions nettement distinctes, suspension et résiliation<sup>1</sup>, n'est plus possible aujourd'hui en présence de la législation nouvelle. L'assureur, quel que soit le sens de son option, a en effet toujours droit au règlement des primes arriérées, en

(1) Certaines décisions récentes perpétuent encore une telle confusion. (Alger, 10 déc. 1935, Gaz. trib., 2 fév. 1936).

vertu de l'art. 15 L. 1930 : par une poursuite judiciaire, il ne fait donc que réclamer son dû et n'entend nullement par là perdre son droit au bénéfice de la sanction de l'art. 16. Il n'est pas à dire cependant qu'il ne puisse renoncer à ses prérogatives, mais on doit revenir ici au principe que la renonciation à un droit ne se présume pas; c'est à celui qui allègue de son abandon, à en apporter la preuve. Telle est la solution aujourd'hui admise d'une façon générale par la jurisprudence en matière de déchéance ou de suspension de garantie (Alger, 10 juill. 1928, Paris, 6 mars 1930, Gaz. pal. 1930, 1, 849; Cass. 11 juill. 1931, S. 1931, 1, 365).

Comment devra se manifester la volonté unilatérale de renonciation de l'assureur ? Les Tribunaux admettent d'une façon très libérale qu'elle peut être expresse ou tacite, à condition d'être certaine (Redon, 29 nov. 1922, Gaz. pal. 1923, 1, 8).

Ce sera le cas notamment lorsque la Compagnie se sera reconnue débitrice d'un sinistre survenu en période de suspension (Req. 19 juin 1876, D. P., 1877, 1, 222), ou s'est engagée explicitement sur la demande de l'assuré à cette reprise rétroactive du contrat (Montpellier, 3 mars 1934, gaz. pal. 1934, 1, 911). Il y a d'ailleurs lieu d'être plus exigeant en ce qui concerne la suspension que vis-à-vis des déchéances de droit commun. Pour ces dernières, les Tribunaux admettent couramment qu'un assureur n'est plus recevable à opposer la sanction dès l'instant où il a eu connaissance du manquement de l'assuré et a néanmoins continué à

faire percevoir les primes sans réserves expresses (Aix, 9 juill. 1932, gaz. pal., 1932, 2. 861). En ce qui concerne la pénalité de l'art. 16 au contraire, pour que l'assureur soit réputé avoir renoncé à se prévaloir de ses droits, il faut un élément de plus: son acceptation non équivoque de faire reprendre la garantie rétroactivement. Il y a là, toujours une conséquence de la réglementation favorable à l'assureur des art. 15 et 16 L. 1930 sur le paiement des primes.

Il est un autre point délicat, fréquemment posé devant la jurisprudence : l'assuré pourra-t-il opposer l'obtention d'un délai de paiement comme une renonciation tacite de l'assureur à opposer la suspension de la police ? On l'admettait en général, antérieurement à la législation actuelle; mais aujourd'hui la solution contraire n'est pas douteuse. L'assureur n'a en effet pas entendu, par le seul octroi d'un délai de grâce se dépouiller des avantages que la loi lui confère. Pour qu'il en soit autrement, il est nécessaire que sa volonté de renonciation puisse être établie avec certitude par un ensemble de circonstances déterminées. C'est ce qui se produira s'il accorde un délai de paiement avant d'entamer la procédure de mise en application de la pénalité. Enfin, l'octroi d'un terme de grâce ou échelonnement de versement par les Tribunaux, ne saurait également valoir effacement total ni partiel des effets de la suspension; la garantie supprimée ne reprendra que le lendemain à midi du jour où le versement sera devenu définitif (Trib. Paix Courbevoie, 24 août 1934, la loi 15 déc. 1934).

B) *La force majeure.*

Il a toujours été admis en assurance, en l'absence même d'un texte spécial, qu'une des parties était exonérée de son obligation lorsqu'elle avait été empêchée de s'exécuter par un obstacle imprévisible et insurmontable. La jurisprudence a eu maintes fois l'occasion de se prononcer sur ce point, particulièrement en matière de déchéances (Cass. 15 déc. 1908, S. 1909, 1. 254; Req., 9 déc. 1903, S. 1904, 1, 387). En outre, la loi de 1930, art. 15, a expressément prévu qu'un assuré ayant été, par suite d'un cas fortuit, mis dans l'impossibilité de faire les déclarations requises, ne pourra être déclaré déchu.

Quels seront les principaux événements libératoires dont l'assuré pourra se prévaloir pour éviter les effets de la suspension ? Il pourra d'abord invoquer la maladie. En ce sens, il a été jugé que l'assuré atteint de cyrrhose atrophique s'était trouvé, par suite de l'acuité extrême de la maladie, dans l'impossibilité physique et morale de payer ou faire payer sa prime (Civ. 11 avril 1922, S. 1923-1-22). Par contre, un autre arrêt n'admet pas qu'une attaque d'apoplexie survenue au débiteur le dernier jour du délai de paiement soit libératoire (Req. 15 juin 1911, D. P. 1912-1-182). Il y a là en réalité une pure question de fait, c'est ce qui explique l'apparente contradiction de ces deux décisions. A notre avis, la maladie même très grave ne saurait constituer à priori un cas de force majeure. Il y a lieu d'être très sé-

vère dans l'appréciation des circonstances qui, en fait, ont pu en faire un événement insurmontable, car on ne doit pas oublier que l'assuré dispose dorénavant d'un long délai pour effectuer son versement. Ce terme, dans la plupart des cas, fera perdre à la maladie son caractère d'imprévisibilité nécessaire à la constitution du cas fortuit : l'assuré qui attend le dernier jour accordé pour se libérer, et est à ce moment terrassé subitement par le mal, a fait certainement preuve d'une inconséquence totale, à tel point que sa faute absorbe le caractère imprévisible et insurmontable de l'obstacle. Il faudra donc, pour rendre la suspension inopérante au cas de malade de l'assuré, que celui-ci ait été durant tout le délai de vingtaine dans un état -- ainsi une prostration physique et mentale (Aix, 5 juin 1935, Rec. ass., 1935, 119; Draguignan, 27 oct. 1933, rev. gen. ass. 1934, 80) -- qu'il lui ait été absolument impossible de se libérer en temps utile.

La guerre, l'investissement d'une ville ou une émeute sont aussi des cas de force majeure lorsqu'ils ont rendu impossible à l'assuré le versement de la prime (Req., 24 nov. 1873, Bonn. de mars, 1. 162). Mais l'impossibilité devra être absolue et les tribunaux se sont montrés parfois très sévères sur ce point (Paris, 4 déc. 1875, Bonn. de Mars, 3. 207; Paris, 2 déc. 1874, *ibid.*, 2. 493). Au début de la grande guerre, le décret du 9 août 1914 et la loi du 5 août 1914 ont dispensé les assurés de payer les primes aux échéances indiquées. Ainsi, tout arbitraire des tribunaux, dans l'appréciation des situations de fait a été évité.

Enfin, l'ignorance de la police par les héritiers de l'assuré a été considérée comme un cas de force majeure (Bordeaux, 14 mai 1917, D. P., 1918. 2. 21); mais peut-on aller plus loin, et admettre que pendant l'écoulement du délai légal accordé pour délibérer, les héritiers ne seront pas tenus à payer les primes ? C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Paris, (D. P., 1926. 2. 147) <sup>1</sup> fondé non plus sur la notion de force majeure mais sur le caractère impératif des art. 795 et 797 C. civ. La solution est semblable-t-il contestable (voir note sous arrêt précité).

### C) *Faute de l'assureur.*

La suspension suppose un manquement de l'assuré; si donc celui-ci arrive à démontrer son entière diligence à offrir le paiement, et que l'assureur est seul responsable du non règlement des primes en temps utile, la pénalité légale ne sera plus applicable. C'est ainsi qu'un assuré dont la prime était portable ne sera pas déchu s'il a été dans l'impossibilité de savoir à qui il devait verser cette prime par suite de la cession du portefeuille de la Compagnie, cession dont il n'avait pas été avisé (Dijon, 21 mars 1873, D. 1874. 2. 63), ou encore si l'agent d'assurances était absent de son Bureau le jour où il s'est présenté pour effectuer son règlement.

Les Tribunaux admettent encore la possibilité

(1) En ce sens également M. Sumien, Manuel de l'assureur et l'assuré n° 40.

pour un assuré de refuser de payer sa prime — et par conséquent le droit de ne pas se voir appliquer la suspension de garantie, — lorsque l'assureur s'oppose lui-même au règlement d'un sinistre antérieur, car un tel paiement serait fait sans cause (Dijon, 4 Déc. 1930, D. H., 1931. 59; Amiens, 22 janv. 1914, Rec. per. ass., 1915-74). Il y a là au fond une application de « l'exceptio non adimpleti contractu » : l'assuré, sans nier l'existence de sa dette, refuse temporairement de s'exécuter aussi longtemps que son co-contractant n'accomplira pas sa propre prestation.

#### SECTION V. — OPPOSABILITÉ AUX TIERS DES EFFETS DE LA SUSPENSION.

Les effets de la suspension légale, plus particulièrement la perte du droit à indemnité en cas de sinistre, se produisent-ils, tant à l'égard des tiers amenés à bénéficier de la police d'assurance qu'à l'égard de l'assuré ? Il y a là une question délicate à résoudre; nous allons l'envisager successivement à l'égard de chaque catégorie de tiers bénéficiaires.

##### A) *Le cessionnaire de la police.*

La cession est susceptible de s'opérer suivant divers modes. Lorsqu'elle se fait en application de l'art. 1689, C. civil, il ne saurait se produire des difficultés sur les droits du cessionnaire : celui-ci va se voir op-

poser par le débiteur cédé toutes les exceptions acquises contre le cédant avant l'acceptation ou la signification de la cession.

Mais tel n'est pas le processus le plus couramment employé dans la pratique. Le bénéficiaire se présente en général comme porteur d'une police stipulée transférable à ordre ou au porteur. Ne doit-on pas dès lors faire bénéficier son titre de la législation des art. 136 à 138 C. com. qui confère aux effets de commerce un caractère en quelque sorte abstrait ? La conséquence en serait l'inopposabilité d'une suspension de la police encourue par un porteur précédent. Cette thèse était celle de MM. Lyon-Caen (rev. crit. 1892, 361) et Lefort (Le contrat d'assurance-vie, t. II, p. 179). La jurisprudence au contraire (cass., 31 juill. 1893, S. 1894. 1. 212), suivant en cela la doctrine jadis enseignée par Emerigon, ne voyait dans le porteur d'une police à endos qu'un simple cessionnaire. On faisait remarquer, à l'appui de cette dernière solution, que l'inopposabilité des exceptions encourues par les porteurs précédents d'un effet de commerce repose sur une présomption de renonciation fondée sur le caractère circulatoire du titre; or, pareille présomption ne serait nullement fondée dans une police d'assurance qui n'est en rien un effet de circulation. Il faut en outre tenir compte du caractère subjectif du contrat d'assurance : la garantie du risque ne peut exister que si l'assuré a fourni de bonne foi les déclarations requises ou n'a pas modifié les conditions primitives de l'assurance. L'on ne saurait dès lors concevoir

qu'une police viciée par l'attitude personnelle du souscripteur puisse être rendue inattaquable, sans le consentement exprès du garant du risque, par un simple transfert.

C'est pour ces diverses raisons que la loi de 1930, art. 11 a consacré le point de vue de la jurisprudence en prévoyant expressément l'opposabilité au porteur, de toutes les exceptions encourues par le souscripteur originaire. La Compagnie d'assurances pourra donc opposer à l'endossataire non seulement la suspension encourue du fait de l'assuré primitif, mais la compensation de l'indemnité de sinistre avec le montant de la prime restée impayée.

Enfin, il y a lieu de remarquer que la signification de la cession ou le transfert par endossement n'ont d'autre effet que de transporter au cessionnaire le bénéfice du contrat. L'assureur, étranger à la cession, ne change pas par là de débiteur. C'est ainsi qu'après le transport, en cas de non-paiement des primes, seul l'assuré initial sera sommé de se libérer, et le bénéficiaire ne pourra éviter la déchéance sur ce qu'il n'aurait pas été personnellement averti du non-paiement (Seine, 1<sup>er</sup> juill. 1879, j. ass., 1879. 400; 9 juin 1883, R. P., 1883. 127; Dupuich, assurance-vie, 3<sup>e</sup> éd., p. 176). Le cessionnaire doit assumer personnellement le soin de surveiller l'exécution du contrat par l'assuré; il n'en serait autrement que s'il s'était opéré du consentement de l'assureur une novation par changement de débiteur (voir ci-dessous, p. 73).

*B) Le titulaire d'une action directe.*

Dans l'assurance responsabilité, l'assuré n'est pas seul intéressé au bénéfice du contrat. C'est la victime qui en fin de compte va toucher l'indemnité. Mais ce tiers, n'étant pas partie au contrat ni bénéficiaire d'une stipulation pour autrui, ne devrait jamais recourir contre l'assureur que par l'action oblique et il se verrait, en cas d'insolvabilité de l'assuré, contraint de partager avec les autres créanciers le montant de l'indemnité. Aussi, dans le but d'éviter cette solution inique, la jurisprudence d'abord, puis le législateur (Loi de 1930, art. 53) lui ont-ils reconnu d'une façon générale le droit d'actionner directement l'assureur en paiement de l'indemnité prévue au contrat <sup>1</sup>.

Dans quelles conditions va s'exercer cette action directe sur la créance d'indemnité ? Le bénéficiaire est-il titulaire d'une créance nouvelle fondée sur son droit à réparation et entièrement indépendante de l'action contractuelle de l'assuré contre l'assureur ? Certainement pas : la dette de l'assureur a sa source et ses limites dans le contrat. Malgré l'existence de son action directe, la victime ne saurait avoir plus de droits que l'assuré. En réalité, l'exercice de cette action produit les mêmes effets qu'un privilège qui

(1) L'art. 37, al. 3 L. 1930 reconnaît expressément ce droit au propriétaire de l'objet assuré par le locataire ou le voisin. En outre, l'art. 37, al. 1, attribue aux créanciers ayant hypothèque ou privilège sur les choses assurées, les indemnités d'assurance contre l'incendie; seuls, les paiements faits de bonne foi avant opposition restent valables (art. 37, al. 2). Ce droit du créancier privilégié, bien que reposant sur un autre fondement, est tout à fait comparable à celui de la victime contre le tiers responsable.

serait assigné sur la créance. Ainsi, la victime ne devra être indemnisée par l'assureur que jusqu'à concurrence de la somme prévue au contrat; de même, la Compagnie pourra opposer toutes les exceptions qu'elle possédait contre le souscripteur du contrat avant la naissance du droit direct, soit en fait, antérieurement au sinistre <sup>1</sup>. C'est cette limitation du droit direct — conforme aux principes généraux — qu'exprime l'art. 11, L. 1930 lorsqu'il stipule expressément que « l'assureur peut opposer au porteur de la police ou au tiers qui en invoque le bénéfice, les exceptions opposables au souscripteur originaire ».

En conséquence, la suspension pour non-paiement des primes, qui de par sa nature est toujours une exception antérieure au sinistre, pourra être opposée au tiers lésé. Cette solution a cependant été contestée, mais elle a été constamment consacrée en jurisprudence. Le Tribunal de Montbrison (14 nov. 1935, rev. gen., 1936. 334) a récemment repoussé la thèse consistant à voir dans la suspension une sanction n'affectant que les rapports entre assureur et assuré, par ces motifs. « Attendu que si la victime possède contre l'assureur un droit personnel qu'elle peut faire valoir au moyen d'une action directe, ce droit a pour unique objet la créance que l'accident a fait naître au profit de l'assuré lui-même, que c'est cette créance que la loi entend soustraire à l'emprise de

(1) Postérieurement au sinistre, les exceptions personnelles au souscripteur ne seront plus opposables; seules le demeureront les exceptions se rattachant directement à l'assurance ou qui sont personnelles au bénéficiaire (civ. 19 janv. 1937, D. H. 1937.129).

« l'assuré et de ses autres créanciers pour l'attribuer  
 « exclusivement à la victime, et que, si pour une rai-  
 « son quelconque elle ne prend pas naissance, le  
 « droit de cette dernière n'existe pas faute d'objet;  
 « attendu qu'à l'expiration du délai de 20 jours fixé,  
 « l'effet de l'assurance est suspendu... et ne reprend...;  
 « attendu que pendant cette période... la réalisation  
 « du risque n'ouvre au profit de l'assuré aucun droit  
 « à indemnité sur lequel le droit de la victime puisse  
 « se fixer... »

Une telle solution est en effet la seule qui soit admissible en application des principes que nous avons indiqués ci-dessus : l'action directe ne vise qu'à rendre indisponible la créance dès l'instant de la réalisation du dommage. Toutes les exceptions antérieures au sinistre possédées par l'assureur contre le souscripteur — telles la suspension de garantie ou la déchéance pour non-accomplissement d'une prescription de la police — resteront parfaitement opposables à la victime car elles touchent au fond même du contrat.

On est tenté de se demander si la règle de l'opposabilité de la suspension ne fléchit pas lorsque la victime se prévaut, non plus de l'art. 53, L. 1930, mais d'une disposition particulière, telle la loi du 9 avril 1898 rendant inopposable à l'égard d'une catégorie de tiers bénéficiaires — les salariés victimes d'un accident du travail — toutes les déchéances encourues par l'assuré. Mais à notre sens (ci-dessous, p. 96), la suspension de garantie ne saurait, sous ce point de

vue, être assimilée à une déchéance de droit commun; l'assureur pourra donc s'en prévaloir à l'égard de la victime d'un accident du travail. Pareille difficulté ne se reproduit pas en ce qui concerne la victime d'un accident d'automobile, qui, elle aussi, ne peut se voir opposer des déchéances encourues par le souscripteur, car le décret du 3 juillet 1936, art. 11, réglémentant l'action de la victime a expressément prévu l'opposabilité de la suspension pour non-paiement des primes.

### *C) Le bénéficiaire d'une stipulation pour autrui.*

Les applications de la stipulation pour autrui sont très fréquentes en assurance. En branche-vie, on la rencontre dans le cas d'assurance contractée sur la tête ou au bénéfice d'un tiers (art. 63, L. 1930); en assurance incendie, on en trouve une application importante dans l'assurance pour le compte d'un tiers déterminé ou de qui il appartiendra.

Les droits du bénéficiaire d'une telle stipulation sont fort comparables à ceux de la victime d'un accident recourant directement contre l'assureur en vertu de l'art. 53, L. 1930. Si en effet l'action directe dont il dispose contre le stipulataire n'a pas juridiquement la même source que celle de la victime exercée contre le responsable du dommage, les effets pratiques de ces deux institutions sont les mêmes.

L'art. 6, L. 1930 vient limiter expressément les droits du tiers bénéficiaire : « les exceptions que l'assureur

« aurait pu lui (le souscripteur de l'assurance pour compte) opposer seront également opposables au « bénéficiaire de la police quel qu'il soit » <sup>1</sup>. Ce texte, bien qu'en apparence d'ordre général, ne s'applique pas à toutes les exceptions. Il y a lieu en réalité de distinguer entre celles qui sont antérieures au sinistre et celles qui sont postérieures. En ce qui concerne ces dernières, la jurisprudence et la doctrine ont repris la discrimination faite par le projet de loi de 1904 entre les exceptions personnelles au souscripteur, lesquelles ne seront pas opposables, car après le sinistre le bénéficiaire seul est créancier direct de l'assureur, et les exceptions se rattachant au fond même de l'assurance, dont l'assureur pourra pleinement se prévaloir.

Certains auteurs (M. Moutcharmont, l'assurance pour compte, p. 212) tentent d'appliquer un tel critérium aux exceptions antérieures au sinistre, et se demandent, notamment à propos de la suspension de la police et des divers cas de déchéance, si l'on se trouve en présence d'une exception personnelle ou touchant au fond du contrat. Pareille distinction nous semble parfaitement inutile : s'il est possible en effet de voir, dans l'existence du droit direct du tiers, motif à l'affranchir de toute pénalité encourue postérieurement à l'immobilisation de la créance à son profit, il n'en va pas de même si cette pénalité a été encourue à un moment où seuls étaient en rap-

(1) Cet article ne réglemente que l'assurance pour compte, mais l'art. 11 — déjà étudié — dont les termes sont sensiblement identiques, est applicable au bénéficiaire d'une police-vie.

ports contractuels le stipulant et le stipulataire. Une déchéance appliquée à ce moment, même pour un manquement personnel de l'assuré, supprime objectivement à l'égard de tous les intéressés au contrat le droit à indemnité. Rendre inopposable au tiers une telle déchéance serait lui reconnaître plus de droits que son auteur a pu lui en transmettre : ce qui serait contraire aux principes couramment admis. (Rapport Lafarge, annexe J. O., 3316, p. 1163).

Ainsi la suspension pour non-paiement des primes sera de toute façon opposable au bénéficiaire de la stipulation, l'art. 6, L. 1930 recevant ici sa pleine application. Le tiers ne pourra non plus, pour repousser la sanction, prétendre qu'il n'a pas été personnellement mis en demeure, car l'art. 6 prévoit expressément que seul le souscripteur est tenu au paiement des primes. Une mise en demeure ne pourrait lui être adressée, et la procédure de suspension déclenchée contre lui, qu'autant qu'il serait devenu débiteur personnel des primes; mais pareille novation par changement de débiteur ne peut se présumer et suppose le consentement exprès ou tacite de l'assureur de décharger l'ancien débiteur (Seine, 3 janv. 1911, R. P., 1911. 469).

Enfin, si au moment du sinistre — lorsque la suspension n'a pas encore été appliquée — l'assuré reste débiteur du montant de la prime, la Compagnie pourra compenser l'indemnité par elle due avec la cotisation impayée. On admet cette solution, soit en faisant appel à des notions d'équité (Bordeaux, 9 juill.

1906, D. P., 1912. 1. 529) soit parce que cette exception se rattache à l'assurance (M. Moutcharmant, *op. cit.*, p. 220). Pour notre part, nous ferons la même remarque que précédemment : il s'agit là d'une exception antérieure à la naissance du droit direct. Elle sera donc toujours opposable<sup>1</sup>.

\*  
\*\*

Nous arrivons à la conclusion que, dans tous les cas, la suspension sera opposable aux tiers appelés à bénéficier du contrat. Cette solution, qui par ailleurs a l'avantage de la simplicité, est conforme à la stricte équité : on ne peut concevoir en effet qu'un tiers même privilégié puisse avoir plus de droits que son auteur. Il serait en outre fort injuste de voir un assureur rester garant du risque alors qu'il n'en a pas touché le prix. Il est d'ailleurs un moyen parfaitement efficace de concilier les intérêts des assureurs et tiers bénéficiaires lorsque ces derniers sont particulièrement dignes d'intérêt — tels les victimes d'un accident du travail — : c'est la constitution d'une caisse spéciale, sorte d'assurance-crédit obligatoire garantissant la solvabilité de l'assuré, laquelle devra, aux lieu et place du garant du risque, verser l'indemnité de sinistre en cas de suspension de la police pour non-paiement des primes à l'échéance par le souscripteur ou de non-assurance.

(1) La compensation pourra être opposée même pour des créances purement personnelles à l'assuré. Telle une créance de prime concernant un autre contrat — à condition qu'elles soient liquides et exigibles au moment du sinistre. (En ce sens Levillain, D. 1889.139; contre M. Montcharmont, *op. cit.*)

SECTION VI. — DÉROGATIONS POSSIBLES A LA RÉGLEMENTATION DE L'ART. 16 DE LA LOI DU 13 JUILLET 1930.

La loi de 1930 dans son ensemble, a un caractère impératif excluant toute dérogation à ses prescriptions. Le législateur, voulant néanmoins laisser quelque souplesse aux textes qu'il promulguait, nous a donné à l'art. 2 une liste des dispositions purement supplétives de la volonté des contractants. L'art. 16 ne figurant pas dans cette énumération, doit-on en conclure qu'en aucun cas les parties ne pourront modifier les règles qui y sont contenues ? En réalité, il y a lieu de faire une distinction entre deux catégories de dispositions :

Les unes sont édictées en faveur de l'assuré pour le prémunir contre sa propre faiblesse contractuelle. Ecarter de telles prescriptions serait enfreindre l'art. 2 de la loi interdisant qu'en aucun cas l'assuré puisse renoncer aux avantages qui lui ont été conférés. Par contre, les parties restent libres d'aggraver la réglementation légale par des mesures restrictives renforçant la protection de l'assuré : elles ne font par là qu'entrer dans les vues du législateur.

En ce qui concerne les dispositions favorables à l'assureur, la loi de 1930 au contraire ne peut avoir qu'un caractère purement interprétatif (en ce sens M. H. Capitant, *rev. gen. ass.*, p. 743; rapp., Lafarge, annexe 3.316, p. 1162) : les assureurs sont en effet suffisamment puissants pour débattre sans contrainte les

clauses et conditions du contrat. Tel est le criterium qu'il faut avoir présent à l'esprit, lorsque l'on fait l'analyse de la réglementation légale de l'art. 16, L. 1930.

*A) Mise en demeure et délai de présuspension.*

La nécessité même d'une mise en demeure, préalablement à toute suspension de la garantie ne pourra être éludée; il sera notamment impossible de convenir que le simple écoulement d'un délai vaudra mise en demeure. Par contre, la lettre recommandée pourra — même en l'absence de convention expresse — être remplacée par un exploit d'huissier contenant sommation de payer, mais non pas par une citation en justice, à cause de la nécessité de respecter les délais légaux (en ce sens, Seine, 25 oct. 1932, rev. gen. ass. 1933, p. 118). Toutefois, l'exploit devra reproduire les mentions exigées par l'art. 16 L. 1930, qui elles, sont d'ordre public.

Les délais de vingtaine et dizaine prévus à l'art. 16 ne pourront être supprimés ni réduits car ils sont imposés pour la sauvegarde des droits de l'assuré; mais les clauses des conditions générales des polices pourront les allonger. Une telle convention, en compliquant la procédure légale qui reste assez sommaire et stricte, favorise en effet le souscripteur de la police.

C'est ainsi qu'est parfaitement licite l'art. 6 de la police type incendie prévoyant l'écoulement d'un délai de huitaine avant mise en demeure par lettre recommandée : le temps nécessaire à la réalisation de la suspension se trouve alors porté à vingt huit jours.

### *B) Suspension et résiliation du contrat.*

Ce point est beaucoup plus délicat, car il s'agit ici de la sanction même du non-paiement de la prime et non plus de mesures préliminaires.

Il y a lieu d'abord de se demander si la procédure légale proprement dite est imposée sous peine de nullité. Certaines décisions de jurisprudence, interprétant stricto sensu les dispositions de la loi, n'autorisent aucune dérogation expresse ou tacite au formalisme de l'art. 16 : c'est ainsi que la Cour de Rouen (28 mars 1935, rev. gen. ass. 1935, p. 511) dénie à l'assureur le droit de demander la résolution judiciaire du contrat pour non-paiement des primes. Pareille solution ne nous paraît pas conforme au critérium que nous avons reproduit ci-dessus : à notre sens, non seulement l'assureur pourra ne pas se prévaloir d'une suspension acquise, en y renonçant soit expressément, soit tacitement (Montpellier, 3 mars 1934, gaz. pal. 1934, 1, 910), mais il lui sera possible de l'engager contractuellement à ne pas appliquer cette mesure, à condition de respecter les délais de présuspension (20 j.),

et suspension (10 j.), antérieurs à la résiliation; celle-ci pourra elle-même être poursuivie judiciairement (Rouen, 20 juin 1932, rev. gen. ass. 1932, p. 743). Il reste uniquement interdit d'avancer la date où ces deux sanctions seront réalisées (Nancy, 22 juin 1934, rev. gen. ass. 1935, p. 40). D'un autre côté, l'assureur ne sera pas forclos de son droit à apposer la résiliation à l'expiration du délai de dizaine postérieure à la mise en application de la suspension légale : il pourra laisser celle-ci se poursuivre aussi longtemps qu'il le désirera (Rouen, 20 juin 1932, rev. gen. ass. 1932, p. 743), car le délai n'est que minimum (ci-dessus, p. 47). En l'état actuel du droit, il s'agit là d'une prérogative essentielle de l'assureur.

Ces diverses solutions auxquelles nous arrivons ne font qu'appliquer la règle que les conditions particulières des polices n'aggravant pas la situation de l'assuré, restent pleinement valables. Ce principe, malgré l'ambiguïté de l'art. 2 L. 1930<sup>1</sup>, est incontestable.

Une autre question se pose : l'assureur peut-il exiger, outre les pénalités consécutives au non-paiement des primes — suspension et résiliation — des dommages et intérêts, fixés à l'avance par clause pénale, ou à défaut de pareille convention attribués par les Tribunaux en application de l'art. 1184 C. civ. ? Une décision de la Cour de Rouen (28 mars 1935, rev. gen. 1935, p. 511), lui refuse nettement ce droit par ces mo-

(1) M. TRASBAT (D., lois annotées 1931, sous art. 2, L. 1930) note que la rédaction de cet article est susceptible d'entraîner pour les assureurs de sérieuses difficultés d'interprétation.

tifs. « Attendu que l'art. 16 ne prévoyant aucune indemnité de cette nature, et n'étant pas conciliable avec l'application d'une clause pénale conventionnelle... ».

Une telle interprétation ne nous semble pas conforme avec l'esprit de la loi de 1930. La question revient au fond à se demander si une déchéance peut être complétée par la mesure du droit commun des obligations les dommages et intérêts, les sanctions du non-paiement des primes, en particulier la suspension, jouant en fait au point de vue de la perte du droit de garantie comme des déchéances. Or, la loi de 1930, art. 23 a reconnu une telle possibilité au cas de déchéance pour omission dans les déclarations servant de base à la fixation de la prime, dans les assurances où la prime est décomptée en raison des salaires soit d'après le nombre des personnes ou des choses faisant l'objet du contrat. On est dès lors amené<sup>1</sup> à admettre d'une façon générale en matière de déchéance la stipulation d'une indemnité en faveur de l'assuré : l'art. 23 autorisant d'insérer une clause pénale dans un cas où l'assuré peut être de bonne foi, une semblable stipulation sera à plus forte raison valable lorsqu'on se trouvera en présence d'une pénalité venant sanctionner la mauvaise foi — prouvée ou présumée — de l'assuré.

Ainsi la suspension légale, qui est la conséquence d'un manquement grave de l'assuré pouvant causer

(1) En ce sens, M. Besson (la notion de déchéance, p. 94).

à son co-contractant un préjudice important, doit pouvoir être complétée par l'octroi d'une indemnité au profit de l'assureur. Cette réparation pourra selon le droit commun être demandée judiciairement, lorsque la Société d'assurances estimera que le préjudice causé a été tel que l'allocation du montant des primes échues durant l'application de la déchéance a constitué une réparation insuffisante, ou attribuée en application d'une clause pénale ayant apprécié forfaitairement la valeur de ce dommage. Le Tribunal de la Seine (12 mars 1936, gaz. pal. 1936, 1, 777), récemment saisi de la question, a consacré cette thèse, en accordant à une Compagnie des dommages et intérêts en réparation du préjudice causé par le refus systématique de la part de l'assuré de régler ses primes. Il a ainsi estimé que le maintien de l'obligation au paiement des primes en période de suspension n'avait pas suffisamment pénalisé le débiteur. Lorsque les parties auront prévu, dans les conditions générales ou particulières de la police, une réparation forfaitaire du dommage, les Tribunaux n'auront même pas à intervenir, les contractants pouvant en toute souveraineté délimiter par avance l'indemnité qui sera exigible lors de la défaillance contractuelle de l'assuré.

En réalité, si l'art. 16 L. 1930 n'a pas expressément prévu un tel droit, c'est qu'il réglemente uniquement la suspension de garantie, en tant que peine privée et sanction exorbitante du droit commun des obligations; mais il laisse toute possibilité aux parties contractantes d'appliquer, à la place ou en sus de cette me-

sure, les règles posées par le Code civ. en matière d'inexécution contractuelle. Les assureurs dans la pratique n'usent que fort sagement de cette prérogative. les demandes d'indemnité ou les stipulations de clauses pénales sont fort rares. Ce fait explique que le législateur n'ait pas eu, en l'absence d'abus, son attention attirée sur la nécessité d'enfermer le droit à indemnité des Compagnies dans des limites précises qu'il eut été impossible de dépasser.

Enfin, il nous semble que le caractère impératif de l'art 16 L. 1930 ne s'oppose pas à ce que les parties, à la suite du manquement de l'assuré, mettent fin au contrat par avenant de résiliation, sans recourir au formalisme de l'art 16 L. 1930 : les contractants restent toujours parfaitement libres par leur mutuus dissensus de délier ce que leur accord avait créé. Il ne s'agit plus ici de mesure unilatérale prise par l'assureur contre l'assuré, mais d'un accord conclu par application du principe de la liberté contractuelle.

## CHAPITRE III

### LIMITES D'APPLICATION DE LA SUSPENSION POUR NON-PAIEMENT DES PRIMES

La réglementation de l'art. 16 L. 1930 portant sur la suspension de la garantie et la résolution de la police constitue le droit commun des assurances. Elle s'applique dans les diverses opérations réalisées par les Compagnies d'assurances à prime fixe ou les Sociétés mutuelles, notamment dans l'assurance contre l'incendie, la grêle, le vol, les accidents par police individuelle, et les assurances de responsabilité. Toutefois, son application reçoit certaines restrictions quant aux contrats et quant aux lieux : les unes ont été expressément prévues par la loi elle-même, d'autres découlent de la nature particulière de certains genres d'assurance. Leur étude fera l'objet de ce chapitre.

#### A) *Assurance maritime.*

La loi de 1930, art. 1<sup>er</sup>, exclut de son domaine d'application l'assurance maritime qui reste ainsi régie par les art. 332 et suivants du Code de Commerce. Or

ce Code, pas plus d'ailleurs que l'ordonnance de 1681 dont il reproduit presque complètement les dispositions, n'a prévu, en cas de non-paiement de la prime aucune pénalité comparable à la suspension. Une telle solution tient en réalité au mode de perception des primes dans cette branche d'assurance : aujourd'hui comme autrefois, la prime y est en principe unique. En outre, l'assureur fait assez souvent crédit de sa créance au débiteur pendant un an ou plus — particulièrement dans les assurances sur corps —; l'assuré souscrit aussi fréquemment au moment de la conclusion du contrat un billet à ordre appelé billet de prime dont le règlement se fera en application des dispositions du Code de Commerce sur les effets de commerce. Enfin l'assureur, qui n'a déjà pas à craindre la formation d'un arriéré considérable, la prime étant unique, jouit encore d'un privilège sur sa créance.

C'est ainsi que le besoin d'une sanction comparable à la suspension ne s'est pas fait sentir en assurance maritime. D'ailleurs, les parties restent entièrement libres, les dispositions du Code de Commerce sur ce point n'étant qu'interprétatives, de prévoir contractuellement une pareille pénalité (en ce sens, Desjardin, *Droit maritime*, t. VII, n° 1457); mais l'usage n'étant pas en ce sens, il est probable qu'un assureur qui prétendrait imposer de telles conditions à son assuré trouverait difficilement une clientèle.

B) *Assurance-crédit.*

La loi de 1930, art. 1<sup>er</sup>, dispose également que les opérations qualifiées du nom d'assurance-crédit ne seront pas régies par elle. Ce genre d'assurance, assez récent, paraît appelé à jouer un rôle très important par suite de l'extension des relations nationales et internationales ne permettant plus aux commerçants de connaître la solvabilité de leurs débiteurs; il est susceptible en effet d'apporter une plus grande sécurité dans les échanges commerciaux par la garantie des assurés contre les pertes anormales et extraordinaires qu'ils pourraient subir du fait de l'insolvabilité de leurs clients. D'où la crainte du législateur d'englober une telle assurance dans des cadres qui ne lui seraient pas appropriés et en auraient compromis le développement de façon inévitable.

Les parties restent ainsi libres, en ce qui concerne le non-paiement des primes, de prévoir les sanctions qui leur semblent appropriées. En pratique, il est généralement stipulé que l'insolvabilité de l'assuré résoudra de plein droit le contrat sans aucune espèce de formalité, les primes versées restant acquises à la Compagnie. Une telle convention s'explique par le caractère « d'intuitu personæ » de l'assurance-crédit imposant la résolution de la police dès qu'un des contractants n'offre plus à l'autre des garanties suffisantes; elle est parfaitement valable et licite (en ce sens, Colmar, 25 avril 1936, gaz. pal., 1937, p. 34).

C) *Assurance contre la mortalité du bétail.*

Ce genre d'assurance couvre les assurés contre les pertes d'animaux, soit par mort naturelle ou accidentelle, soit par abatage rendu inévitable à la suite d'une maladie mortelle ou contagieuse. La loi de 1930 lui est dans l'ensemble applicable, mais son art. 46 prévoit une dérogation à l'art. 16, même loi, en ce qui concerne la reprise de garantie par le paiement volontaire des quittances arriérées : « L'assurance suspendue pour non-paiement des primes dans les conditions prévues à l'art. 16, reprend ses effets au plus tard le 10<sup>e</sup> jour à midi à compter du jour où la prime arriérée, et s'il y a lieu les frais, ont été payés à l'assureur.

« Celui-ci pourra exclure de sa garantie les sinistres consécutifs aux accidents et aux maladies survenues pendant la période de suspension de la garantie. »

Une telle disposition vise à prévenir un abus qui ne manquerait pas de se produire dans cette branche d'assurance : un assuré dont la police serait suspendue attendrait pour se libérer de sa dette de constater les premiers symptômes de maladie sur son bétail. Il était donc nécessaire de laisser à l'assureur un délai lui permettant d'effectuer toute vérification utile. Le corollaire de ce droit est — bien que l'art. 46 ne le précise pas — l'autorisation de résilier immédiatement la police ou de s'opposer à ce que la reprise de garantie englobe les maladies et accidents

survenus avant l'offre de paiement. La Compagnie pourra d'ailleurs toujours, comme l'y autorise l'al. 2, art. 46, prévoir cette dernière exclusion de garantie par une clause de la police.

On retrouve dans l'art. 46 L. 1930 le désir du législateur de voir se développer une branche d'assurance nouvelle et peu répandue, en favorisant les assureurs, qui, redoutant toujours de graves épidémies, sont peu portés à garantir de tels risques.

#### D) *Assurance-vie.*

Dans l'assurance-vie, le paiement des primes est facultatif en vertu de l'art. 75, L. 1930. La loi n'a d'ailleurs fait que consacrer une pratique courante et parfaitement justifiable. Un tel contrat procède chez le stipulant « du désir de satisfaire un intérêt déterminé, soit qu'il veuille par affection conférer à titre gratuit au bénéficiaire un avantage, soit qu'il veuille compenser chez lui un préjudice actuel et futur ». On ne saurait donc contraindre l'assuré, du jour où cet intérêt moral et pécuniaire n'existe plus ou que ses ressources viennent à manquer, à continuer le versement de cotisations en général très élevées.

Quelle va être la sanction du non-paiement des primes, lesquelles sont toujours stipulées, comme de droit commun, payables d'avance ? A priori, on n'en aperçoit pas d'autre que la résiliation : la suspension ne pouvant qu'être inopérante ici, puisque le droit de

contraindre l'assuré à la reprise de garantie n'existe pas.

Toutefois, dès le début de l'assurance-vie, les polices prévoyaient, antérieurement à la résiliation définitive, une pénalité temporaire. C'est ainsi que la police de la Cie des Assurances Générales portait :  
« la prime doit-être acquittée d'avance chaque an-  
« née au jour fixé par la police ou au plus tard dans  
« les trente jours suivants, faute de quoi, si l'assuré  
« vient à mourir, ses ayants-cause ne peuvent rien  
« réclamer.

« Mais si la santé de l'assuré ne s'est pas altérée,  
« il lui est donné faculté ou à l'ayant droit, pendant  
« le mois qui suit les trente jours, de rentrer dans la  
« jouissance de la police en payant, en sus de la  
« prime...; ces délais expirés sans qu'il ait été satis-  
« fait aux dispositions précédentes, la police est an-  
« nulée ».

En réalité, la situation de l'assuré déchu du droit à indemnité et qui garde la faculté de faire revivre la garantie, est fort comparable à celle d'un contractant dont la police a été suspendue. La validité d'une pareille déchéance, fonctionnant sans aucune mise en demeure, avait été admise par les Tribunaux, au même titre que la suspension conventionnelle (Seine, 18 avril 1866, J. Ass., 1866. 325). Au moment de l'application de la loi de 1930, la plus grande diversité existait dans les délais accordés aux assurés par les Cies pour remettre en vigueur les polices : ils variaient d'un mois (Le Nord) à cinq ans (Llyold de

France). En outre, la nécessité d'une visite médicale n'était pas toujours exigée (Le Secours).

En présence de la législation nouvelle, il semble que les assureurs aient été assez embarrassés : l'art. 75 déclare bien que la seule sanction du non-paiement des primes sera la résiliation, mais il prévoit, préalablement à son application, l'accomplissement des formalités de l'art. 16. Or, cet article instaure dans l'intervalle de l'envoi des deux lettres recommandées une autre sanction, la suspension de la garantie. Les Compagnies étaient-elles donc contraintes à recourir à cette dernière pénalité avant de résilier la police ? Certainement pas, puisque, nous l'avons vu, la suspension est en elle-même une mesure favorable à l'assureur dont il est possible ne pas se prévaloir. Toutefois, les délais de présuspension et suspension, ainsi que l'envoi de deux lettres recommandées, étant imposés sous peine de nullité, elles n'ont pas hésité à prévoir dans les conditions générales des polices la suspension de la garantie telle qu'on la voit fonctionner dans les autres branches (art. 4, police Soleil-vie).

L'introduction de la notion de suspension en assurance-vie pose la question de ses effets dans cette branche. On sait qu'en principe ces effets sont doubles : perte du droit à indemnité à l'expiration du délai de vingtaine et maintien de l'obligation de payer les primes. La première de ces conséquences seule sera applicable ici puisque l'assuré par police-vie ne peut être astreint à effectuer aucun verse-

ment. L'assureur ne pourra, à l'expiration du délai d'option, se prononcer qu'entre le maintien de la suspension — ce qui équivaut au sommeil presque complet du contrat puisqu'aucune des parties n'est astreinte à l'exécution de sa prestation — et la résiliation ou réduction<sup>1</sup>.

Toutefois, la dérogation au principe du paiement obligatoire des primes en période de suspension n'étant que la conséquence de l'absence d'action entre les mains de l'assureur, il y a lieu de revenir au droit commun lorsque c'est l'assuré lui-même qui provoque la reprise de l'assurance : en ce cas, il devra verser le montant de toutes les primes arriérées.

A un autre point de vue également, l'efficacité de la suspension en assurance-vie sera moins grande : la résiliation — lorsque l'assureur aura opté pour cette solution — au lieu de prendre effet du jour de sa prononciation, rétroagira en fait au jour de l'échéance non honorée. Il y a là encore une conséquence du caractère facultatif des primes. L'assureur ne pouvant exiger le prorata de prime correspondant au temps de garantie, il est juste que l'annulation du contrat se fasse au jour même de l'échéance impayée. Ainsi la suspension, lorsqu'elle se résoudra en résiliation, se trouvera effacée rétroactivement<sup>2</sup>.

(1) La réduction, bien que n'étant pas à proprement parler une résiliation, produira le même effet que cette notion au regard de l'obligation aux primes, puisqu'à la suite de son application l'assuré n'aura plus aucun versement à réaliser.

(2) Cette solution, certaine en ce qui concerne la liquidation

Par contre, dans la mesure où la technique de l'assurance-vie ne s'y oppose pas, il y a lieu d'appliquer les règles de la suspension de droit commun telles que nous les avons définies. C'est ainsi que l'effet suspensif de la mise en demeure sera limité, en ce sens que la Compagnie d'Assurances devra, à chaque échéance nouvelle, renouveler l'envoi d'une lettre recommandée destinée à perpétuer les effets de la déchéance.

La suspension, avec ces caractères particuliers, ne semble pas remonter l'estime de la doctrine (M. Cosmao-Dumanoir, *rev. gen. ass.* 1936, p. 983; M. André Guillon, l'assureur et l'assuré, 5-20 août 1936). On lui reproche en général d'être à la fois inutile, inefficace et onéreuse. Inutile, car elle n'a pas d'effets propres puisqu'un « sinistre survenu en période de déchéance ne sera jamais réglé que comme si la police était déjà résiliée ou réduite »; inefficace, étant donné l'absence d'action en paiement des primes, onéreuse enfin, car l'assureur ne pourra dans la plupart des cas rentrer dans ses débours, lesquels dans l'ensemble peuvent être assez considérables. M. Cosmao-Dumanoir en tire cette conclusion qu'il eut été

des droits de l'assuré — particulièrement du droit à la réserve individuelle après réduction — ne semble pouvoir toutefois être appliquée à l'obligation de garantie par l'assureur pendant la période de présuspension : l'art. 16 stipule en effet d'une façon formelle que l'assureur restera tenu à garantie durant ce délai. Mais celui-ci pourra certainement alors compenser l'indemnité de sinistre avec le montant de la prime. Pareille éventualité se produira d'ailleurs très rarement, car, lorsque l'assuré aura été atteint pendant le délai de vingtaine, il s'empressera — lui ou ses ayants causes — de régler le montant de la prime avant que la résiliation se produise.

préférable d'autoriser, comme auparavant, les assureurs à résilier la police sans aucun relai superflu.

Nous ne pensons pas, pour notre part, que la suspension en assurance-vie soit aussi peu justifiable qu'on le prétend. Cette mesure répond en réalité à la nécessité de sanctionner temporairement par une pénalité moins brutale que la résiliation, le retard dans le paiement des primes. La loi de 1930 en l'utilisant — peut être involontairement — dans la branche-vie n'a fait, semble-t-il, que consacrer la pratique ancienne de la possibilité de la remise en vigueur d'un contrat résilié, avec ou sans visite médicale. Lorsqu'en effet le souscripteur utilisait cette dernière faculté, sa situation était exactement la même que celle d'un assuré sous le coup de la suspension de garantie : dans les deux cas, après paiement des primes, c'est le contrat primitif qui reprend sur les mêmes bases.

Néanmoins, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette sanction telle qu'elle est actuellement organisée, manque de souplesse et d'adaptation au contrat d'assurance-vie. Il eut fallu certainement autoriser l'assureur à n'accorder la reprise de la garantie qu'après examen de la santé de l'assuré. Celui-ci est en effet tenté de ne payer sa prime que lorsqu'il se sent atteint des premiers symptômes du mal<sup>1</sup>. L'assureur de son côté, pour éviter de rester soumis indéfiniment à une reprise de garantie postestative et parfois frauduleuse de la part du sous-

(1) Comp. ci-dessous, p. 85.

cripteur, s'empressera de résilier la police à l'expiration des délais légaux. Il laissera d'ailleurs à l'assuré la possibilité de remettre en vigueur la police résolue, mais sous réserve d'un examen médical et dans un temps fixé aux conditions de la police<sup>1</sup>. On aboutit ainsi à un dédoublement de la suspension de garantie, procédure qu'il eut été aisé d'éviter en subordonnant la reprise d'assurance au bon état de santé de l'assuré.

Quoi qu'il en soit, la suspension dans la branche-vie apparaît comme une notion très curieuse du droit des assurances. Elle participe à la fois à l'idée de déchéance pleine privée, et à la notion de suspension<sup>2</sup> telle qu'on la retrouve dans tous les contrats successifs, caractérisée par la suppression temporaire et définitive des effets du contrat (ci-dessous p. 113).

\*  
\*\*

On est amené, en raison des caractères spécifiques de la suspension en assurance-vie, à se demander quel est le domaine d'application de l'art. 75 L. 1930 faisant exception au principe du paiement obligatoire des primes. Cet article se trouve renfermé dans le sous-titre II du titre III « des assurances de per-

(1) Les Cies reproduisent encore dans les polices récentes, les clauses de remise en vigueur de la police après résiliation.

(2) Ce rapprochement est très net dans le cas où l'assuré se refuse définitivement à régler ses primes : la Compagnie après application de la suspension ne possède aucune action en vue d'obtenir le règlement.

sonnes ». Ne peut-on pas, dès lors, prétendre que le législateur aurait par là entendu étendre à toutes les assurances de personnes, et particulièrement aux assurances accident par police individuelle, la règle du paiement facultatif des primes ? C'est ce qu'ont admis certaines décisions de jurisprudence (Trib. Paix, Paris, 3 juin 1931, sem. jur., 1931, p. 89). On fait remarquer que juridiquement cette interprétation légale est parfaitement justifiable, car l'assurance individuelle contre la mort et les accidents, est, au même titre que l'assurance de la vie humaine, un acte de prévoyance; on est donc fondé à lui appliquer la règle posée par l'art. 75. Certains auteurs (M. Perreau, rev.-crit. 1936, p. 281), tout en reconnaissant que cette thèse est en désaccord avec la conception que se font actuellement les Compagnies des caractères de l'assurance individuelle, estiment qu'un tel genre d'assurance est en pleine évolution, et que le temps n'est pas loin où l'on cessera de le considérer comme un contrat d'indemnité pour y voir un contrat de capitalisation. Ainsi cette jurisprudence, non fondée en fait, le serait néanmoins en droit.

La Cour de Cassation n'a pas admis le point de vue du Tribunal de Paix de Paris (Civ. juill. 1936, S. 1936, 1, 301) pour ce motif que « l'exception ap-  
« portée par l'art. 75 au paiement obligatoire des  
« primes n'est pas inscrite dans les dispositions gé-  
« nérales du titre des assurances de personnes mais  
« dans la section concernant uniquement les assu-

« rances sur la vie ». Par ailleurs, si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi de 1930, on constate qu'en réalité le législateur a entendu uniquement consacrer par l'art. 75 un principe traditionnellement limité à l'assurance-vie. Enfin il ne nous semble pas exact d'admettre que l'assurance individuelle se rapproche, au même titre que l'assurance-vie, des contrats de capitalisation, car le souscripteur d'une police individuelle ne constitue pas un capital réservé (M. M. Picard, rev. gén. ass. 1931, p. 872). Dans un tel contrat, la mort ou la blessure d'un individu y est seulement considérée comme un dommage ouvrant droit à réparation dans la mesure du préjudice subi. Il reste toutefois vrai que les textes invoqués par la cour de Cassation à l'appui de ce système (art. 15, art. 75, L. 1930) sont de ceux qui peuvent être écartés conventionnellement par les parties, mais la rédaction actuelle des polices individuelles ne permet certainement pas d'y voir une dérogation expresse au principe du paiement obligatoire des primes posé par l'art. 15 L. 1930.

\*  
\*\*

Il est enfin une branche de l'assurance-vie qui bénéficie de conditions particulières : l'assurance populaire, caractérisée par la modicité de la somme assurée et la périodicité des primes. La loi de 1930, art. 83 a écarté pour ce genre de garantie, l'application de l'art. 16. Les parties sont donc entièrement

libres de régler à leur guise la sanction du défaut de paiement des primes et notamment la suspension; elles peuvent même écarter l'obligation d'une mise en demeure. En pratique, la suspension de la garantie n'est pas expressément prévue, mais on stipule une mesure analogue : la résiliation pure et simple après écoulement d'un délai de grâce, avec possibilité de remise en vigueur du contrat par le versement de la prime arriérée dans un certain temps et sous justification d'un bon état de santé<sup>1</sup>.

#### E) *Assurance contre les accidents du travail.*

Les assurances contre les accidents du travail contractées par un employeur au bénéfice de ses ouvriers et employés sont de deux sortes : les assurances collectives de droit commun à l'usage des employeurs non assujettis à la loi de 1898 et les assurances collectives — loi garantissant les patrons contre le paiement d'indemnités mises à leur charge par la loi du 9 avril 1898. Ces deux genres de garantie restent soumis quant au mode de règlement des primes à la loi du 13 juillet 1930, mais la technique particulière de l'assurance accident du travail soulève plusieurs questions sur l'étendue d'application des dispositions de l'art. 16 L. 1930 dans ce do-

(1) Les opérations de capitalisation et d'épargne qui, juridiquement, ne sont pas des opérations d'assurance, ne sont pas non plus assujetties à la loi de 1930 et bénéficient d'une législation spéciale. En pratique, les pénalités prévues pour le non-paiement des cotisations sont semblables à celles de l'assurance-vie populaire.

maine : elles ont trait à l'opposabilité de la suspension légale aux tiers, et aux caractères juridiques de la suspension pour non-fourniture d'états de salaires.

a) *Opposabilité de la suspension pour non-paiement des primes aux victimes bénéficiaires de l'assurance.*

Le décret du 28 fév. 1899 art. 1<sup>er</sup> suivi du 1<sup>er</sup> décret du 23 août 1923, art. 10 a rendu inapposable à la victime d'un accident du travail bénéficiaire d'une collective-loi toutes les déchéances — aussi bien antérieures que postérieures au sinistre — encourues du fait de l'assuré. On a voulu par là réprimer les abus de clauses de déchéance dont, en cas d'insolvabilité patronale, les salariés victimes d'un accident du travail étaient les seuls à supporter les conséquences. Il s'agit d'ailleurs bien d'une inopposabilité et non d'une absence d'effet à l'égard des tiers, car la société d'assurance, tenue de servir à la victime la rente allouée en vertu de la loi, aura contre le chef d'entreprise une action en remboursement des sommes par elle versées.

Ne peut-on pas, dès lors, en présence d'une telle réglementation, classer la suspension encourue par un assuré pour non-paiement des primes parmi les clauses de déchéance, et par suite, la rendre inopposable à la victime de l'accident ? C'est ce qu'admettait en général la jurisprudence antérieure à la loi de 1930<sup>1</sup>. Mais après le vote de cette loi, on s'est de-

(1) Seine 20 gév. 1915, Gaz. Trib. 1916, 322; Paris 12 nov. 1913,

mandé si la situation ne se trouvait pas modifiée, l'art. 16 ayant réglementé d'une façon très stricte les diverses sanctions du non-paiement des primes sans prévoir une telle conséquence. Plusieurs auteurs, notamment MM. Sachet et Gazier (législation des acc. du Trav., t. II, p. 608) et M. A. Besson (la notion de déchéance, p. 86)<sup>1</sup> estiment qu'il n'en est rien. On fait remarquer en ce sens que le législateur de 1930 a eu pour seul but de consacrer la validité de la clause de suspension avec les caractères juridiques mêmes qui lui avaient été donnés sous l'empire de la liberté contractuelle, et que d'ailleurs l'art. 1<sup>er</sup> L. 1930 spécifie précisément qu'il « n'est en rien dérogé aux lois et règlements concernant les accidents du travail ».

La jurisprudence au contraire, est aujourd'hui presque unanime à statuer dans le sens de l'opposabilité entière de la suspension à la victime de l'accident<sup>2</sup> (en ce sens également M. Lalou D. H. 1934, p. 83).

Sur quoi fonde-t-on cette dernière argumentation ? On soutient d'abord que la suspension est bien une

rec. acc. trav. 1914, 409; Rennes, 16 déc. 1935, rev. gén. ass. 1936, 368 (sur une espèce antérieure à l'application de la loi de 1930).

Contra, Paris 27 oct. 1930; Douai 9 nov. 1926, R. P. 1927, 165.

(1) En ce sens également, Paris 14 déc. 1936, Gaz. Pal. 25 fév. 1937 (en réalité cet arrêt n'est pas entièrement probant, car il y avait eu en l'espèce renonciation de la part de l'assureur à invoquer le bénéfice de la pénalité à l'égard de la victime).

(2) Marseille, 6 mars 1935 et Bayonne 9 juill. 1935, rev. gen. ass. 1935, p. 1112; Péronne 29 nov. 1935, *ibid.* 1936, p. 123; Alger, 10 déc. 1935, D. H. 1936. 91; Nancy 19 juin 1936, *ibid.* 1936. 452; Charleville 2 avril 1936, rec. jur. ass. 1936. 330; Nîmes 13 janvier 1937, rev. gén. ass. 1937, p. 347.

déchéance, conformément à l'interprétation traditionnelle, mais que la loi de 1930 en a fait une pénalité légale désormais soustraite à l'application de l'art. 11 D. 1899. M. Rouast déclare en ce sens : « l'art. 11 « ne peut plus être opposé, car c'est désormais en « vertu de la loi que la suspension du contrat est « prononcée et non plus en vertu d'une clause de la « police ». Ce raisonnement — bien qu'appuyant la thèse que nous adoptons — ne nous semble pas irréfragable. M. Besson fait notamment remarquer qu'en distinguant les déchéances légales des déchéances simplement conventionnelles, on dépasse l'intention même du législateur qui avait entendu, en réglementant les premières, non pas les soustraire à la protection établie en faveur de certains tiers par une législation antérieure, mais uniquement éviter l'arbitraire des parties dans la rédaction de leurs modalités. En outre, si l'on poussait cet argument jusqu'à l'extrême, on aboutirait, à supposer que le législateur ait réglementé tous les cas de déchéances, à l'inapplicabilité absolue des décrets de 1899 et 1923 : conséquence qui semble difficilement admissible.

Le second argument consiste à voir dans la suspension non plus une déchéance, mais un cas de non assurance : le contrat, perdant dès l'application de la pénalité de l'art. 16 toute existence légale, sera inefficace tant à l'égard des tiers que de l'assuré. C'est à notre sens par ce dernier rapprochement qu'il est possible de justifier le droit pour l'assureur de se prévaloir erga omnes des effets de la suspension

de garantie. Toutefois, les décisions de jurisprudence qui adoptent ce point de vue vont beaucoup trop loin en assimilant complètement suspension et non-assurance. Ces deux notions bien que rapprochables, ne sont pas en réalité absolument identiques. Si en effet une telle sanction se résolvait en une inexistence du contrat, la police entière tomberait et l'assureur ne serait plus fondé à exiger le versement de primes avant la reprise de l'assurance. Or, on sait que la suspension, bien qu'aboutissant à la suppression temporaire de la garantie de l'assureur, n'a aucune action sur les obligations de l'assuré, notamment le paiement des primes, le contrat étant en principe maintenu.

En réalité, la suspension est une notion hybride participant à la fois à l'idée de déchéance et à la non-assurance : elle fonctionne en pratique et dans l'ensemble comme une déchéance, mais elle s'en distingue juridiquement par son fondement et par la cause qui la met en jeu. Tandis que les déchéances de droit commun viennent réprimer des manquements à l'obligation subjective — et secondaire — de l'assuré d'agir de bonne foi, la suspension sanctionne une obligation fondamentale, le paiement de la prime, sans laquelle le contrat n'est plus parfait et dans une certaine mesure n'existe plus. Dans les cas de déchéance, le contrat, bien que vicié, apparaît objectivement comme viable puisque l'assuré s'est déjà, par le versement de la prime, ouvert le droit à garantie : on conçoit dès lors que seul l'as-

suré ayant encouru la perte de ce droit, supporte les conséquences de sa propre faute. Le défaut de paiement des primes, au contraire, compromet plus gravement le contrat. La sanction normale serait la suppression temporaire et complète du contrat en vertu de l'adage « pas de prime, pas de risque » ; mais pareille mesure devant en assurance se trouver inefficace dans la plupart des cas, on a dû lui greffer une autre sanction : la suspension de l'art. 16 L. 1930, caractérisée par la perte du droit à indemnité et le maintien de l'obligation aux primes (ci-dessous p. 42). Toutefois, ce caractère unilatéral de la suspension ne saurait lui faire perdre le fondement qui lui sert de base ; on ne peut en effet concevoir, sans déséquilibrer gravement les rapports contractuels, qu'un assureur non réglé de sa créance puisse être astreint à l'égard des tiers à verser une indemnité à laquelle le souscripteur de la police n'a objectivement aucun droit.

Telle est la mesure du rapprochement entre suspension et non-assurance qui suffit, semble-t-il, à justifier le droit de l'assureur à se prévaloir des effets de la suspension vis-à-vis de la victime d'un accident du travail<sup>1</sup>. Cette dernière n'aura d'ailleurs rien à craindre d'une telle solution, sûre qu'elle est d'être indemnisée de toute façon. Il existe en effet une Caisse Nationale des retraites instaurée précisé-

(1) La Société d'assurance reste naturellement toujours libre de renoncer à ce bénéfice par stipulation expresse : comp. Paris 14 déc. 1936, gaz. pal. 25 fév. 1937.

ment en vue de suppléer à la carence patronale. En se plaçant sous ce dernier point de vue on ne voit pas, ainsi que le font remarquer les partisans de l'inopposabilité, quel a pu être dans la loi de 1930 le motif déterminant d'un revirement aussi complet de la jurisprudence : la suspension légale possède les mêmes caractères juridiques que la suspension conventionnelle validée dès 1852 par la Cour de Cassation. En réalité, cette loi a permis de revoir la question de plus près et de dégager plus clairement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, les caractères juridiques de notre notion.

Une telle solution est tellement conforme au droit et à l'équité que lorsqu'une question semblable s'est trouvée posée, en ce qui concerne la victime d'un accident d'automobile, on n'a pas manqué de la résoudre dans le même sens : le décret du 3 juin 1936 sur la responsabilité civile dans les accidents d'automobile, art. 11, prévoit l'inopposabilité des déchéances à la victime, mais maintient expressément le droit pour l'assureur d'opposer la suspension de garantie à ce tiers.

*b) Suspension pour non-fourniture d'états de salaires.*

Dans les polices accident du travail — aussi bien les collectives de droit commun que les collectives-loi — le recouvrement de la prime obéit assez souvent à des règles spéciales. On trouve en effet dans

les conditions générales des polices deux modes d'établissement de la prime. Dans le premier cas, celle-ci est stipulée payable annuellement et d'avance. Ce mode de perception qui n'offre aucun caractère dérogatoire au droit commun des assurances, est assez rarement pratiqué. La majorité des polices accident du travail — particulièrement celles portant sur des risques afférents aux entreprises d'une certaine importance — adopte le paiement à terme échu, après calcul des montant de la prime sur un relevé des salaires alloués par l'assuré devant être adressé par celui-ci dans un certain délai suivant l'expiration de chaque trimestre. La suspension pourra toujours jouer ici : elle sera provoquée par le non-paiement de la prime du trimestre écoulé et portera effet sur la période suivante. Mais on voit immédiatement que l'assuré va posséder un moyen de retarder l'application de cette sanction ; il lui suffira pour cela d'omettre de fournir dans les délais prévus — en général dans les quinze jours qui suivent l'expiration du fractionnement de prime — les états de salaires requis. L'assureur, ne connaissant pas quel doit être le montant de la prime, ne peut suspendre la garantie.

Pour éviter pareil abus, certaines sociétés d'assurances ont eu recours au procédé suivant : si l'état de salaires n'est pas fourni en temps voulu, la prime sera calculée forfaitairement et par provision sur la moyenne des salaires versés lors des trimestres précédents (police Urbaine et Seine, art. 6). Ainsi, grâce

à cette liquidation provisoire de la prime, l'assureur pourra, devant la carence de son co-contractant, engager immédiatement les poursuites et suspendre la police. Mais ce n'est pas dans cette voie que la plupart des assureurs se sont engagés; ils préfèrent insérer dans les polices une clause prévoyant la mise en jeu de la pénalité de l'art. 16, aussi bien par la non-fourniture des déclarations requises que par le non-paiement de la prime : « en cas de non-paiement d'une prime échue ou de *non fourniture d'une déclaration de salaire dans le délai convenu*, l'assurance peut être suspendue dans ses effets ou résiliée dans les conditions prévues par l'art. 16 de la loi du 13 juillet 1930 » (art. 5, Police-Aigle). L'insertion d'une pareille convention pose en réalité trois problèmes :

1°) *Licéité d'une telle suspension conventionnelle.*

Autrement dit, la loi de 1930 qui est d'ordre public, n'a-t-elle pas entendu limiter d'une façon impérative au seul cas du non-paiement des primes l'application de la sanction qu'elle réglementait ? Nous pensons au contraire qu'il y a lieu d'admettre la pleine validité de pareille clause de suspension, utilisant ou non le formalisme de l'art. 16 L. 1930. Dès avant la législation actuelle, les cas de suspension des polices étaient en effet nombreux, et si la loi de 1930 en a réglementé un seul — la sanction du non-paiement des primes — elle a entendu par là

uniquement éviter les abus en divergences qui se produisaient dans sa rédaction. Il en est d'ailleurs de même en matière de déchéance : la loi, en prohibant ou réglementant un certain nombre de clauses, a laissé aux parties toute liberté en dehors de ses prescriptions impératives de sanctionner le défaut d'exécution d'une obligation contractuelle par des pénalités appropriées (en ce sens Paris, 12 nov. 1913, rec. des acc. du Trav., 1914, p. 309; Paris, 12 fév. 1936, D. H. 1936, p. 212).

2°) *Possibilité de mettre en jeu par une même procédure les suspensions légale et conventionnelle.*

Certaines sociétés d'assurances n'adressent à l'assuré qu'une seule lettre de mise en demeure « pour « déclaration de salaires et primes y afférentes s'il « y a lieu », entendant par là qu'une fois la garantie supprimée à la suite du non-envoi des états de salaires requis, la police ne reprendra son effet qu'après paiement de la prime.

Il n'est pas douteux qu'antérieurement à la législation de 1930, pareille procédure eut été licite, mais aujourd'hui, sous l'empire de l'art. 16 L. 1930 qui impose impérativement dans le libellé de la lettre recommandée des règles très strictes, cette solution n'est certainement plus possible. L'assureur doit particulièrement indiquer sur la lettre de mise en demeure le montant de la somme due; or, comment pourra-t-il insérer pareille mention dans le cas nous

intéressant, puisqu'à priori il ignore ce que sera la prime et que sa sommation a justement pour but de lui permettre la liquidation de sa créance ? Ainsi, l'assureur sera tenu à adresser deux lettres de mise en demeure, agissant respectivement et successivement au regard de chacun des manquements contractuels : la non-fourniture des états de salaires et le non-paiement de la prime. La conséquence en sera qu'entre le moment où les relevés auront été adressés et celui où la suspension pour non-paiement de la prime sera devenue opérante, la garantie de la Compagnie sera rétablie (en ce sens, M. Woog, op. cit., p. 67).

*3°) Effets de la suspension conventionnelle à l'égard des tiers.*

La question des effets de la suspension pour non-fourniture d'états ne se pose pas entre les parties qui sont parfaitement libres de les régler à leur guise, et notamment de les rendre semblables à ceux de la suspension légale. A l'égard des tiers par contre, il y a lieu de se demander si cette mesure doit rester en dehors du domaine d'application des décrets du 28 fév. 1899 et 23 août 1923 sur l'inopposabilité des déchéances à la victime d'un accident du travail. La même difficulté s'est présentée en ce qui concerne la suspension de l'art. 16, et nous avons vu que l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence était loin d'être réalisée sur la solution qui semble

prévaloir : l'opposabilité à l'égard de tous les tiers. Ici, pareille solution est plus délicate à adopter à priori. On sait en effet que l'argument sur lequel on insiste le plus, en général, pour conserver à la suspension légale de l'art. 16 ses pleins effets à l'égard des tiers est justement son caractère de déchéance légale. Ainsi, en raisonnant par a contrario, on peut être amené à laisser soumis au régime restrictif du décret de 1899 tous les cas de suspension conventionnelle. M. Perraud-Charmantier (Sem. jur., 1931, p. 324) note, en ce dernier sens, que le texte de l'art. 16 L. 1930 étant restrictif et d'ordre public, aucune extension n'est possible.

La jurisprudence n'a pas eu depuis la loi de 1930 à se prononcer sur ce point. Toutefois un arrêt récent, (Rennes, 16 déc. 1936, rev. gén. ass., p. 368) mais statuant sur une espèce soumise à l'ancien régime des assurances, rend inopposable à la victime la suspension pour non-fourniture d'états de salaires. Cette décision n'est d'ailleurs pas probante, car elle adopte la même solution pour la pénalité de l'art. 16, en assimilant juridiquement ces deux notions. Or, on sait que la jurisprudence tend aujourd'hui à admettre l'entière opposabilité de la suspension légale à l'égard des tiers.

Pour notre part, nous pensons qu'il y a lieu de maintenir la liaison entre les deux institutions, mais en les rendant toutes deux pleinement opposables au tiers lésé. Il faut, pour justifier une telle solution, faire appel aux caractères même de notre notion.

Tout comme la pénalité de l'art. 16, la suspension conventionnelle est — indirectement cependant — la sanction du manquement à l'obligation fondamentale de l'assuré de payer ses primes : on ne peut en effet concevoir la possibilité du règlement d'une prime, aussi longtemps que l'assuré se refuse à en fournir les éléments d'établissement et de liquidation. Dans l'assurance-accident du travail, la sanction du non-versement des cotisations se trouve en réalité doublée par suite des nécessités techniques du contrat. La suspension pour non-fourniture d'état n'est que la préface de la sanction légale; à l'instar de celle-ci, elle participe à l'idée de non-assurance, car elle sanctionne un manquement à une obligation sans laquelle on ne peut concevoir de garantie. Il est donc juste qu'à ce titre elle échappe à la réglementation restrictive des décrets de 1899 et 1923 sur les déchéances<sup>1</sup>.

Cette solution n'est pas, par ailleurs, inconciliable avec le texte de l'art. 16 L. 1930 : cet article n'indique nulle part — à supposer que notre suspension conventionnelle ne soit pas liée au paiement des primes — que les caractères de l'institution réglementée se trouveront limités impérativement à la sanction du non-versement des cotisations. D'ailleurs, nous ne

(1) Il y a lieu de distinguer nettement cette pénalité — en fait, sanction du non-paiement des primes — de la déchéance prévue par l'art. 23 L. 1930 pour inexactitudes commises par l'assuré dans ses déclarations de salaires : dans ce dernier cas il s'agit essentiellement d'un cas de déchéance, car il y a seulement manquement à l'obligation d'agir de bonne foi. Le tiers victime d'un accident du travail ne pourra donc se voir opposer cette sanction (Paris 12 fév. 1936, D. H., 1936, 212).

pensons pas que le texte de l'art. 16 puisse seul être utilisé pour fonder l'opposabilité de la suspension légale elle-même aux tiers (ci-dessus p. 98); ce sont avant tout les caractères juridiques de cette notion qui nous ont conduit à une telle conclusion.

*F) Sanction du non-paiement des primes en Alsace-Lorraine.*

Lors du rattachement à la France des trois départements recouvrés, le Droit français ne renfermait aucune législation spéciale aux assurances terrestres. Aussi, la loi d'introduction de la législation française du 24 juin 1924 avait-elle réservé expressément comme devant subsister pendant dix ans la législation locale des assurances, en attendant le vote du projet à l'étude à ce moment. A l'expiration de ce délai, bien qu'une loi fondamentale sur les assurances ait été réalisée en France dès 1930, le régime d'exception a été prorogé pour une nouvelle période de dix années, soit, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1946.

C'est dans ces conditions que la loi allemande du 30 mai 1908, d'ailleurs remaniée sur certains points par la loi d'introduction afin de la mettre en harmonie avec la législation française, reste toujours en vigueur en Alsace-Lorraine.

D'après cette loi, les primes sont payables au domicile de l'assuré au moment de l'échéance ou à son établissement industriel sauf convention contraire. La première prime se règle au moment de la con-

clusion du contrat (art. 35) ; le paiement des autres est échelonné d'après les périodes d'assurance. La sanction du non-paiement des primes est différente selon qu'il s'agit de la première ou des suivantes.

Le défaut de paiement de la première prime provoque la déchéance pure et simple du droit à indemnité, si le sinistre survient avant le règlement de la prime (art. 38, al. 1<sup>er</sup>). Le contrat ne sera d'ailleurs pas résolu de plein droit : l'assureur devra pour cela dénoncer l'assurance moyennant préavis d'un mois. Passé ce délai, la police sera résolue définitivement.

Le non-paiement des primes postérieures ne libère pas l'assureur de plein droit (art. 39). Celui-ci ne pourra qu'impartir à l'assuré un délai — au minimum deux semaines — par un avis écrit contenant indication des conséquences du non-paiement. A l'expiration du délai, l'assuré qui ne se sera pas libéré sera déchu du droit à indemnité. En outre, l'assureur peut, dès ce moment, dénoncer la police sans préavis.

On retrouve ainsi, dans la loi locale de 1908, des pénalités comparables à celles de la loi française : la déchéance immédiate en cas de non règlement de la prime de première année, correspondant au retard de prise d'effet de la garantie de notre droit, la perte du droit à indemnité à l'expiration du délai minimum de quinzaine pour les primes postérieures, correspondant à la suspension de garantie de l'art. 16 L. 1930. Cette seconde sanction, tout comme la suspension du droit français, ne pourra,

on le voit, être appliquée qu'après mise en demeure par écrit — toutefois la lettre recommandée n'est pas requise — et écoulement d'un certain délai. Par contre, la loi locale autorise l'assureur à résilier immédiatement la police à l'expiration du terme légal. Ainsi, dans la procédure de sanctionnement du non-paiement des primes, la déchéance pure et simple peut ne pas prendre place si l'assureur opte immédiatement pour la résiliation; on sait qu'au contraire dans notre législation un délai de dix jours, prenant effet au jour de l'application de la suspension de la garantie, est requis avant toute rupture définitive des rapports contractuels.

Quelques remarques sont suggérées par l'étude des sanctions du non-paiement des primes dans le régime local :

Ce Droit n'admet pas, en ce qui concerne l'assurance-vie, le paiement purement facultatif des primes. L'assuré reste tenu à se libérer pendant trois années. Après ce délai, il aura le droit de cesser ses versements en réclamant pour la fin de la période en cours la conversion de l'assurance en assurance sans prime — la réduction du droit français — (art. 173 et 174). Faute de règlement des primes à l'échéance, les mêmes formalités que dans les autres branches d'assurances devront être accomplies par l'assureur (en ce sens Cass., 2 mars 1936). Ainsi, contrairement à la législation française, il n'existe pas, en assurance-vie, une suspension de garantie possédant des caractères propres : c'est la pénalité de droit com-

mun qui est appliquée. Toutefois, le droit aux primes échues en période de déchéance n'existe de façon absolue que durant les trois premières années d'assurance : il ne s'étend aux primes suivantes qu'aussi longtemps que l'assuré n'aura pas réclamé la conversion de l'assurance<sup>1</sup>.

L'art. 89 de la loi de 1908 autorise les parties à écarter par des stipulations conventionnelles et sous réserve de l'approbation de l'autorité de surveillance les règles établies par les art. 38, 39, 48 relatifs au défaut de paiement des primes à l'échéance et 173 à 178 établissant un régime spécial à l'assurance-vie, lorsqu'il s'agit de certaines branches d'assurance (assurance populaire ou de peu d'importance) ou certaines entreprises (petites associations). Il y a là une règle semblable au régime d'exception institué par le législateur français, en vue de développer certains genres d'assurance : assurance populaire, assurance mortalité du bétail, assurance crédit.

Enfin les parties restent libres, sous l'empire de la loi allemande de 1908, de modifier les conditions légales applicables, et notamment d'adopter la réglementation de la loi du 13 juillet 1930. Mais la loi locale étant d'ordre public, les dispositions adoptées ne pourront aggraver la situation de l'assuré ou reproduire des clauses prohibées par ce statut (Cass. 2 mars 1936, *Gaz. pal.*, 1936. 1. 750; Colmar, 2 mai 1933).

(1) D'après la loi de 1930 au contraire, l'assuré n'a aucune demande à faire pour obtenir la cessation de ses versements.

Dans l'ensemble, on constate que les dispositions édictées par la loi de 1908 sont sensiblement plus dures pour l'assuré en ce qui concerne la sanction du non-paiement des primes que celles de la loi française. Il n'y aurait donc qu'avantage au profit des souscripteurs des polices, à l'introduction de la législation de 1930 en Alsace-Lorraine.

## CHAPITRE IV

### CARACTERES JURIDIQUES DE LA SUSPENSION POUR NON-PAIEMENT DES PRIMES

Il nous est maintenant possible, après l'étude du fonctionnement et des effets de la suspension, d'en rechercher d'une façon plus approfondie les caractères juridiques et la discriminer d'institutions voisines.

*La suspension de l'art. 16 L. 1930 et la théorie générale de la suspension des contrats.*

On est tout d'abord tenté de rapprocher et d'intégrer la sanction du non-paiement des primes en assurance dans la théorie de la suspension des contrats, telle qu'on la rencontre fréquemment dans la vie juridique, particulièrement dans les contrats successifs. Cette notion joue en général au cas où l'une des parties est empêchée de se libérer de son obligation par un cas de force majeure. En effet, un événement imprévisible ne délie complètement le débiteur de sa dette que lorsque l'impossibilité d'exécution est définitive et irrémédiable; si l'obstacle

n'est que temporaire et vient à cesser, le débiteur devra reprendre immédiatement l'exécution de son obligation qui n'était en réalité que suspendue (Civ., 24 mars 1874, S. 1874. 1. 428). La prestation due par le co-contractant, elle-même temporairement abolie par suite de l'interdépendance des obligations, deviendra exécutoire dès ce moment.

La portée de cette notion de suspension ne se restreint pas au seul cas de force majeure<sup>1</sup>. Différentes lois en ont prévu d'une façon impérative l'application, notamment en matière de contrat de travail. En assurance même, on retrouve cette idée : on admet en effet que la disparition objective du risque est une cause de suspension de la police si cette disparition n'est pas le fait de l'assuré (M. Sumien, *Traité des assurances terrestres*, p. 191). C'est ce qui se produit dans l'assurance de dommages lorsque l'assuré mobilisé doit cesser momentanément d'exploiter le risque; dans l'assurance-vie, la mobilisation de l'assuré fait en général l'objet d'une clause de la police, soit que l'assureur consente à garantir le risque de guerre, soit qu'au contraire on convienne de la suspension de la police pendant la durée des hostilités, avec reprise et prorogation du contrat pour une durée correspondante à l'interruption, après la fin de la guerre<sup>2</sup>. En outre, les Compagnies consen-

(1) Dans le cas de grève, on se demande généralement s'il y a rupture du contrat de travail ou simple suspension d'exécution. La jurisprudence, suivant en cela l'interprétation patronale, y voit une cause de résiliation.

(2) En l'absence de convention spéciale, la suspension du contrat s'applique de plein droit si la police exclut le risque de

tent assez souvent, sur la demande d'un assuré momentanément gêné ou désireux de ne plus être garanti durant un certain temps, à suspendre l'application de la police.

Cette institution que l'on retrouve dans tous les contrats successifs s'analyse (M. Lebreton, *rev. crit. de lég. et jurispr.*, 1924, p. 630), « en une suppression temporaire et définitive des effets du contrat, aboutissant à une exécution simplement partielle du contrat primitif ». M. Lebreton, dans son étude sur cette notion, cherche à la distinguer de l'exception non adimpleti contractu, qui, elle, se résoudrait en une exécution retardée mais intégrale des obligations contractuelles. Il est amené ensuite, en insistant sur le caractère d'anéantissement temporaire du contrat qui la distingue, à rapprocher la suspension de la résolution des contrats.

L'efficacité de la suspension de l'art. 16 L. 1930 est, on le sait, toute autre. Cette mesure, loin d'aboutir à la suppression de tous les effets du contrat, se caractérise au contraire par le maintien intégral de la police : seul l'assureur est autorisé, en raison de la faute de son co-contractant, à suspendre sa garantie.

A la vérité, la distinction de ces deux notions est, dans la pratique, assez difficile à réaliser, car on trouve fréquemment en assurance des cas de sus-

guerre. Mais il a été jugé que dans ce cas, l'assureur devra aviser l'assuré de la reprise de la police suffisamment tôt pour que celui-ci ne puisse la considérer comme résiliée (Rethel 19 déc. 1924, S. 1925.2.27).

pension participant à l'une ou l'autre de ces idées. Il y a lieu, dans chaque cas, de rechercher par interprétation de la volonté des parties, si celles-ci ont envisagé — ou se sont vu imposer par les circonstances — la suppression momentanée des effets de la police ou si, au contraire, elles n'ont entendu qu'autoriser une seule d'entre elles à suspendre son obligation, le contrat restant toujours en vigueur vis-à-vis de l'autre contractant.

Ainsi, toutes les fois que le risque aura disparu complètement et momentanément, l'assuré pourra, pour refuser le règlement de ses primes, alléguer la suspension bilatérale des effets du contrat, à condition toutefois que cette disparition ne lui soit pas imputable ou, si elle est son fait, que l'assureur ait accepté par avance de suspendre la police dans ces conditions. Si au contraire, sans que le risque garanti soit aucunement atteint, l'assuré a commis une faute en refusant l'exécution de son obligation ou en modifiant les conditions mêmes de l'assurance (ci-dessous, p. 139), l'assureur est alors en droit<sup>1</sup> de suspendre sa garantie, tout en restant créancier des primes échues et à échoir. La suspension légale de l'art. 16 rentre sans conteste, en tant que mesure jouant unilatéralement, dans cette dernière catégorie. On ne saurait, à ce point de vue, admettre la doctrine soutenue par certains auteurs et une partie de la jurisprudence laquelle, par le

(1) Sous réserve évidemment de l'insertion préalable aux conditions du contrat d'une clause en ce sens.

refus à l'assureur du droit aux primes en période de déchéance, aboutit à confondre les deux notions; une telle attitude, on l'a vu, n'est conforme ni à l'esprit de la loi de 1930 ni à la tradition des assurances. Dans la branche-vie même, où les caractères de la suspension légale s'estompent au point de se traduire par une interruption complète des effets du contrat, il est également impossible de voir une exception au caractère unilatéral de la sanction posé par l'art. 16; on trouve là en réalité une simple conséquence du manque d'action en paiement entre les mains de l'assureur : si en effet l'assuré se décide volontairement à provoquer la reprise de la garantie, il devra régler le montant de toutes les primes échues.

Ainsi ces deux institutions, sous une apparente similitude de terminologie, n'ont que peu de rapports entre elles : l'une — la suspension de garantie de l'art. 16, L. 1930 — vient sanctionner une faute de l'assuré, ce qui justifie son caractère pénal, l'autre — la suspension des contrats en général — apparaît comme une mise à l'écart temporaire mais entière des effets de la police par suite de circonstances ayant échappé au contrôle des parties ou de leur consentement mutuel<sup>1</sup>.

(1) Un arrêt récent (Rennes 16 déc. 1935, rev. gen. ass. 1936, 368) fait une très fine analyse de ces deux notions : « ...attendu « que si le chef d'entreprise à toute liberté d'assurer tout ou « partie du risque ou de ne pas le faire, et, quand il est assuré, « de suspendre le contrat d'accord, avec la Cie si le risque se « trouve momentanément supprimé, dans le cas de non-déclara- « tion de salaires ou de non-paiement des primes, le droit de « suspendre le contrat est un droit unilatéral qui appartient « seulement à l'assureur... ».

*Suspension, déchéance et non-assurance.*

Le trait fondamental de la suspension légale pour non-paiement des primes est avant tout la perte du droit à indemnité jouant unilatéralement dans le cadre même du contrat, alors que les mesures de droit commun sanctionnant un manquement contractuel, telle la nullité ou la résolution, détruisent au contraire la convention dans tous ses effets et d'une manière définitive. C'est ce caractère que l'on retrouve dans toutes les déchéances en assurance; le rapprochement est à tel point net que bien souvent dans le langage courant, on emploie indifféremment, pour désigner la sanction de l'art. 16, les termes de suspension ou déchéance. L'originalité de la suspension, tout comme des déchéances, réside dans son fondement pénal : il s'agit même d'une pénalité privée puisque la société d'assurances, seule, va profiter de cette déchéance par sa libération de l'obligation à garantie. On trouve en réalité ici une application de ce que M. Hugueney a dénommé la « responsabilité civile à reflet pénal »<sup>1</sup>; semblable notion est assez rare en droit civil où l'on ne la rencontre guère qu'en matière de divertissement et recel d'objets héréditaires (art. 792).

On doit d'ailleurs sur ce point éviter une confusion fréquemment commise autrefois tant par la

(1) M. HUGUENEY (l'idée de peine privée en droit contemporain) relève une première application, en assurance, de cette notion dans la sanction des réticences ou fausses déclarations (art. 348 C. Com.).

doctrine (Pouget, dictionnaire des assurances, p. 684, t. II) que par la jurisprudence (Req. 27 juin 1855, D. 1856. 1. 318) entre la suspension et la notion de clause pénale. On cherchait par le rapprochement avec une institution jugée parfaitement licite, à valider la suspension dont les caractères semblaient à priori exorbitants du droit des assurances. Mais en réalité, ces deux idées sont entièrement distinctes. La clause pénale s'analyse en une évaluation forfaitaire des dommages causés par l'inexécution d'une obligation : elle n'est qu'une liquidation anticipée des dommages et intérêts compensatoires, et à ce titre, reste dans le cadre de la théorie de la responsabilité civile. Dans la suspension au contraire, l'essentiel est la déchéance, la perte automatique et intégrale du droit à indemnité qui en fait une sanction entièrement originale.

Sa mise en jeu aboutit bien à indemniser l'assureur par l'allocation des primes échues, mais il n'y a là qu'une conséquence du caractère unilatéral de la sanction. Si l'on était en présence d'une véritable clause pénale, l'assureur devrait se contenter de l'indemnisation forfaitaire ressortant de cette simple attribution des cotisations échues; or, on sait qu'il reste au contraire parfaitement libre de demander des dommages et intérêts judiciaires ou de stipuler une réparation forfaitaire supérieure<sup>1</sup>.

Le rapprochement usuellement fait entre suspen-

(1) La suspension par son caractère comminatoire se rapproche des astreintes que les tribunaux n'hésitent pas à prononcer, afin de contraindre le débiteur à une prompt exécution.

sion et déchéance doit-il aller jusqu'à l'assimilation complète ? Cette question offre de nombreux intérêts pratiques; pour la résoudre, il y a lieu d'envisager d'abord les divers signes qui distinguent la déchéance d'une autre notion voisine en droit des assurances, la non-assurance ou exclusion de risque. Nous rechercherons ensuite quelle position nous devons adopter pour la suspension :

1) Les déchéances doivent, en application de l'art. 9 L. 1930, être mentionnées dans les polices en caractères très apparents; pareille obligation n'existe pas pour les cas de non-assurance.

2) La charge de la preuve de la faute en matière de déchéance incombe à l'assureur en vertu de l'art. 1315 C. civ.; c'est au contraire à l'assuré à démontrer l'existence de l'assurance à son profit.

3) Les déchéances seules sont, par application du décret de 1899, inopposables à la victime d'un accident du travail.

4) La déchéance, supposant un manquement grave de l'assuré, autorise l'assureur à résilier la police; si l'on est en présence d'un cas de non-assurance, l'assureur pourra seulement opposer l'inefficacité de la police.

Le critérium de la distinction entre ces deux notions nous est donné dans les travaux préparatoires de la loi de 1930 « La déchéance porte sur un risque « accepté et en considération duquel la prime est « fixée et payée. Par suite, il ne saurait être question de déchéance quand le risque lui-même a été

« exclu de la police : dans ce cas il y a simplement « non assurance » (rapport Lafarge). En pratique, la discrimination est parfois très difficile à réaliser, et la jurisprudence commet assez fréquemment des confusions dans l'interprétation des clauses des polices.

Si l'on cherche à appliquer un tel critérium à la suspension légale de l'art. 16, il semble immédiatement que cette notion doive être classée comme déchéance : elle porte bien sur un risque accepté, et d'autre part elle s'oppose à l'idée de suspension des contrats successifs, laquelle en un certain sens peut être assimilée à un cas de non-assurance. Toutefois, si l'on examine la question de plus près, on remarque que notre institution, tout en restant basée sur la sanction d'une faute de l'assuré, a un fondement plus large que les déchéances de droit commun. Tandis que celles-ci viennent le plus souvent sanctionner le défaut, la fausseté ou le retard de certaines déclarations de l'assuré, c'est-à-dire en réalité une atteinte à l'obligation particulière au contrat d'assurance d'agir de bonne foi, la suspension se rattache à cette autre règle plus générale que l'assureur ne saurait garantir un risque aussi longtemps qu'il n'en a pas touché le prix. Elle sanctionne d'une façon purement objective la situation créée par le manquement de l'assuré. La notion particulière de mauvaise foi, si importante en matière de déchéance, n'interviendra en fait qu'après l'application de la sanction, lorsque l'assureur se demandera s'il doit

ou non maintenir la police. C'est en cela que la suspension possède un fondement plus ample : elle pénalise l'assuré qui n'exécute pas son obligation non pas tant parce que subjectivement l'assureur ne saurait plus se fier à son co-contractant, mais parce que sans le versement des primes, ou lorsque l'assuré de son fait a modifié les conditions même de l'assurance, on ne peut concevoir une garantie du risque.

Un tel caractère rapproche en réalité la notion de suspension de la non-assurance, où l'assureur prend soin d'exclure formellement de sa garantie un risque déterminé; il permet de situer la position de la suspension au regard des intérêts pratiques indiquées ci-dessus :

Les clauses de suspension n'auront pas besoin d'être inscrites en caractères très apparents pour être validées. Cette solution ne peut faire aucun doute pour la pénalité de l'art. 16 qui, étant légale, ne saurait certainement être astreinte à pareille nécessité, elle doit, semble-t-il être étendue aux cas de suspension conventionnelle présentant les mêmes caractères juridiques (ci-dessous, p. 142).

La suspension, on l'a vu précédemment, ne saurait être soumise à l'application de l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 28 fév. 1899 sur l'assurance des accidents du travail : ses effets restent pleinement opposables au tiers victime de l'accident.

La suspension ne se trouvera pas forcément complétée par la résiliation de la police. On envisage dif-

facilement la continuation de rapports contractuels lorsque l'assuré a encouru une déchéance : l'assurance repose en effet sur les déclarations du souscripteur et la Compagnie ne saurait plus se fier à un co-contractant qui l'a une fois abusé. Mais on conçoit au contraire aisément qu'un assuré, après s'être vu opposer la suspension de sa police pour n'avoir pas ouvert objectivement le droit à garantie par le versement de la prime, puisse à tout instant provoquer la reprise de l'assurance par le paiement de l'arriéré. Et s'il est vrai qu'en vertu de l'art. 16 l'assureur dispose de la faculté de résilier la police, c'est qu'on ne peut le contraindre à demeurer dans cette situation d'attente que constitue la suspension; il n'en usera d'ailleurs pas dans la majorité des cas. Par contre, la plupart des clauses de suspension conventionnelle (ci-dessous, p. 142) insérées dans les polices pour sanctionner la modification par l'assuré des conditions primitives de l'assurance, ne prévoit pas un tel droit<sup>1</sup>.

Enfin, au regard du dernier intérêt pratique de la distinction entre déchéance et non assurance — le fardeau de la preuve — il nous semble logique d'en laisser ici la charge à l'assureur : quels que puissent être les caractères originaux de la suspension, il ne

(1) En l'absence d'une clause prévoyant expressément le droit de rompre le contrat, l'assureur ne pourra pas demander la résolution judiciaire de la police, car le sanctionnement de l'attitude de l'assuré par la suspension de garantie conventionnelle fait présumer la renonciation de la Compagnie à recourir à la résiliation.

faut pas oublier qu'elle a pour cause directe la sanction d'une faute de l'assuré. C'est à celui qui s'en prévaut à en apporter la preuve en vertu de l'art. 1315 C. Civ. Pareille démonstration sera d'ailleurs, en ce qui concerne la suspension légale, très facile à réaliser : la faute est ici présumée du non-paiement de la prime à l'expiration du délai de vingt jours après mise en demeure.

*Suspension, nullité, et résiliation.*

La nullité remontant au jour du contrat aboutit à une disparition rétroactive de la police. Elle implique la restitution des primes et la répétition des règlements de sinistre déjà effectués.

La suspension — tout comme la déchéance — ne produit aucun de ces effets. Elle ne joue qu'au regard des sinistres postérieurs à son application. En outre, au lieu de provoquer comme la nullité la suppression définitive du contrat dans l'avenir, elle le laisse subsister. L'assuré conserve le droit éventuel à être indemnisé au cas où le sinistre surviendrait postérieurement à sa libération; il reste en tout cas débiteur des primes échues et à échoir.

La différence entre suspension et résiliation est également très nette. La résiliation, qui est la forme de résolution propre aux contrats successifs, ne remonte pas dans le passé, mais provoque toujours

l'anéantissement du contrat d'une façon définitive dans l'avenir. La suspension tout au contraire n'est qu'une mesure provisoire et unilatérale; elle ne touche pas aux obligations de l'assuré.

\*  
\*\*

La suspension de garantie de l'art. 16 L. 1930 apparaît ainsi comme une notion curieuse du droit des assurances ayant des effets nettement originaux. Il est très difficile de la distinguer d'institutions voisines, telles la déchéance ou l'exclusion de risque aux caractères desquelles elle participe également.

Dans la mesure où elle se rapproche le plus de l'idée de déchéance — par son caractère de peine privée, lui-même basé sur la sanction d'une faute de l'assuré — elle conserve toujours des caractères propres. Comme le note M. A. Besson (la notion de déchéance), elle se présente comme une « déchéance en puissance »; elle est autant une mesure comminatoire qu'une peine : « elle retire le droit à indemnité à titre éventuel pour le cas où un sinistre surviendrait dans l'avenir avant régularisation, alors que d'ordinaire la déchéance fonctionne lors de la réalisation d'un sinistre ». En outre, on ne retrouve pas dans le manquement commis par l'assuré et générateur de la suspension le même caractère de mauvaise foi qu'en matière de déchéance : la faute est tout au plus présumée dans le non-paiement de

la prime. La conséquence pratique en est celle-ci : tandis que la déchéance est appliquée d'une façon définitive et irrémédiable, la suspension, déchéance atténuée, est essentiellement provisoire et remédiable. L'assuré conserve la possibilité — aussi longtemps que l'assureur n'aura pas résilié la police — de mettre fin à la mesure qui le frappe, en se mettant en règle.

## CHAPITRE V

### DOMAINE D'APPLICATION DE LA NOTION DE SUSPENSION DE GARANTIE EN ASSURANCE

On est amené, connaissant les caractères juridiques de la sanction du non-paiement des primes, à rechercher quelles peuvent être, en assurance, les applications de la notion de suspension unilatérale de garantie. Pareille mesure ne s'opère directement en vertu de la loi qu'au seul cas où l'on se trouve dans les conditions de fonctionnement de la pénalité de l'art. 16, L. 1930. Il ne peut donc s'agir ici que d'envisager des cas de suspension conventionnelle, réalisés en application de clauses insérées par les parties aux conditions générales des polices. De telles conventions doivent certainement être considérées comme licites, si l'on se réfère au principe de la liberté contractuelle posé par l'art. 1134 C. Civ. La loi du 13 juillet 1930 l'a d'ailleurs expressément admis en matière de déchéance.

Nous allons étudier quelques-unes des clauses de suspension figurant le plus souvent dans les polices, en recherchant à quelles idées générales elles se rattachent. Pour la clarté de l'exposé, nous verrons sé-

parément celles qui se rattachent au paiement de la prime, et celles qui sanctionnent un manquement de l'assuré portant sur le risque garanti.

SECTION I. — CLAUSES DE SUSPENSION SE RATTACHANT  
AU PAIEMENT DES PRIMES.

*A) Suspension pour non-fourniture d'états de salaires.*

Cette mesure qui, on le sait, fonctionne en assurance accident du travail lorsque le calcul de la prime se fait d'après les déclarations de salaires de l'assuré, pose des questions très délicates (ci-dessus, p. 101). Elle n'est en réalité que le dédoublement de la suspension légale dont elle possède, de par la convention des parties, les caractères et les effets.

*B) Retard à prise d'effet de la garantie.*

Le contrat d'assurance étant purement consensuel, le moment de la formation du contrat, point de départ des obligations des parties contractantes est de première importance. A quel moment l'échange des consentements sera-t-il considéré comme parfait ? Il y a là un point d'autant plus délicat que cet instant ne coïncide pas dans les polices des Compagnies à primes fixes et des Sociétés Mutuelles. Le principe posé à ce sujet par la loi de 1930 est que la proposition d'assurance ne saurait engager les parties;

seule la signature de la police ou une note de couverture valent engagement. Dans notre étude, nous ne voulons insister que sur les conséquences de la formation du contrat d'assurance : dès l'instant où les consentements coexisteront, les contractants vont se trouver obligés, l'assuré à verser sa prime, l'assureur à garantir le risque.

Mais cette situation, à bien réfléchir, est fort désavantageuse pour l'assureur. Il va d'abord couvrir un risque important sans être sûr de toucher la contre-partie : s'il est en présence d'un débiteur insolvable il sera réduit à concourir avec d'autres créanciers, et ne touchera qu'une fraction de sa créance. La règle du paiement préalable des primes que l'on considère comme une nécessité technique de l'assurance, se trouvera, également, tenue en échec. Enfin, une telle solution peut provoquer de graves contestations entre assureur et assuré sur le point de savoir si un sinistre est né antérieurement ou non à la formation du contrat.

Pour couper court à toutes ces difficultés, un certain nombre de lois étrangères décide de reculer la prise d'effet de la police au lendemain à midi du paiement de la première prime<sup>1</sup>. En France où aucune règle de ce genre n'existe, il est possible d'obtenir semblable résultat par l'insertion de clauses en ce sens dans les polices. Les travaux préparatoires de la loi de 1930 en ont reconnu expressément la légalité (Doc. parl. Chambre 1926, p. 1163). Les

(1) Allemagne, L 1908, art. 38; Code civil soviétique, art. 389.

parties peuvent d'abord retarder la formation même du contrat jusqu'à l'exécution de la prestation de l'assuré; elles ne possèdent alors aucune action pour se contraindre mutuellement à rendre le contrat efficace<sup>1</sup>. Elles peuvent également reculer uniquement la prise d'effet de la police. C'est cette dernière solution qui, dans la majorité des cas, sera adoptée par les assureurs. Les Compagnies n'ont en effet aucun intérêt à se désarmer volontairement de l'action en paiement forcé des primes<sup>2</sup>. La jurisprudence commet d'ailleurs assez fréquemment des confusions regrettables dans l'interprétation des conventions des parties (ainsi, Grenoble 8 avril 1910, D. 1911. 2. 205).

Quels sont les caractères exacts des clauses de retard à prise d'effet de la police ? Il y a, en réalité, deux solutions très différentes ressortant de la rédaction des conventions par les contractants :

Ceux-ci ont pu vouloir, en indiquant que la police n'aurait d'effet qu'après paiement de la première prime, retarder l'exécution intégrale de leurs obligations. Le contrat se trouve ainsi assujéti à un terme suspensif incertain, chacune des parties ayant pouvoir de réaliser l'évènement dont dépend l'effet du contrat. La jurisprudence analyse assez souvent pareille convention comme étant assortie d'une con-

(1) Comp. M. SUMIEN, *op. cit.*, n° 39.

(2) En assurance-vie, toutefois, il est généralement stipulé que « « police n'aura d'existence et d'effet que... ». Il s'agit bien ici d'un report de la formation même de la police. Cette solution est pratiquement imposée aux assureurs par le caractère facultatif des primes dans cette branche d'assurance.

dition suspensive — le paiement de la prime — (Req. 10 mai 1932, rev. gen. ass. 1932, p. 734, note de M. M. Picard); mais cette interprétation est certainement inexacte car les parties ont en réalité entendu exclure toute rétroactivité dans l'action de la prise d'effet. La garantie, tout comme l'obligation aux primes, ne doit jouer que du jour du versement de la première annuité.

Cette alternative, tout en protégeant l'assureur contre les dangers signalés plus haut, peut être jugée par lui insuffisante. La mise en application du contrat reste en effet dans ce système très incertaine, et dépend du bon vouloir de l'assuré qui pourra laisser la police en sommeil pendant plusieurs années, et ne se décider à régler sa prime qu'à un moment où, peut-être, l'assureur n'a plus aucun intérêt à l'exécution du contrat. Ce dernier dispose bien d'une action judiciaire en paiement, mais il hésitera, dès le début des rapports contractuels, à engager des frais susceptibles de demeurer à sa charge. Aussi, les sociétés d'assurances préféreraient-elles convenir que seul l'effet de leur garantie sera suspendu jusqu'au moment du paiement de la prime de première année : l'assuré, sachant qu'il sera de toute façon débiteur des primes sans être garanti, aussi longtemps qu'il n'aura pas provoqué la prise d'effet du contrat, s'empressera de verser le montant de la première prime.

Si l'on utilise la terminologie allemande (Brück. Das privatversicherungsrecht, p. 229), seul « le

début matériel » de l'assurance (moment à partir duquel le risque est garanti) est retardé, le « début technique » (moment où la prime est due) restant fixé au jour de la formation du contrat : il n'y a plus corrélation entre la garantie et le paiement de la prime. En application de cette idée, l'art. 4 police type incendie porte que « l'assurance n'a d'effet que « le lendemain à midi du jour où la prime de première année aura été payée ». Pareille « désolidarisation », entre les obligations des contractants semble a priori illicite, comme contraire à la notion d'équilibre entre les prestations. Pour la justifier, il faut en réalité faire appel à la notion de suspension de garantie telle que nous l'avons étudiée (en ce sens, Rennes 26 nov. 1907 et Cass. sur pourvoi, D. 1912. 1. 132). Elle possède le même fondement — la sanction de la faute de l'assuré retardataire — et les mêmes effets — absence de droit à indemnité, obligation aux primes. — Tout se passe comme si la garantie, née au moment de la formation du contrat, était instantanément suspendue, sans formalité, jusqu'au moment du paiement de la prime<sup>1</sup>.

Cette mesure participe ainsi à la notion de déchéance, et se trouve étroitement liée à la pénalité de l'art. 16 L. 1930 dont elle n'est au fond que l'expression et l'application à la première période de prime. Elle est même beaucoup plus efficace et bru-

(1) Ici, comme dans la 1<sup>re</sup> alternative, le paiement de la prime ne joue pas à titre de condition suspensive de l'effet de la garantie du risque, mais en tant que terme suspensif incertain exclusif de toute rétroactivité.

tale que la sanction légale, puisque par son effet, l'assuré va se trouver déchu d'une façon purement automatique et sans préavis. On est dès lors tenté de se demander si la loi de 1930, tout en validant pareille mesure, ne rendrait pas obligatoire, antérieurement à son application, les formalités de l'art. 16 : cet article stipule en effet qu'« à défaut de paiement de « l'une des primes, l'effet de l'assurance pourra « être suspendu.... ». Mais en réalité, il y a lieu d'interpréter ce texte par le 1<sup>er</sup> alinéa du même article posant le principe de la quérabilité des primes à l'exception de la première<sup>1</sup>. Le formalisme légal — sommation, délai de grâce — ne peut s'expliquer que comme conséquence de la charge incombant à l'assureur de quérir les primes au domicile de l'assuré : La suspension, mesure pénale ne devra pas être encourue, aussi longtemps que l'assuré ne pourra être réputé en faute, soit jusqu'à la constitution en demeure. Si au contraire, on consacre — c'est le cas pour le premier versement — le principe de la portabilité, on revient à la situation existant antérieurement à la loi de 1930 et objet de tant de litiges : l'assureur qui n'est astreint pour le recouvrement des primes à aucun acte positif, peut se dis-

(1) Dans la rédaction de la police type incendie de 1913, la ligue des assurés avait obtenu la prise d'effet du contrat sitôt la signature de la police, l'assureur conservant seulement, en cas de non-paiement de la prime, le droit de suspendre sa garantie après accomplissement des formalités prévues pour les autres primes. Mais la loi de 1930 n'ayant pas astreint les assureurs au formalisme de l'art. 16, al. 2 en ce qui concerne la première prime, ceux-ci en ont profité pour remplacer cette convention par la clause de retard à prise d'effet de la garantie jouant sans mise en demeure ni préavis que nous étudions ici.

penser de toute mise en demeure, et l'assuré sera réputé fautif dès l'instant où la prime n'aura pas été réglée à la date convenue. Il y a un lien étroit entre la portabilité des primes et la clause de report de prise de garantie<sup>1</sup>. Toutefois, la situation sera différente si l'assureur, à la suite du non-paiement de la première annuité, opte pour la rupture immédiate du contrat. En ce cas, il devra adresser à son co-contratant une lettre recommandée valant résiliation, en respectant le délai préalable de 30 jours prévu par la loi de 1930 qui courra, ici, de plein droit du jour de l'échéance. L'abandon du principe de quérabilité des primes est en effet sans action sur les conditions mises par le législateur à la résiliation unilatérale de la police (en ce sens, Grenoble, 18 mars 1935, *rev. gen. ass.*, 1937, p. 715).

On a voulu rapprocher une telle convention des clauses pénales. Nous ne pensons pas que ces deux notions soient identiques. La clause de report de prise d'effet aboutit bien à indemniser l'assureur par l'attribution de la prime échue en période de suspension de garantie. Mais cette réparation n'est qu'un forfait provisoire qui ne lie pas la Compagnie. Celle-ci reste parfaitement libre, si elle le juge nécessaire, de demander en sus, des dommages et intérêts judiciaires. Ce qu'il y a d'essentiel aussi bien dans la clause envisagée que dans la sanction légale de l'art. 16, est la déchéance, la perte intégrale du droit à indemnité

(1) En ce sens, Paris 19 juin 1926, *R. P.* 1926. 212; Paris 8 avril 1916, *R. P.* 1918. 513; Bordeaux 12 mars 1928, *D.* 1932.1.20; Rennes 9 fév. 1937, *rev. gén. ass.* 1937, p. 709.

encourue en cas de sinistre par l'assuré au bénéfice du seul assureur.

\*  
\*\*

Deux questions se posent au sujet du fonctionnement de la suspension de garantie appliquée à la première échéance. Nous allons les envisager successivement.

a) *Difficulté d'interprétation de la volonté des parties.*

Le retard de prise d'effet de la police n'ayant été nullement réglementé par la loi, la difficulté la plus fréquemment présentée, devant les tribunaux est d'interpréter selon la volonté exacte des parties les clauses des polices. Il y a lieu dans chaque cas de rechercher quelle a été l'alternative adoptée : suspension bilatérale des obligations ou, au contraire, simple suspension de garantie. Ce point est d'autant plus délicat à trancher que la rédaction des clauses usuelles est assez obscure et prête à équivoque. C'est ainsi que l'art. 4 de la police type-incendie dans lequel nous avons vu une application de suspension à caractère unilatéral et pénal, est considéré par d'autres auteurs<sup>1</sup> comme valant au contraire report intégral de l'exécution de la police, le terme « assurance » employé dans la rédaction de la clause pou-

(1) M. A. BESSON, *La conclusion du contrat d'assurance*, rev. gén. ass. 1933, p. 294.

vant prêter à équivoque. A notre sens, cette expression, bien qu'obscur, suffit à désigner le défaut de simultanéité dans l'exécution des obligations : le législateur n'en a pas en effet, employé d'autre dans la rédaction de l'art. 16 pour qualifier semblable institution. Néanmoins, les Compagnies agiront prudemment en employant des formules plus claires telles « la garantie » ou « l'effet à l'égard de l'assuré » <sup>1</sup>.

Mais l'erreur commise par les assureurs qui, bien souvent, leur fera perdre le bénéfice de la stipulation vient de l'opposition de la clause envisagée figurant aux conditions générales de la police avec l'indication aux conditions particulières d'une date de prise d'effet de l'assurance manuscrite et fixée au lendemain à midi du jour de la formation du contrat. Un assuré, à qui l'on prétend opposer sa déchéance en cas de sinistre, ne peut-il pas invoquer que l'indication figurant aux conditions particulières constitue une dérogation aux conditions générales, et qu'ainsi l'obligation à garantie, tout comme celle du versement des primes, a eu pour point de départ la date fixée ne varietur ? Les Tribunaux l'admettent en général (Paris, 4 avril 1935, gaz. pal., 1936. 1. 644), à juste titre semble-t-il. Il est normal, en cas de contradiction entre deux conventions, de faire prévaloir celle qui figure aux conditions particulières de la

(1) On rencontre notamment cette clause : « le présent contrat « prendra effet après avoir été revêtu de la signature de l'assuré « et de la Cie, et la garantie en résultant ne sera acquise à l'assuré « que le lendemain à midi du paiement de la première prime, « quelle que soit la date portée sur la quittance ».

police<sup>1</sup>. Certains assureurs, pour éviter pareille interprétation, prennent soin de préciser que l'effet de la clause de report se produira « quelle que soit la date portée aux conditions particulières<sup>2</sup> ». Cette rédaction supprime certainement toute équivoque : l'assuré pourra aisément se rendre compte, à la lecture de la police, de la non-corrélation entre risque et prime, établie par les conditions générales et particulières du contrat.

*b) Exceptions opposables par l'assuré.*

L'assuré pourra, en vue d'aboutir à l'inapplication de la déchéance de son droit à indemnité, invoquer la force majeure et le cas fortuit qui l'ont empêché de se libérer en temps utile, ou encore la faute de l'assureur. C'est ainsi que la Compagnie d'assurances dont les agents ont usé de moyens dilatoires pour refuser le paiement jusqu'au jour de la survenance du sinistre, ne sera pas fondée à se prévaloir de la non-prise d'effet de la garantie (Req., 4 mai 1887, D. 1887. 1. 207). Il y a là application des règles que nous avons vu fonctionner pour la suspension légale de l'art. 16, L. 1930.

(1) En réalité, les assureurs, par la fixation d'une date manuscrite de prise d'effet, entendent uniquement indiquer le point de départ de la période pour laquelle les parties entendent se lier, c'est-à-dire le moment où les obligations sans terme ni condition. — telle la dette des primes — seront exigibles. (Paris 19 juin 1926, R. P. 1926. 212). Mais il faut convenir que pour un contractant non initié aux subtilités de l'assurance, l'opposition de cette mention avec la clause de report d'effet de garantie crée l'équivoque.

(2) Voir ci-dessous, en note, p. 136; également dans Req. 10 mai 1932, rev. gen. ass. 1932. 734 et Rennes 9 fév. 1937, Gaz. Pal. 26 juin 1937.

Il pourra également opposer la renonciation expresse ou tacite de l'assureur à l'application de la sanction. Etant donné la subordination de la clause envisagée au principe de portabilité de la première prime, une telle renonciation sera pratiquement déduite de l'abandon — lui-même exprès<sup>1</sup> ou tacite — de ce principe par l'assureur. Il y a sur ce point une jurisprudence abondante issue à un moment où toutes les primes étaient stipulées portables. Ces décisions sont sans utilisation pratique aujourd'hui, dans la majorité des cas, sous le régime de la quérabilité des primes; mais elles restent applicables précisément au premier recouvrement qui est toujours portable. Ainsi, l'assureur qui aura accouïumé, vis à vis d'un même assuré, de quérir les premières primes de ses polices, ne sera plus fondé à opposer la non-prise en charge du risque aussi longtemps qu'il n'aura pas effectué les démarches usitées<sup>2</sup>, en ce sens, Req., 10 mai 132, rev. gen. ass., 1932, p 734). De même, bien que le premier versement soit portable, l'assureur ne saurait se prévaloir du retard de prise d'effet s'il a remis à l'assuré, sans avoir été réglé, une police valant quittance (Trib., Seine, 13 avril 1921, j. ass. 1921. 310) ou s'il a délivré une note de couverture.

On arrive ainsi à cette constatation que la clause de retard de prise d'effet de la garantie possède des caractères et effets absolument identiques à ceux de

(1) La règle de la portabilité de la prime n'est pas d'ordre public puisqu'elle n'est pas de celles qui protègent l'assuré.

(2) Voir cependant M. A. Besson : note sous Req., 10 mai 1932, D. 1933.1.18.

la suspension légale. Il n'y a à cela rien d'étonnant, ces notions ayant le même fondement, la sanction du non-paiement des primes. Une nouvelle loi sur les assurances ne manquerait certainement pas d'étendre à ce cas connexe la réglementation établie à l'art. 16, L. 1930.

SECTION II. — CLAUSES DE SUSPENSION  
SE RATTACHANT AU RISQUE GARANTI.

A l'examen des conditions générales des polices, on découvre un certain nombre de clauses de suspension venant sanctionner l'inexécution par l'assuré d'une obligation autre que le versement des primes :

En branche incendie, l'art. 9 de la police type mentionne que l'assuré qui transporte les objets garantis dans un autre local devra en aviser immédiatement l'assureur par lettre recommandée, faute de quoi, en cas de sinistre, l'assurance sera considérée comme suspendue. Il est d'ailleurs prévu que l'assuré ne perdra pas complètement ses droits si le risque nouveau n'est pas passible d'un taux de prime supérieur et si le transfert ne remonte pas à plus de deux mois. Pareille convention se conçoit aisément. L'assureur ne peut s'engager par avance à garantir les objets assurés au même taux de prime, quelle que soit la situation du risque; il exige, en cas de changement de domicile de l'assuré, une déclaration devant lui permettre l'établissement d'un avenant. Ici encore,

comme pour la suspension légale, la faute de l'assuré est présumée résulter de son attitude même, et la question de sa bonne ou mauvaise foi n'entre pas en jeu; la sanction jouera automatiquement dès l'instant où les conditions primitives de l'assurance auront été modifiées. Le souscripteur, quoique déchu totalement ou partiellement de son droit à indemnité, restera tenu au paiement des primes; mais par contre, dès que le risque aura été reconstitué dans sa forme première, l'assurance suspendue reprendra sans aucune formalité.

Dans l'assurance individuelle, il est généralement prévu que la garantie de la Compagnie sera suspendue lorsque l'assuré entreprendra certains voyages dangereux, notamment par voie aérienne. La déchéance qu'encourt l'assuré est encore déclanchée automatiquement, par le seul fait qu'il ne se trouve plus dans les conditions de la garantie accordée. Elle est temporaire, car, sitôt le voyage terminé, l'assurance reprendra.

Enfin, dans les assurances de responsabilité contre les accidents, on trouve de fréquentes applications de la notion de suspension : la garantie est en général limitée à telle contrée déterminée, et si l'assuré provoque un accident en dehors du périmètre assigné, l'assurance ne jouera pas.

A quelle idée générale peut-on rattacher ces dernières conventions ? Comme on le voit, il ne s'agit plus ici de sanctionner de façon directe ou indirecte le défaut de paiement de la prime mais le manque-

ment à une autre obligation essentielle de l'assuré : maintenir le risque dans les conditions initiales. De même qu'un assuré ne saurait être garanti quand il ne paie pas sa prime, de même il ne peut se prévaloir des effets du contrat lorsque, de son propre gré et sans avis, il a modifié le contenu du risque; l'assureur est en droit de refuser sa garantie aussi longtemps que son co-contractant n'aura pas provoqué la confection d'un avenant modifiant les conditions de l'assurance. Par la sanction d'une des déchéances de droit commun, on vise avant tout à rendre inefficace un contrat en apparence régulier mais qui en réalité est vicié par la mauvaise foi d'un des contractants. Dans le domaine d'application de la suspension, il s'agit au contraire de sanctionner objectivement toute atteinte directe à ces deux éléments — risque ou prix — qui constituent le fond même de l'assurance, et faute desquels il ne saurait y avoir de garantie.

C'est ce fondement particulier qui confère aux cas de suspension conventionnelle, aussi bien qu'à la sanction de l'art. 16, L. 1930, des caractères entièrement originaux en droit des assurances.

Toutefois, le caractère pénal de ces diverses sanctions se rattachant au risque même, est beaucoup plus effacé qu'en matière de non-paiement des primes. De telles clauses participent étroitement, tant par leur objet que leur fondement, à la notion d'exclusion de risque. Le rapprochement semble même aller dans certains cas jusqu'à l'assimilation. Ainsi, au lieu de stipuler la suspension de l'assurance pour le

cas où le risque sortirait du périmètre assigné, il eut été aussi facile aux parties d'exprimer le même résultat par une convention d'exclusion de garantie<sup>1</sup>. Le critérium de la distinction entre ces deux idées semble à priori devoir être le maintien dans le seul cas de suspension de l'obligation aux primes échues en période de non-garantie. Mais, à vrai dire, cette différence s'efface en pratique, car les assureurs ne manquent pas, au moment de l'insertion au contrat d'une clause d'exclusion de risque, de se réserver le droit à ces annuités. Un tel résultat n'aura d'ailleurs même pas à être prévu expressément dans les conditions générales des polices : il résultera, en l'absence de toute dérogation conventionnelle, de l'art. 15, L. 1930 qui accorde à l'assureur le droit à toutes les primes à échoir.

Quels sont les effets de ces clauses de suspension conventionnelle ? Ils seront dans l'ensemble identiques à ceux de la suspension légale et se résument en une rupture de simultanéité dans l'exécution des obligations. Mais l'art. 16, L. 1930, n'étant plus applicable ici, les parties écarteront le plus souvent tout formalisme : l'assuré se trouvera pénalisé d'une façon purement automatique et sans avis, dès l'instant où seront modifiées les conditions primitives du contrat. En outre, le fondement pénal étant beaucoup moins prononcé, l'assureur se réservera rarement le droit de résilier la police.

Il n'a en effet nullement à redouter la mauvaise foi

(1) « L'assureur ne garantira le risque que dans les limites... ».

de son co-contractant. Celui-ci sera ainsi toujours libre, à tout instant, de provoquer la reprise de l'assurance.

En ce qui concerne l'opposabilité de telles clauses de suspension conventionnelle aux tiers — pratiquement à la victime d'un accident du travail — il y a lieu de faire une distinction : lorsque la cause de la suspension sera bien le manquement à une obligation essentielle et constitutive de l'assurance, il ne saurait à notre sens être contesté que la victime doive supporter les conséquences de la faute du souscripteur. Le droit à l'assurance est, dans cette alternative, atteint de façon objective; le bénéficiaire ne peut donc se prévaloir d'une faculté qui est temporairement abolie. Les divers exemples de suspension cités ci-dessus rentrent certainement dans cette catégorie.

Mais une telle solution ne saurait être généralisée pour tous les cas où les parties auront utilisé le mécanisme de la suspension de garantie. C'est qu'en effet l'étendue d'application de cette notion en assurance n'est pas étroitement délimitée, du fait de la liberté contractuelle accordée aux parties qui leur permet de régler les conventions à leur guise : si certaines clauses de suspension apparaissent comme très proches de la non-assurance, d'autres empruntent leur fondement aux déchéances de droit commun. Il n'y a pas de frontière nettement définie entre ces trois notions dans la pratique, et l'on peut trouver un même fait de l'assuré censuré différemment selon la société d'assurance garantie du risque. On voit no-

tamment certaines polices individuelles stipuler la suspension de l'assurance « en cas de modification quelconque du risque par l'assuré, telle la souscription d'une nouvelle police à une autre Compagnie, l'aggravation du risque, la survenance d'une infirmité » etc <sup>1</sup>. Il ne s'agit plus dès lors de sanctionner uniquement le défaut d'assurance survenu du fait de la disparition d'une des conditions essentielles de l'assurance, mais de pénaliser un assuré qui a manqué à l'obligation subjective de fournir à l'assureur les éléments nécessaires à une juste appréciation du risque, c'est-à-dire au fond à l'obligation d'agir de bonne foi si caractéristique en assurance. Dans un tel cas, il nous semble parfaitement juste, tout en respectant le formalisme prévu par les parties pour le jeu de la sanction, d'appliquer les règles de fond des déchéances, particulièrement la législation restrictive concernant la rédaction de la clause en caractères très apparents, l'inopposabilité à la victime d'un accident du travail, et l'interdiction de certaines conventions. Faute de faire cette distinction, on permettrait aux Compagnies d'assurances de tourner aisément les prescriptions légales.

Ainsi, toutes les fois que l'on se trouve en présence d'une clause de suspension, il y a lieu d'en faire une analyse juridique exacte. Un tel examen n'est pas sans présenter de grandes difficultés, le domaine d'application de la suspension étant parfois commun avec celui de notions voisines. En fait, on note que

(1) AGNEL et CORNY. *Manuel des Assurances*, p. 411.

les manquements à la bonne foi les plus graves sont sanctionnés par des déchéances, avec comme conséquence la résiliation presque fatale du contrat, la rétroactivité et parfois l'indivisibilité des effets de la sanction. Les manquements subjectifs moins caractérisés, ou ceux qui se rattachent aux éléments essentiels de l'assurance — prime ou risque — sont au contraire en général sanctionnés par une mesure de suspension de garantie qui se présente, tant dans son fondement que ses effets, comme une déchéance adoucie.

## LEGISLATION COMPAREE

Nous pensons avoir montré, dans cette étude de la notion de suspension à caractère unilatéral dont on trouve la principale application dans l'art. 16 L 1930, qu'il y a là une institution parfaitement cohérente du droit des assurances. Bien des auteurs en ont toutefois entrepris la critique systématique à l'aide d'arguments quelquefois impressionnants, mais on sait qu'il ne semble pas possible, en l'état de notre droit, d'assurer par d'autres voies, la stricte exécution des obligations de l'assuré, souvent porté à se soustraire unilatéralement à l'exécution de ses prestations. On retrouve d'ailleurs en droit comparé une telle sanction, sous des noms et formes diverses, mais souvent avec le même fondement hybride que nous lui avons reconnu.

C'est ainsi que la loi allemande du 30 mai 1908 (ci-dessous, p. 108) prévoit la déchéance de l'assuré en cas de non-paiement des primes à l'expiration d'un délai minimum de deux semaines, courant du jour de l'envoi d'un avis écrit. La même institution existe en droit suisse (loi fédérale du 2 avril 1908), en droit roumain (loi du 4 juillet 1930) et en Autriche (loi du 23 décembre 1917). La loi chinoise du 30 décembre 1929, une des plus récentes sur ce point et intégrale-

ment inspirée du projet de loi français dont devait sortir notre législation, adopte le délai d'un mois préalablement à l'application de la suspension (art. 18), la police devenant résiliable dès l'expiration de ce terme.

Parmi d'autres législations étrangères ayant codifié le droit des assurances et où l'on ne trouve pas mention d'une mesure analogue à la suspension, on peut citer la loi suédoise du 8 avril 1927 et la loi turque du 29 mai 1926 : sous leur empire, la résiliation directe et définitive du contrat s'effectue à l'expiration du terme de grâce. On ne retrouve plus ici ce palier qui permet à un assuré se ressaisissant à temps de restaurer par sa seule volonté le contrat. De telles dispositions, loin d'être favorables à l'assuré, nous semblent au contraire des plus sévères pour lui. D'ailleurs, dans de telles législations, les stipulations contraires des parties restent autorisées à condition d'être prévues en faveur des souscripteurs des polices (notamment loi turque, art. 968 in fine). Les parties peuvent donc, très certainement, s'en tenir pour sanctionner l'inexécution du contrat à la seule suspension de garantie et exclure la résiliation directe de la police.

Enfin, dans un dernier groupe de pays, les lois sur l'assurance ont laissé de côté la question de la sanction du non-paiement des primes. Tel est le cas de l'Angleterre, pays coutumier par excellence. On doit ici, dès lors, s'en tenir aux termes exacts des conditions de l'assurance prévues dans les polices. C'est ainsi que la pratique des assurances est encore au-

jourd'hui celle qui s'est établie dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle (ci-dessous p. 13); la police est annuelle avec faculté de prorogation par le versement, dans les quinze jours suivant l'expiration de l'annuité, de la nouvelle prime<sup>1</sup>. Il n'y a pas, à proprement parler, de suspension puisque le contrat va se trouver, en cas de non versement, résolu définitivement. Ici, comme dans les législations turques et suédoises, l'assuré se trouve directement forclos de tout droit à la reprise de la garantie.

En Belgique, les rapports contractuels des parties sont régis par la loi du 11 juin 1874 qui fut la première à dégager les caractères spécifiques de l'assurance. Mais cette loi a laissé hors de son domaine d'application le cas envisagé. Dès lors, les principes de notre Code civil et la pratique française des assurances antérieure à 1930 restent applicables. C'est ainsi que les conditions générales des polices du comité des assureurs belges de 1924<sup>2</sup> stipulent la portabilité de la prime et la déchéance de l'assuré après écoulement d'un délai de grâce de quinzaine courant du jour de l'échéance sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure. La suspension va bien jouer ici, mais dans les conditions les plus désavantageuses pour l'assuré puisqu'il ne bénéficie pas des mesures de protection — mise en demeure, formalisme légal — imposés par la législation française de 1930.

Ainsi, de la confrontation avec quelques lois étran-

(1) BUNYON. *On fire insurance*, 6<sup>e</sup> éd., p. 121.

(2) William Van EECKHRENT. *Le droit des assurances terr.*

gères, il semble résulter que la loi du 13 juillet 1930 — survenue tardivement mais ayant bénéficié de l'expérience acquise par une longue pratique d'entière liberté dans les rapports contractuels — ait réglé de façon adéquate les positions respectives des parties en cas de non-paiement des primes : elle se maintient dans un juste milieu entre les législations qui ont régleménté cette situation d'une façon trop étroite — soit en ne prévoyant pas la seule suspension de garantie soit en l'enfermant dans des délais trop courts ou trop longs — et celles qui, par contre, ont laissé la question entièrement dans l'ombre, ouvrant par là la voie à tous les abus. On ne saurait d'ailleurs trop conseiller aux Assureurs d'user avec modération de la faculté légale ou contractuelle de suspendre leur garantie : l'exercice trop brutal ou fréquent de cette mesure risquerait en effet d'indisposer gravement un assuré dont la seule faute est peut-être d'avoir été en butte à des difficultés financières purement passagères.

9 juillet 1937.

*Vu :*  
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
MAURICE PICARD.

*Vu :*  
LE DOYEN,  
EDGARD ALLIX.

*Vu et permis d'imprimer :*  
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,  
G. ROUSSY.

## TABLE DES MATIERES

|                    |   |
|--------------------|---|
| AVANT-PROPOS ..... | 5 |
|--------------------|---|

### CHAPITRE I

|                                                                                                       |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| <i>Formation historique de la notion de suspension de garantie pour non-paiement des primes</i> ..... | 8 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

|                                                                                               |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| SECTION I. — La sanction du non-paiement des primes d'après les principes du code civil ..... | 9 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---|

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION II. — La sanction du non-paiement des primes d'après les conventions des parties ..... | 12 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| A) portabilité de la prime ..... | 15 |
|----------------------------------|----|

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| B) suspension de la garantie ..... | 18 |
|------------------------------------|----|

### CHAPITRE II

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Fonctionnement de la suspension pour non-paiement des primes</i> ..... | 24 |
|---------------------------------------------------------------------------|----|

|                                             |    |
|---------------------------------------------|----|
| SECTION I. — Conditions d'application ..... | 24 |
|---------------------------------------------|----|

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| A) La mise en demeure ..... | 24 |
|-----------------------------|----|

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| B) Condition de délai ..... | 39 |
|-----------------------------|----|

|                                             |    |
|---------------------------------------------|----|
| SECTION II. — Effets de la suspension ..... | 41 |
|---------------------------------------------|----|

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| A) Perte du droit à indemnité ..... | 42 |
|-------------------------------------|----|

|                              |    |
|------------------------------|----|
| B) Paiement des primes ..... | 43 |
|------------------------------|----|

|                                             |    |
|---------------------------------------------|----|
| SECTION III. — Durée de la suspension ..... | 47 |
|---------------------------------------------|----|

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| A) la suspension est-elle susceptible de se prolonger ? ..... | 47 |
|---------------------------------------------------------------|----|

|                                                    |    |
|----------------------------------------------------|----|
| B) fin de la suspension par le paiement des primes | 50 |
|----------------------------------------------------|----|

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| C) fin de la suspension par la résiliation de la police ..... | 54 |
|---------------------------------------------------------------|----|

|                                                                  |    |
|------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION IV. — Exceptions opposables par l'assuré ....            | 59 |
| A) renonciation de l'assureur au bénéfice de la suspension ..... | 59 |
| B) force majeure .....                                           | 62 |
| C) faute de l'assureur .....                                     | 64 |

|                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION V. — Opposabilité aux tiers des effets de la suspension ..... | 65 |
| A) le cessionnaire de la police .....                                 | 65 |
| B) le titulaire d'une action directe .....                            | 68 |
| C) le bénéficiaire d'une stipulation pour autrui ...                  | 71 |

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION VI. — Dérogations possibles à la réglementation de l'art. 16 de la loi du 13 juillet 1930 ..... | 75 |
| A) mise en demeure et délai de présuspension ...                                                        | 76 |
| B) suspension et résiliation du contrat .....                                                           | 77 |

### CHAPITRE III

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Limites d'application de la suspension pour non-paiement des primes</i> ..... | 82  |
| A) assurance maritime .....                                                      | 82  |
| B) assurance crédit .....                                                        | 84  |
| C) assurance contre la mortalité du bétail .....                                 | 85  |
| D) assurance-vie .....                                                           | 86  |
| E) assurance contre les accidents du travail .....                               | 95  |
| F) sanction du non-paiement des primes en Alsace-Lorraine .....                  | 108 |

### CHAPITRE IV

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Caractères juridiques de la suspension pour non-paiement des primes</i> .....                 | 113 |
| — La suspension de l'art. 16, L. 1930 et la théorie générale de la suspension des contrats ..... | 113 |
| — suspension, déchéance et non-assurance .....                                                   | 118 |
| — suspension, nullité et résiliation .....                                                       | 124 |

### CHAPITRE V

|                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Domaine d'application de la notion de suspension de garantie en assurance</i> ..... | 127 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — Clauses de suspension se rattachant au paiement des primes ..... | 128 |
| A) suspension pour non-fourniture d'états de salaires .....                   | 128 |
| B) retard à prise d'effet de la garantie .....                                | 128 |
| SECTION II. — Clauses de suspension de rattachant au risque garanti .....     | 139 |
| <i>Législation comparée</i> .....                                             | 146 |



